

DÉLIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTÉ
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITÉS

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



1^{er}
juillet
2022

Conseil départemental du Cantal
Réunion de la Commission Permanente

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

Service des Assemblées et Affaires Juridiques
Affaire suivie par : Pascale TALON
Tél. : 04 71 46 21 58
Fax : 04 71 46 21 19
email : ptalon@cantal.fr

Mesdames et Messieurs les Conseillers
départementaux du Cantal

D22DGS06800



Aurillac, le 17 juin 2022

Mesdames et Messieurs les Conseillers départementaux

J'ai l'honneur de vous informer que la prochaine Commission Permanente du Conseil départemental se tiendra à l'Hôtel du Département le :

Vendredi 1^{er} juillet 2022 à 9H30.

Salle Pierre Raynal

L'ordre du jour et les différents rapports à examiner vous seront transmis sur votre KBOX.

Je vous serais obligé de bien vouloir participer à cette réunion.

Je vous remercie de votre présence et vous prie de croire, Mesdames et Messieurs les Conseillers départementaux, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président du Conseil départemental,



Bruno FAURE

Conseil départemental du Cantal

28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex
Tél. 04 71 46 20 20 - Fax : 04 71 46 21 42
cantal.fr

Commission Permanente

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 1 Juillet 2022

Horaire: 09:30

CANTAL ATTRACTIF

22CP07-1 Appel à projets dans le cadre de l'ouverture internationale des collèges publics

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Cahier des charges

22CP07-2 Voyages pédagogiques des collèges sur le territoire national

ANNEXE - Délibération

22CP07-3 Enseignement supérieur - Convention partenariale 2022-2026 entre l'Université Clermont Auvergne, la CABA et le Département

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP07-4 Convention de mise à disposition de locaux au Campus Universitaire Simone Veil d'Aurillac au profit de l'Université Clermont Auvergne

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP07-5 Attribution d'une subvention à l'association Thermauvergne pour l'année 2022

ANNEXE - Délibération

22CP07-6 Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Clévacances pour l'année 2022

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP07-7 Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Gîtes de France Cantal pour l'année 2022

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP07-8 Meublés de Tourisme

ANNEXE - Délibération

22CP07-9 Convention avec l'Association Eclat pour l'année 2022 - 35ème édition du Festival International de Rue et tournée cantalienne "Champ Libre !"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP07-10 Fonds Cantal Animation

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

22CP07-11 Aménagement des routes départementales n°617, n°17 et n°50 - Communes de St-Etienne-de-Maurs, St-Cirgues-de-Jordanne et Chaliers - Acquisitions de terrains nécessaires - Pas de D.U.P. (article 1042)

ANNEXE - Délibération

22CP07-12 Aménagement de la route départementale n°50 - Commune de Chaliers - Acquisition de terrains nécessaire - Pas de D.U.P. (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

22CP07-13 Aménagement de la route départementale n°50 - Commune de Chaliers - Indemnisation d'un fermier

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

22CP07-14 Subventions au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Avis CFPPA

ANNEXE - 2-Liste établissements

22CP07-15 Convention de partenariat relative à l'insertion des travailleurs non-salariés agricoles bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Convention

2 - Annexes financières Cd15-MSA

22CP07-16 Evaluation ex post de la convention de subvention globale du Fonds Social Européen 2018-2021

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Rapport d'évaluation

22CP07-17 Soutien aux entreprises agroalimentaires - Attribution d'une subvention à la SAS Fermiers du Cantal

ANNEXE - Délibération

22CP07-18 Subventions à la Fédération des associations des archéologues du Cantal, au Pays d'Art et d'Histoire de Saint-Flour Communauté et à la Fondation du patrimoine

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1- Programme de recherches archéologiques

ANNEXE - 2- Actions PAH

ANNEXE - 3- Convention Fondation du Patrimoine

22CP07-19 Attribution de subvention

ANNEXE - Délibération

CANTAL INNOVANT

22CP07-20 Schéma Départemental du Numérique Éducatif : Appel à projets 2022 « À vos marques, prêts, communiquez ! »

ANNEXE - Délibération

Modèle de convention et annexes

CANTAL RESPONSABLE

22CP07-21 Automatisation du réseau départemental de suivi des eaux souterraines

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention type

ANNEXE - Liste collectivités et ressources

ADMINISTRATION GENERALE

22CP07-22 Fonds Commun des Services d'Hébergement

ANNEXE - Délibération

22CP07-23 Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal - Cantal Habitat - 325 037 € Construction de deux logements à Saint-Etienne-Cantalès

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Contrat d'emprunt

22CP07-24 Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal - Cantal Habitat - 297 618 € Construction de deux logements à Drugeac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Contrat d'emprunt

22CP07-25 Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal - Cantal Habitat - 142 600 € Construction d'un logement à Yolet

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Convention

ANNEXE - 2-Contrat d'emprunt

22CP07-26 Convention de mise à disposition du parking étudiants au Campus Simone Veil d'Aurillac dans le cadre du Festival International de Théâtre de Rue 2022

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

22CP07-27 Convention de mise à disposition des infrastructures et équipements du site des Haras dans le cadre du Festival International de Théâtre de Rue 2022

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - plan

22CP07-28 Avenant n°1 à la convention de mutualisation de services entre le Conseil départemental du Cantal et Cantal Ingénierie et Territoires 2021-2023

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

RAPPORT SUPPLEMENTAIRE

22CP07-29 Convention de mise à disposition d'une plateforme de gestion de la relation usager

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-1

Appel à projets dans le cadre de l'ouverture internationale des collèges publics

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 19CD01-02 du Conseil départemental du 29 mars 2019 validant le cahier des charges de l'appel à projets dans le cadre de la mobilité internationale dans les collèges publics et le soutien aux projets des établissements favorisant la construction de la citoyenneté ;

- **VALIDE** la reconduction de l'appel à projets dans le cadre de l'ouverture internationale des collèges publics pour l'année scolaire 2022-2023 selon les conditions définies dans le cahier des charges joint à la présente délibération.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

APPEL À PROJETS DANS LE CADRE DE L'OUVERTURE INTERNATIONALE DES COLLÈGES PUBLICS

SOUTIEN AUX PROJETS DES ÉTABLISSEMENTS FAVORISANT LA CONSTRUCTION DE LA CITOYENNETÉ DU JEUNE

CAHIER DES CHARGES

CALENDRIER

Étapes	Dates et périodes indicatives
Remise des dossiers complets	1 ^{er} trimestre de l'année scolaire 2022 - 2023
Commission permanente	Janvier 2023
Dates de l'action	Septembre 2022 à juillet 2023
Paieement de la subvention post réalisation	A compter du 1 ^{er} janvier 2023 sur justificatifs

Le cahier des charges de l'appel à projets ainsi que le dossier de candidature seront envoyés par mail aux établissements.

SOMMAIRE

1. Contexte de l'Appel à projets
2. Objet et cadre de l'Appel à projets
3. Modalités de mise en œuvre
4. Cadre d'éligibilité
5. Modalités de dépôt des dossiers
6. Procédure de sélection.
7. ANNEXES (Charte des droits fondamentaux ; listes des pays éligibles)

Le service Collèges Éducation est à votre disposition pour toute question.

1. CONTEXTE DE L'APPEL À PROJETS

La citoyenneté européenne n'est pas une évidence pour tous les habitants de l'Union Européenne (UE). Pourtant, malgré une grande diversité culturelle, des disparités sociales et des régimes politiques différents, les citoyens européens partagent une histoire mais aussi des valeurs communes édictées par le Traité de Lisbonne : le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, le droit, et le respect des droits de l'homme. (cf : *annexe 1 relative à la charte des droits fondamentaux*).

Citoyen dans sa ville, son département, sa région, son pays, dans toutes ses composantes historiques et culturelles, chacun des habitants du Cantal, et notamment chaque jeune, est donc aussi citoyen Européen. Il s'agit ainsi à travers cet appel à projets de soutenir l'action des établissements en faveur de la construction de la citoyenneté du Jeune.

Le Conseil départemental encourage depuis de nombreuses années la mobilité des jeunes collégiens dans le cadre d'une subvention accordée aux EPLE pour l'organisation de voyages destinés à découvrir l'identité européenne.

Cet appel à projets est une des concrétisations de la **priorité jeunesse** que porte le Département.

2. OBJET ET CADRE DE L'APPEL À PROJETS

Le Conseil départemental du Cantal souhaite, à travers cet appel à projets, accompagner les établissements dont l'objectif n'est pas seulement de transmettre des connaissances, des compétences et des valeurs fondamentales mais aussi d'aider les jeunes, à devenir des **citoyens actifs**, responsables et ouverts d'esprit.

Les jeunes sont l'avenir de notre territoire et de notre société et à l'heure de la montée du terrorisme, il appartient à chacun des acteurs territoriaux de s'allier pour prévenir et lutter contre la marginalisation, l'intolérance, le racisme et la radicalisation, et pour l'égalité des chances. Pour cela, nous pouvons à la fois nous appuyer sur le sens de l'initiative et de l'engagement des jeunes et réaffirmer les valeurs sur lesquelles nos démocraties sont fondées.

Cet appel à projets vise à stimuler **les projets collaboratifs construits par et pour les jeunes** avec les acteurs de la communauté éducative, en lien avec les ressources du territoire, et favorisant l'intégration sociale, l'acquisition de compétences renforçant l'employabilité des jeunes et l'ouverture aux autres.

ENJEUX	<ul style="list-style-type: none">• Comment faire une force de nos différences ?• Comment sensibiliser les jeunes au contexte européen et international dans lequel ils vivent ?
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">• Favoriser l'ouverture culturelle• Partager des valeurs à l'échelle internationale• Permettre aux jeunes d'être des citoyens actifs et éclairés

PUBLICS CIBLES : les élèves des collèges publics cantaliens

TYPE D'ACTIONS : cet appel à projets vise à stimuler les projets pédagogiques collaboratifs mettant en contact un collège du département autour de la réalisation d'un **projet commun** avec une ou plusieurs structure(s) internationale(s) d'un pays de l'UE (établissement scolaire, institution, centre culturel, etc...) ou d'un pays partenaire de l'UE (*cf : annexe 2*).

Ces projets pourront être de différente nature, par exemple :

- mobilité internationale sortante (projet se déroulant à l'étranger),
- mobilité internationale entrante (projet se déroulant au collège ou sur le bassin de vie, avec une composante internationale),

- rencontre dans un lieu emblématique qui ne soit ni le collège ni la structure partenaire,
- **échanges virtuels.**

Ces projets devront respecter les critères suivants :

- s'inscrire dans le Contrat d'Objectifs Tripartite,
- permettre aux élèves de comprendre les enjeux de l'ouverture à travers la mobilité internationale,
- mettre en avant des valeurs de respect, de tolérance, de solidarité,
- développer le sentiment d'appartenance à la communauté européenne,
- favoriser le lien social,
- encourager l'autonomie et l'esprit critique des jeunes pour former des citoyens éclairés et responsables,
- **promouvoir les pratiques participatives et innovantes lors des échanges,**
- communiquer dans l'établissement et sur le territoire sur l'impact du projet dans l'établissement et sur les participants,
- mutualiser les moyens pour favoriser la mobilité d'un plus grand nombre d'élèves,
- favoriser le partenariat avec les acteurs du territoire,
- s'appuyer sur les centres de ressources locaux, régionaux, ou nationaux (CIED, DAREIC, CANOPE, OFAJ, Goethe Institut, ambassades...).

3. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

Les projets devront s'appuyer sur une démarche de travail en plusieurs étapes :

- définition des enjeux et des objectifs, en lien le Contrat d'Objectifs Tripartite,
- élaboration du projet de mobilité avec définition des actions, calendrier et / ou étapes de mise en œuvre, et budget prévisionnel,
- valorisation du projet (retour d'expérience, communication, capitalisation en terme de méthodologie...).

4. CADRE D'ÉLIGIBILITÉ

Les destinataires de l'aide sont les EPLE : collèges publics du département du Cantal.

Le financement apporté par le Conseil départemental sera modulé selon une grille de pondération des critères dans la limite de 25 % des dépenses éligibles, plafonné à 3 000 euros par établissement et par année scolaire.

5. MODALITÉS DE DÉPÔT DES DOSSIERS

La demande de soutien financier s'appuie sur une présentation détaillée du projet reprenant les différentes étapes de sa construction.

Par ailleurs, tout document que le candidat jugera utile à l'appui de son dossier pourra être joint en complément.

Le Conseil départemental se réserve la possibilité de demander des informations supplémentaires aux candidats.

L'établissement bénéficiaire aura pour obligation d'identifier clairement le Conseil départemental comme partenaire tout au long de la mise en œuvre du projet.

Les dossiers de candidature devront être adressés en un exemplaire, par voie électronique aux adresses suivantes :

Service Collèges – Éducation ndelcamp@cantal.fr

Secrétariat de la DASEN du Cantal : secr-cab-ia15@ac-clermont.fr

6. PROCÉDURE DE SÉLECTION ET NOTIFICATION

Après instruction par les services concernés, les dossiers seront soumis à un jury composé de membres du Conseil départemental et de l'Éducation Nationale et soumis au vote de la Commission Permanente.

Le paiement de la subvention se fera à compter du 1^{er} janvier 2023 sur présentation d'un rapport moral (cf annexe : « éléments de bilan ») et d'un bilan financier dûment visés par le ou les chef(s) d'établissement.

7. ANNEXES :

ANNEXE 1 : LA CHARTE DES DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPÉENNE

En juin 1999, le Conseil européen de Cologne a réuni les droits fondamentaux en vigueur au niveau de l'Union européenne dans une charte de manière à leur donner une plus grande visibilité.

La charte réunit en un seul document les droits qui, jusqu'à présent, étaient dispersés dans divers instruments législatifs, tels que les législations nationales et de l'UE, ainsi que les conventions internationales du Conseil de l'Europe, des Nations unies (ONU) et de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Les droits fondamentaux énumérés dans la charte sont :

- la **dignité** (**dignité humaine, droit à la vie, droit à l'intégrité de la personne**, interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants, interdiction de l'esclavage et du travail forcé),
- la **liberté** (droits à la liberté et à la sûreté, **respect de la vie privée et familiale, protection des données à caractère personnel**, droit de se marier et droit de fonder une famille, **liberté de pensée**, de conscience et de religion, **liberté d'expression et d'information**, **liberté de réunion et d'association**, **liberté des arts et des sciences**, **droit à l'éducation**, liberté professionnelle et droit de travailler, liberté d'entreprise, droit de propriété, droit d'asile, protection en cas d'éloignement, d'expulsion et d'extradition),
- l'**égalité** (égalité en droit, **non-discrimination, diversité culturelle, religieuse et linguistique, égalité entre hommes et femmes, droits de l'enfant**, droits des personnes âgées, **intégration des personnes handicapées**),
- la **solidarité** (droit à l'information et à la consultation des travailleurs au sein de l'entreprise, droit de négociation et d'actions collectives, droit d'accès aux services de placement, protection en cas de licenciement injustifié, **conditions de travail justes et équitables**, **interdiction du**

travail des enfants et protection des jeunes au travail, vie familiale et vie professionnelle, sécurité sociale et aide sociale, protection de la **santé**, accès aux services d'intérêt économique général, protection de l'**environnement**, protection des **consommateurs**),

- **la citoyenneté (droits de vote** et d'éligibilité aux élections au Parlement européen et aux élections municipales, droit à une bonne administration, droit d'accès aux documents, médiateur européen, droit de pétition, **liberté de circulation et de séjour**, protection diplomatique et consulaire),
- **la justice** (droit à un recours effectif et à un tribunal impartial, **présomption d'innocence et droits de la défense**, principes de la légalité et de la proportionnalité des délits et des peines, droit à ne pas être jugé ou puni pénalement deux fois pour une même infraction).

ANNEXE 2 : LISTE DES PAYS DE L'UE ET PAYS PARTENAIRES ÉLIGIBLES

- Autriche
- Belgique
- Bulgarie
- Croatie
- Chypre
- République tchèque
- Danemark
- Estonie
- Finlande
- France
- Allemagne
- Grèce
- Hongrie
- Islande
- Irlande
- Italie
- Lettonie
- Liechtenstein
- Lituanie
- Luxembourg
- Malte
- Pays-Bas
- Norvège
- Pologne
- Portugal
- Roumanie
- Suède
- Slovaquie
- Slovénie
- Espagne
- Ancienne République yougoslave de Macédoine
- Turquie

- Royaume-Uni (Suite à l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni signé par la Présidente de la Commission européenne, le Président du Conseil européen et le Premier ministre britannique fin décembre 2020, les conditions de circulation applicables évolueront à nouveau à compter du 30 septembre 2021, plus d'infos sur <https://brexit.gouv.fr/>)

ANNEXE 3 : EXEMPLES DE PROJETS MENÉS EN PARTENARIAT

Exemple 1 : mobilité entrante ALLEMAGNE

Objectifs : comparer les usages numériques des deux pays France/Allemagne.

- groupes de mini-projets sur : réglementation sur l'usage des téléphones portables, vidéos sur les dangers des réseaux sociaux, saynètes bilingues sur le thème avec l'aide d'un comédien professionnel
- intervention de CANOPÉ
- travail d'écriture avec un romancier local
- création en groupe de 2-3 élèves dans les deux langues par **échanges virtuels réguliers**

Valorisation : accueil des Allemands et présentation des productions communes des élèves aux familles et autres élèves du collège.

Exemple 2 : mobilité sortante ESPAGNE

Objectifs : découverte d'une ville côtière, son établissement d'enseignement secondaire et les jeunes qui y étudient autour de la thématique des « éco-gestes ».

- échange avec les élèves espagnols (**virtuel tout au long de l'année**) sur ce qui est effectué dans chaque collège au niveau écologique ; recherche de solutions : les gestes à portée de main.
- travail pluridisciplinaire avec la SVT, les Arts plastiques
- rencontre en Espagne : participation au bateau-école pour observer les dommages causés par l'homme sur l'océan, réalisation en binôme de questionnaires aux entreprises rencontrées

Valorisation : atelier journal dans les 2 collèges pour retour d'expérience profitant au plus grand nombre.

Exemple 3 : mobilité entrante et sortante PORTUGAL

Objectifs : le projet s'articule autour de 4 notions importantes : l'écologie, le développement durable, la sensibilisation et la citoyenneté.

- échanges : deux séjours à quelques semaines d'intervalle pour visiter puis accueillir les hôtes.
- travail en SVT, EPS, Anglais et au CDI
- apprentissage sur l'énergie électrique, les ressources naturelles, le changement climatique. Visites de terrain pour découvrir des actions locales.

Valorisation : actions mises en place dans les collèges (poubelles de tri, valorisation des déchets...) ; communication Instagram en 4 langues avec informations, anecdotes, conseils ; film-documentaire en France et en Espagne pour partager des solutions.

Exemple 4 : partenariat pluriannuel ECOSSE

Objectifs : échanger sur les différences culturelles via à vis des éco-gestes, de la gestion des déchets, du gaspillage alimentaire - France/Ecosse.

- travail sur les clichés inhérents à chaque culture pour dégager le stéréotype de la réalité
- réflexion sur la « malbouffe » et la « junk food » en lien avec le gaspillage et le tri des déchets
- livre des préjugés franco-écossais
- recettes de cuisine (**échanges virtuels**) et réalisation de plats écoresponsables (**échange de vidéos**)
- travail sur 3 ans avec 2 mobilités (1 entrante/1 sortante) pour multiplier les échanges.

Valorisation : travail sur les recettes zéro déchets et équilibre alimentaire et Réalisation d'un livre de recettes écoresponsables.

Exemple 5 : rencontre franco-allemande dans un tiers lieu

Objectifs : faire prendre conscience aux élèves de leur appartenance à l'Europe en tant que citoyen, et que la question environnementale nous concerne tous au-delà des frontières.

- séjour en commun à Strasbourg : visite du Parlement pour comprendre les institutions.
- création de fichiers audio sur les expériences de chaque établissement dans le domaine environnemental comme un journal d'information sur **les webradios des 2 établissements**
- travail interdisciplinaire : danse (travail d'EPS), production plastique (Arts plastiques), recherche documentaire (histoire-géographie, EMC, CDI...)
- séquences de cours en Français pour les allemands et en allemands pour les français sur le thème des déchets, des énergies, des ressources, en amont de la rencontre
- intervention CPIE et MGEN (France)
- transmission des connaissances acquises aux autres établissements d'enseignement du réseau pour élargir la dynamique

Valorisation : émission webradio, exposition CDI, échange de bonnes pratiques, mise en œuvre d'un compostage dans établissement

Exemple 6 : projet d'échange virtuel autour du codage informatique

Objectifs : faire face à de profonds changements sociaux, économiques et culturels en développant les capacités des élèves en matière de raisonnement critique et informatique grâce au codage.

- utilisation du codage comme une nouvelle connaissance aussi importante que l'écriture et la lecture.

- **échanges virtuels** entre 2 ou + établissements scolaires pour expérimenter le codage avec les élèves et en mesurer les effets.

Valorisation : réalisation d'une étude sur les expérimentations de codage à l'école, échange de bonnes pratiques

ANNEXE 4 : SITOTHÈQUE

Des exemples de thématique de projets :

- en vidéo : <http://fondationhippocrene.eu/prix-2021/>
- dans notre Région : <http://www.ac-clermont.fr/action-educative/europe-et-international/projets-internationaux-des-etablissements/>

Des sites web sur lesquels vous pouvez identifier des partenaires autour d'une thématique :

- SALTO sur le site de SALTO-YOUTH : <https://www.salto-youth.net/tools/otlas-partner-finding/>
- le groupe Facebook EU Projects Partner Finding : <https://www.facebook.com/Erasmus-Plus-Partner-Finding-110101895709424/>
- DAREIC : <http://www.ac-clermont.fr/action-educative/europe-et-international/les-partenariats-academiques-en-europe-et-au-dela/>

Des ressources locales :

- Comités de jumelages : <http://www.afccre.org/fr/nos-membres/annuaire-des-villes-jumelees#XIOlWhKjIU>
- Entreprises ayant une activité internationale [Abeil](#) (Pologne), Biose , Matière...

ANNEXE 5 : PLAQUETTE DE PRESENTATION E TWINNING (PJ)

COMMENT S'IMPLIQUER DANS UN PROJET ETWINNING ?

Menez des projets en collaboration avec des classes, partout en Europe.

- 1 Inscrivez-vous sur la plate-forme eTwinning depuis www.etwinning.fr.
- 2 Renseignez votre profil personnel dans le Desktop eTwinning.
- 3 Recherchez des contacts ou un(e) partenaire de projet parmi les enseignants inscrits – pour simplement échanger ou pour élaborer un projet à distance.
- 4 Intérez votre projet conjointement avec un ou plusieurs enseignants, ou rejoignez un projet existant. Choisissez ensemble le thème, la durée, les activités, etc.
- 5 Enregistrez votre projet commun. Vous aurez alors accès à un espace entièrement sécurisé pour votre projet le « Twinspace ».
- 6 Invitez vos élèves, d'autres partenaires venant d'autres pays et même des visiteurs (parents, inspecteurs ou chefs d'établissement) dans le Twinspace, permettant à tous les membres de communiquer et collaborer.
- 7 Accompagnez vos élèves dans leurs échanges avec les élèves partenaires et la réalisation de productions tout au long du projet.

REJOIGNEZ ETWINNING

La communauté pour les établissements scolaires d'Europe

www.etwinning.fr



La communauté pour
les établissements scolaires d'Europe

LA COMMUNAUTÉ POUR LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES D'EUROPE
Mener des projets en collaboration avec des classes, partout en Europe

eTwinning

Enseigner autrement avec www.etwinning.fr

Rejoignez plus de 315 000 enseignants européens

- Aide à la recherche de partenaires
- Assistance aux enseignants
- Mise à disposition d'outils collaboratifs
- Accès sécurisé et gratuit



eTwinning



QU'EST-CE QU'ETWINNING ?

La communauté pour les établissements scolaires d'Europe

- Une communauté enseignante en ligne de plus de 315 000 membres à travers l'Europe et les pays voisins.
- Une action européenne partie intégrante du programme européen Erasmus+.
- Un réseau professionnel vous permettant d'échanger avec des collègues européens et de monter des projets collaboratifs à distance pour vos élèves.
- Un espace de projet en ligne, entièrement gratuit et sécurisé facilitant les échanges entre enseignants partenaires d'une part, et entre leurs élèves d'autre part.
- Un bureau d'assistance national, à Canopé, relayé en académie par votre correspondant académique eTwinning, apportant un soutien pédagogique et technique aux eTwinneurs.

QUI PEUT PARTICIPER À UN PROJET ETWINNING ?

Rejoignez eTwinning sur www.etwinning.fr

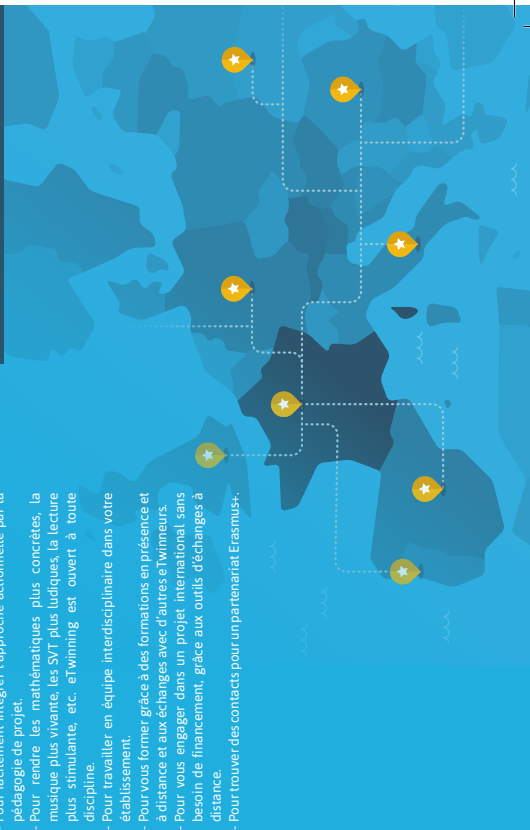
Tous les enseignants et chefs d'établissements du premier et du second degré, de l'enseignement public ou privé, quelle que soit la discipline enseignée, peuvent s'inscrire à eTwinning sur www.etwinning.fr. Aucune compétence technique particulière n'est requise.

POURQUOI REJOINDRE L'ACTION EUROPÉENNE ETWINNING ?

Enseigner autrement

- Pour mener un projet avec vos élèves et les impliquer davantage au quotidien : ils sont pleinement acteurs de leur apprentissage.
- Pour tisser des relations avec des collègues européens et enrichir votre pratique professionnelle.
- Pour donner à vos élèves l'opportunité de s'ouvrir à la citoyenneté européenne.
- Pour valider les compétences du Socle Commun, comme par exemple de nombreux items du B21, le CECRL, l'autonomie et l'initiative, etc.
- Pour faciliter, intégrer, l'approche actionnelle par la pédagogie de projet.
- Pour rendre les mathématiques plus concrètes, la musique plus vivante, les SVT plus ludiques, la lecture plus stimulante, etc. eTwinning est ouvert à toute discipline.
- Pour travailler en équipe interdisciplinaire dans votre établissement.
- Pour vous former grâce à des formations en présence et à distance et aux échanges avec d'autres eTwinneurs.
- Pour vous engager dans un projet international sans besoin de financement, grâce aux outils d'échanges à distance.
- Pour trouver des contacts pour un partenariat Erasmus+.

ENVIE D'ENSEIGNER AUTREMENT



APPEL À PROJETS DANS LE CADRE DE L'OUVERTURE INTERNATIONALE DES COLLÈGES PUBLICS

DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION 2022 - 2023

①- LE DEMANDEUR

Nom de l'établissement : _____

Nom du chef d'établissement : _____

Rue et n° : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone : _____

Email : _____ Site web : _____

Nombre d'élèves de l'établissement : _____

■ **Personne en charge du projet (personne contact)**

Nom (M., Mme) : _____ Prénom : _____

Fonction : _____

Téléphone : _____

Email : _____

②- LE PARTENAIRE EUROPEEN (à dupliquer si nécessaire)

Type d'établissement : _____

Nom de l'établissement : _____

Rue et n° : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Région : _____ Pays : _____

Site web : _____

Nombre d'élèves de l'établissement : _____

■ **Personne en charge du projet à l'étranger (personne contact)**

Nom (M. ; Mme) : _____ Prénom : _____

Fonction : _____

Téléphone : _____ Email : _____

③- LE PROJET COMMUN

■ **Titre du projet :**

■ **Thème retenu :** _____

■ **Nature du projet** (*cf exemples P3 AAP*) :

■ **Durée du projet :** Veuillez joindre au document un calendrier prévisionnel du projet et /ou les étapes de mises en œuvre

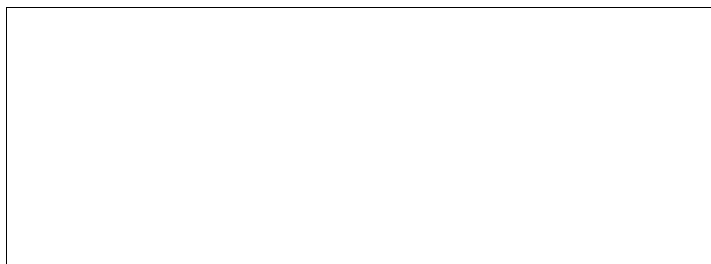
DEBUT DU PROJET	FIN DU PROJET
_____	_____

■ **Information relative aux élèves et encadrants participant à l'échange (nombre, classe, options, statut ...)**

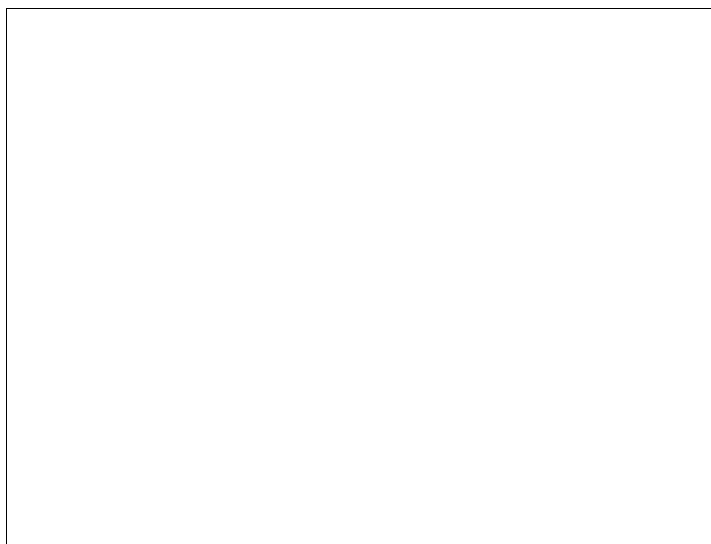
■ **Présentation détaillée du projet**

■ Objectifs du projet

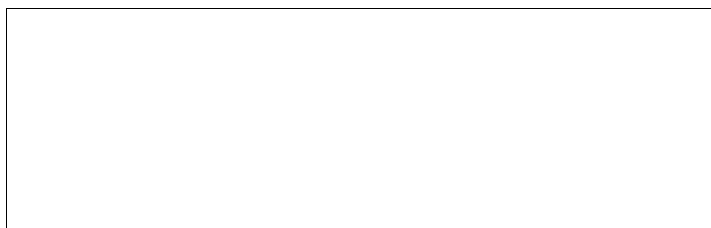
- Participation et implication des élèves (développement de l'esprit critique, engagement citoyen ...)



- **Cohérence avec le Contrat d'Objectifs Tripartites**

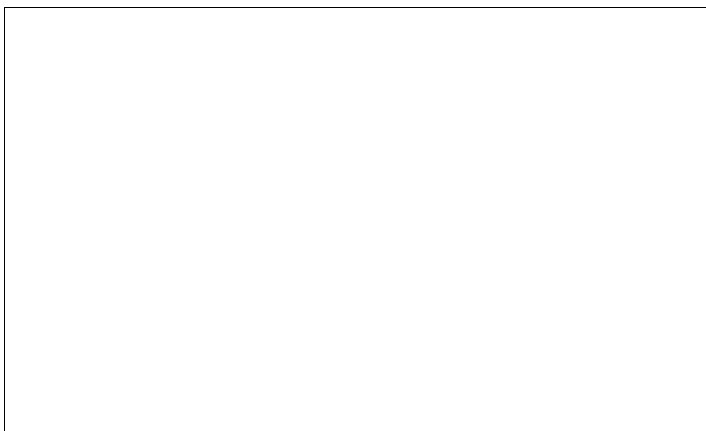


- **Capitalisation de l'expérience pour les élèves**

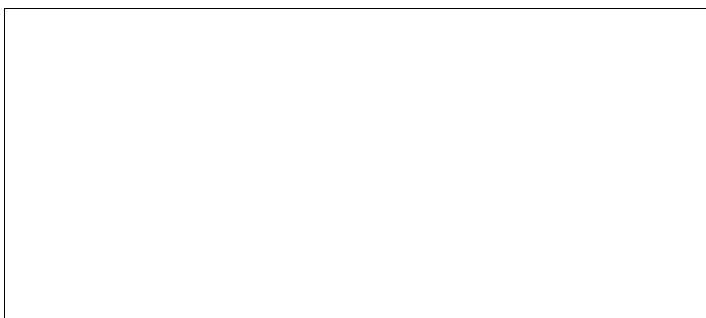




▪ **Dimension européenne du projet (contexte européen, valeurs ...)**



▪ **Ancrage territorial (partenaires locaux, lien social sur le territoire) et mobilisation des centres de ressources...**



▪ **Valorisation du projet et prolongement du projet**

Valorisation du projet au sein de l'établissement :

Valorisation du projet en dehors de l'établissement :

Prolongement du projet (le cas échéant) :

▪ **Espace d'expression libre (Vous pouvez joindre en annexe tout document utile au projet)**

④- BUDGET PREVISIONNEL

DEPENSES		RECETTES	
Nature des dépenses	Montant	Origine des Recettes	Montant
		Fonds propres	
		Participation des familles	
		Département * <i>Intégrer le montant de votre demande de subvention</i>	
		Autre (préciser)	
TOTAL		TOTAL	

* Le financement apporté par le Conseil départemental sera modulé selon une grille de pondération des critères dans la limite de 25 % des dépenses éligibles, plafonné à 3 000 euros par établissement et par année scolaire.

⑤- POUR ALLER PLUS LOIN *(facultatif : ne rentre pas en compte dans l'évaluation du projet)*

▪ **Expérience(s) européennes(s) préalable(s) de l'établissement**



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-2

Voyages pédagogiques des collèges sur le territoire national

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD06-07 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 validant les modalités de financement des projets de séjours des collèges publics relatifs à la découverte du territoire national et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre ;

- **ATTRIBUE**, dans le cadre de la participation aux dépenses liées aux voyages pédagogiques sur le territoire national pour l'année scolaire 2022-2023, la subvention suivante :

Etablissement	Destination	Dates	Classes concernées	Budget	Subvention
Collège de la Ponétie Aurillac	Plages du débarquement de Normandie, Bayeux, Caen	10 au 14 octobre 2022	5 ^{èmes} , 4 ^{èmes} , 3 ^{èmes} SEGPA et ULIS	17 314 €	1 000 €

La dépense sera imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 65737 fonction 221 du budget départemental.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-3

**Enseignement supérieur - Convention partenariale 2022-2026 entre l'Université Clermont
Auvergne, la CABA et le Département**

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD06-08 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 relative au soutien à l'enseignement supérieur et à la délégation accordée à la Commission Permanente pour l'examen de la convention de partenariat entre l'Université Clermont Auvergne, la CABA et le Conseil départemental ;

- **ATTRIBUE** une subvention de 138 000 € à l'Université Clermont Auvergne pour l'année 2022 dont 38 000 € seront fléchés vers la Fondation Université Clermont Auvergne.

- **VALIDE** la convention de partenariat entre l'Université Clermont Auvergne, la CABA et le Conseil départemental pour les années 2022-2026 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONVENTION PARTENARIALE

CAMPUS
UNIVERSITAIRE
AURILLAC

2022-2026



La présente convention entend lier l'accord des personnes morales suivantes :

Le Département du Cantal,

sis Hôtel du département - 28 avenue Gambetta - 15015 Aurillac cedex,
représenté par son Président, M. Bruno FAURE dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de la Commission Permanente du 1^{er} juillet 2022

Et

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac,

sise 3 place des Carmes, 15005 Aurillac cedex,
représentée par son Président, M. Pierre MATHONIER, dûment autorisé à signer la présente convention par décision n° DEC_XXX du Bureau Communautaire du 4 juillet 2022,

Et

L'Université Clermont Auvergne,

Etablissement Public Expérimental (EPE), inscrit sous le numéro Siret 130 028 061 00013, code APE 8542Z, dont le siège est situé 49 boulevard François Mitterrand – CS 60032 - 63 001 CLERMONT-FERRAND Cedex 1, représentée par son Président Provisoire, Monsieur Mathias BERNARD ;

Agissant au nom et pour le compte de ;

- L'Institut Universitaire de Technologie (IUT) Clermont Auvergne, situé Campus des Cézeaux, 5 avenue Blaise Pascal - TSA 90110 - 63178 Aubière, représenté par son Directeur provisoire Eric AGBESSI ;
- L'Institut Supérieur du Professorat et de l'Education (INSPE) Clermont Auvergne, situé 36 avenue Jean-Jaurès C.S. 20001 63407 Chamalières Cedex, représenté par son Directeur Ludovic MORGE ;
- La Bibliothèque Universitaire (BU), représentée par son Directeur Fabrice BOYER.

Vu la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux Libertés et Responsabilités des Universités, et en particulier son article 28 créant l'article L 719-2 du Code de l'Education,
Vu le décret n°2008-326 du 7 avril 2008 relatif aux règles générales de fonctionnement des fondations universitaires,
Vu la loi n°87-751 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat,
Vu les dispositions du code général des collectivités territoriales (3ème partie) et en particulier son article L 3211-1,

Préambule

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une collaboration entre le Département du Cantal, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac (CABA) et l'Université Clermont Auvergne (UCA), afin de contribuer au développement de la formation supérieure, de la recherche et de l'innovation scientifique et économique sur le territoire du Cantal.

L'UCA est, depuis sa création, une université étroitement connectée à son environnement territorial. Elle s'appuie sur son campus métropolitain de Clermont et ses 5 campus territoriaux (Aurillac, Le Puy-en-Velay, Montluçon, Moulins, Vichy) implantés sur les quatre départements auvergnats. Cette dimension territoriale a encore été renforcée grâce à l'initiative I-SITE portée par l'UCA pour le site académique, par la mise en place d'une politique CAP 20-25 de conventions partenariales sur des expérimentations issues de travaux de recherche de l'I-SITE et le développement de filières dans les secteurs agricoles et industriels.

Depuis le 1er janvier 2021, l'Université Clermont Auvergne est dotée d'un statut d'établissement public expérimental (EPE). Conformément à l'article 70 de ses statuts, l'EPE UCA assure la coordination territoriale de l'enseignement supérieur et de la recherche dans l'académie de Clermont - Ferrand. Grandes écoles, organismes de recherche, CROUS, établissements de soin et principales entreprises partenaires sont liés à l'UCA par des conventions qui définissent les grandes orientations communes de cette politique de site portée par l'UCA et les modalités de leur implication. Pour porter efficacement cette politique de site, l'Université Clermont Auvergne est dotée, par ses statuts, d'un Conseil des membres associés, qui assure la représentation de chaque acteur du site universitaire et de l'initiative CAP 20-25 afin de garantir un pilotage partagé de l'ensemble des volets de la politique de site, en amont des délibérations du Conseil d'Administration de l'UCA.

Depuis mars 2022, l'UCA est définitivement labellisée I-SITE ; ce label la positionnant ainsi dans le cercle des 17 « Universités d'excellence » françaises appelées à déployer l'ensemble de leurs activités de recherche et de formation à l'échelle internationale et dans le top 11 des universités qui en région assurent une proximité et un rayonnement territorial. En outre, l'UCA est également labellisée PUI, label visant à engager une démarche permettant de révéler le plein potentiel d'invention et d'innovation des acteurs de la recherche, de la formation, du transfert de technologie et de l'accompagnement des start-ups du site auvergnat et SAPS, label visant à développer et à renforcer la relation Science et Société au plus près des citoyens, dans un cadre territorial et partenarial dans lequel les sites universitaires jouent un rôle moteur en favorisant les synergies entre tous ceux qui participent du lien entre science et société.

Le Campus universitaire Simone Veil d'Aurillac représente un axe majeur pour l'UCA, avec un enjeu local fort pour le territoire et une volonté d'assurer des formations d'excellence et de soutenir une recherche de qualité. Les actions qui seront mises en œuvre dans le cadre de la présente convention ont aussi pour objectif de contribuer au dynamisme du département du Cantal et de l'agglomération d'Aurillac.

Article 1 : Objet de la convention

L'objet de la présente convention est de déterminer les modalités de la collaboration entre le Département du Cantal, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac et l'Université Clermont-Auvergne dans le partenariat qui les unit au service du développement du « Campus Simone Veil ». Cette convention exprime la volonté des parties prenantes de travailler ensemble selon un mode de fonctionnement partagé.

Ce document pose plus particulièrement les bases de la concertation nécessaire entre les différentes parties prenantes s'agissant des moyens accordés dans le cadre du fonctionnement et de projets structurants. Ces moyens nécessitent des financements partenariaux, qui peuvent faire l'objet de mise en place de conventions d'application et/ou de concertations spécifiques.

L'ensemble des actions mises en œuvre dans le cadre du « Campus Simone Veil » entend fluidifier la collaboration des acteurs publics sur le site pour faciliter les conditions d'études et de vie des étudiants, le travail des enseignants et enseignants-chercheurs au sein de l'Université mais également leur immersion dans l'environnement socio-économique du site. La collaboration entre les différents acteurs s'inscrit dans une stratégie de développement du site.

L'université participe au renforcement et développement du Campus universitaire Simone Veil d'Aurillac. De façon à accroître encore le dialogue et la coopération déjà existante au sein du site, l'UCA propose :

- d'associer la CABA et le Département du Cantal à la rédaction d'un rapport d'activité annuel permettant de réaliser un bilan des différentes actions mises en place sur le territoire Aurillacois en termes de formation, recherche, sport, culture, santé, actions sociales, entrepreneuriat, mécénat, ... sur l'année écoulée ;
- de présenter et débattre de manière annuelle, lors de la tenue du Conseil d'Orientation Stratégique dont le Département du Cantal et la CABA sont membres, de l'élaboration des grands projets à mener et des orientations à prendre sur l'année et les années à venir sur le territoire Aurillacois et cantalien afin de co-construire ensemble des projets ambitieux et cohérents avec l'identité territoriale ;
- d'animer le réseau des gestionnaires de site et d'organiser de façon bisannuelle des comités opérationnels de campus de façon à coordonner les actions à mettre en place.
- de développer et renforcer les cursus de formation axés principalement sur les pôles identitaires du territoire mis en exergue dans le schéma régional (SRESRI) et dans le schéma local en particulier autour du projet de Pôle d'excellence en microbiologie et du déploiement d'un parcours de master 1 « microbiologie » en 2024, ;
- d'améliorer les conditions d'accueil des étudiants sur le territoire d'Aurillac :
 - par le développement d'un service local de prévention et de santé,
 - par la reconduction du partenariat entre lecture publique et lecture universitaire,
 - par le développement des activités du SUAPS et du SUC à Aurillac,
 - par la mise en place d'actions dans le cadre du partenariat avec la Fondation UCA.
- de porter et déployer des actions territoriales dans le cadre des projets CAP-ART, PUI CAP-ITerr et SAPSAU.

Pour cela, les parties pourront s'appuyer sur différentes structures support de l'UCA dont :

- **Clermont Auvergne PEPITE** : Pôle Étudiants pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat qui a pour vocation de développer la culture entrepreneuriale auprès des étudiants, et accompagner dans le passage à l'acte entrepreneurial les étudiants et les jeunes diplômés dans toutes les filières de formation, ils délivrent et opèrent le Statut National d'Étudiant-Entrepreneur (SNEE). Clermont Auvergne PEPITE est porté par Clermont Auvergne INP pour le compte du site universitaire et s'adresse à l'ensemble des étudiants du territoire. Le service s'appuie sur un réseau de référents qui participent au déploiement des actions visant à favoriser la culture entrepreneuriale auprès des étudiants. Aujourd'hui la plupart des sites et écoles ont nommé un référent entrepreneuriat.
- **Clermont Auvergne Innovation**, filiale de valorisation de l'Université Clermont Auvergne et du site académique dans son ensemble qui a pour mission d'assurer l'interface entre les laboratoires de recherche de l'université et le monde économique en simplifiant et en accélérant les collaborations et leur valeur ajoutée. Ainsi elle permet l'accès agile des entreprises aux actifs et compétences de la communauté scientifique, et assure la détection des inventions issues de travaux de recherche, jusqu'à la création et l'accélération de start-ups Deeptech.
- **UCA Fondation**, qui a pour mission principale de soutenir des actions de l'université Clermont Auvergne menées dans les domaines de la recherche, de la formation et de l'innovation, par une démarche de mécénat auprès des entreprises.

La présente convention définit notamment :

- Les grands axes de collaboration entre l'UCA et le Département du Cantal et entre l'UCA et la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;
- Les montants et modalités de la contribution financière annuelle que le Département du Cantal et la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac attribuent à l'UCA ;

Elle est complétée par des conventions d'application spécifique qui définissent :

- Les conditions associées à la mise à disposition de personnel de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac au bénéfice de l'UCA ;
- Les modalités de la mise à disposition des locaux du Département du Cantal situés sur le Campus Universitaire au bénéfice de l'UCA.

Article 2 : Périmètre des actions

Les actions menées s'inscrivent autour des grands objectifs suivants permettant la promotion, le soutien et le développement :

- des formations universitaires diplômantes, qualifiantes en cohérence avec l'environnement socio-économique du département du Cantal et des départements limitrophes conduisant à une insertion professionnelle optimale ;
- d'une recherche d'excellence ;
- des actions culture, sport et santé ;
- de la reconnaissance et de l'attractivité internationale ;
- d'actions de mécénats auprès des entreprises du territoire.

A ce jour, les entités de l'UCA présentes sur le « Campus Simone Veil » sont l'Institut Universitaire de Technologie (I.U.T.), l'Institut Lettres, Langues, Sciences Humaines et Sociales à travers l'Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation (INSPE) et la Bibliothèque Universitaire (B.U.). Des services universitaires permettant aux étudiants et personnels du campus de bénéficier d'actions culturelles, sportives ou d'accès au soin via le SUAPS, le SUC et le SSU qui sont également présents sur le site. L'objectif de la structuration est de construire ensemble la politique de site, de favoriser la mutualisation des moyens et la communication entre les acteurs au sein du site et avec les entités extérieures.

L'Établissement Public Expérimental UCA (EPE UCA) est composé de 6 Instituts.

- un établissement-composante : Clermont Auvergne INP (le 5^e Institut National Polytechnique de France) ;
- un Institut Universitaire de Technologie (IUT Clermont Auvergne) issu de la fusion des deux IUT ;

- l'Institut Droit, Économie, Management ;
- l'Institut Lettres, Langues, Sciences humaines et sociales ;
- l'Institut des Sciences ;
- l'Institut Sciences de la vie, santé, agronomie, environnement.

Ces six instituts permettent ainsi de regrouper par grands ensembles les UFR, écoles (y compris les écoles doctorales) et entités de recherche. Leurs missions sont multiples :

- Fédérer les différents opérateurs d'un champ disciplinaire de l'UCA en vue de contribuer activement à la stratégie et au rayonnement national et international de l'université ;
- Renforcer l'articulation entre formation et recherche ;
- Impulser et piloter des projets transversaux mobilisant plusieurs opérateurs ;
- Mutualiser un certain nombre de missions différentes selon les instituts : « portails » de licence, formation continue, internationalisation, dispositifs pédagogiques innovants, etc. ;
- Assurer une représentation élargie et contribuer à une visibilité accrue de l'ensemble disciplinaire relevant de son périmètre au sein de l'université et à l'extérieur de l'université.

L'EPE UCA, Université territoriale d'excellence, souhaite conforter son ancrage territorial sur Aurillac par le développement de l'offre de formation de l'IUT et de l'INSPE ainsi que par celui de différentes actions de recherche notamment portées et déployées par l'UMR sur le fromage ou d'autres laboratoires représentés sur le site.

Depuis la rentrée 2021, l'IUT propose un parcours de formation en 3 ans (le Bachelor Universitaire de Technologie) permettant d'obtenir le grade de Licence. Ce nouveau diplôme s'appuie pour deux tiers sur un programme pédagogique national et pour un tiers sur des adaptations locales, pour une meilleure prise en compte de l'environnement socio-économique et des besoins du territoire. L'opportunité d'asseoir un enseignement territorial d'excellence s'appuyant sur le triptyque Formation/Recherche/Innovation et le tissu économique local est en cours de réflexion.

En juillet 2020, le Département du Cantal a obtenu le label « Campus Connecté », en partenariat avec l'INSPE chargé de coordonner le dispositif d'un point de vue pédagogique et d'assurer l'accueil et l'accompagnement de ces étudiants. Le Campus Connecté est un lieu d'études qui met à disposition de ces étudiants des salles de cours connectées et équipées afin qu'ils puissent suivre la formation à distance à laquelle ils sont inscrits auprès d'une université ou d'une école. Les étudiants suivent des modules de formation et sont également encadrés et accompagnés par un référent pédagogique et un tuteur.

Depuis septembre 2021, ce dispositif est départementalisé sur les secteurs de Saint Flour et de Mauriac et offre ainsi de nouvelles perspectives de formations post-bac aux jeunes de ces territoires.

En outre, depuis la rentrée 2021, l'INSPE déploie la totalité du Master Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation (MEEF) 1^{er} degré en proposant sur le site d'Aurillac les deux années de formation. Les étudiants souhaitant devenir professeur des écoles pourront suivre l'ensemble de la formation sur le territoire du Cantal. Les stages se dérouleront dans les écoles du département, en lien avec la Direction académique qui aura pour partie en charge l'accompagnement des étudiants.

L'évolution de l'offre de formation de l'UCA a pour ambition de favoriser l'attractivité du « Campus Simone Veil » et le développement de ses effectifs.

Par ailleurs, cette attractivité se verra renforcée dans le cadre de la création d'un tiers lieu ressource « le Campus Cyber Cantal » sur le site universitaire d'Aurillac qui permettra de soutenir, valoriser, compléter et mettre en réseau les actions des territoires et des tiers lieux en lien avec l'ensemble des ressources présentes.

L'UCA pourrait être partenaire, via l'INSPE et le pôle A2EX, du projet de mise en place d'un lieu d'échanges et de ressources pour faciliter la mutualisation des compétences et développer la mise en réseau des différentes structures impliquées dans l'innovation et le développement des pratiques numériques.

CANOPé serait également associé à la démarche ainsi que l'incubateur LanDestini Cantal Auvergne spécialisé dans l'alimentation durable et l'innovation agricole.

Enfin, la présente convention arrête le principe de la mise en œuvre de la réciprocité des publics des bibliothèques entre l'UCA et la CABA. L'objectif n'est autre que de faciliter l'accès des services publics documentaires pour l'ensemble des adhérents de la Médiathèque du Bassin d'Aurillac : par là même, l'offre culturelle proposée par la Médiathèque du Bassin d'Aurillac et l'offre scientifique et technique de l'Université Clermont Auvergne s'en trouvent valorisées. Cette circulation des lecteurs doit permettre la circulation des savoirs et être vue comme une collaboration professionnelle

entre les services documentaires des deux entités. Elle a pour but également de faciliter le passage entre lycées et université. Les modalités de ce partenariat sont précisées dans une convention spécifique liant l'UCA agissant pour le compte de la Bibliothèque Universitaire et la CABA, agissant pour la Médiathèque Communautaire du Bassin d'Aurillac.

Article 3 : Instances de concertation

Afin de décliner les grandes orientations de sa politique territoriale, l'UCA a mis en place un conseil d'orientation stratégique au sein de chacun des 5 campus territoriaux pour définir, suivre et actualiser les principes, objectifs et modalités du partenariat de l'Université avec les collectivités locales. L'objectif majeur de ce conseil est de co-construire une feuille de route stratégique, spécifique à chaque site, avec les collectivités partenaires des campus territoriaux. Ces feuilles de route, pluriannuelles mais soumises à une révision annuelle, définiront et déclineront les actions spécifiques de territorialisation dans le cadre des missions de l'Université (recherche, formation, innovation, vie de campus, ...). Les actions seront ensuite mises en œuvre de façon opérationnelle par les comités opérationnels de campus.

Les rôles et les compositions de ces deux instances, véritables outils stratégiques de la politique territoriale de l'Université, sont décrits ci-dessous :

Le conseil d'orientation stratégique (COS)

Sa composition :

- Représentants de l'UCA :
 - o Président UCA (Président du COS)
 - o DGA Partenariat et Territoires UCA
 - o Directeur de l'IUT + directeurs des autres instituts concernés
 - o Directeurs des composantes impliquées dans une filière complète du site : INSPE
 - o Directeur délégué de site INSPE et Directeur adjoint IUT en charge du site
- Représentants des collectivités :
 - o Agglomération
 - o Département
 - o Région AURA
- Représentants des structures support ou hébergées :
 - o CROUS

Fréquence : annuelle

Ses missions

Les conseils d'orientation stratégiques sont préparés et réunis chaque année par la direction générale de l'UCA en lien avec les collectivités territoriales concernées. Ils regroupent notamment le Président de l'UCA et les présidents du Département et de l'intercommunalité concernés par le campus territorial. Ils permettent de co-construire la stratégie de chacun des sites (en termes de recherche, formation, bâtimentaire, vie étudiante, ...) et de définir le budget correspondant.

Une fois la feuille de route validée par le COS, elle est déclinée sous forme de conventions permettant de contractualiser entre l'Université et la collectivité concernée, de s'accorder sur les actions à mettre en place et sur leur planning.

Un rapport d'activités annuel sera réalisé en amont pour chacun des sites. Il servira de base aux discussions menées par le COS.

Le comité opérationnel de campus (COC)

Sa composition

- Représentants de l'UCA :
 - o Directeur de l'IUT (Préside le comité) ou Directeurs adjoints de l'IUT
 - o DGA Partenariat et Territoires UCA

- Directeurs de composantes/chef de départements/directeurs formations INSPE
 - Directeurs délégués de site INSPE
 - Coordinateurs de site IUT
 - Gestionnaires de site
 - Responsables administratifs
- Représentants des structures/services support ou hébergés, de l'Université et de la coordination territoriale ESR
 - BU
 - Services de restauration
 - SUC
 - SUAPS
 - SSU
 - Invités selon ordre du jour : UCAF, CAI, PEPITE, etc.
- Représentants des collectivités
- Membres invités en fonction de l'ordre du jour :
 - Entreprises ou autres représentants du territoire

Ses missions :

Les comités opérationnels de campus sont réunis de façon bisannuelle, pour coordonner les actions à mettre en place, établir la clé de répartition des dépenses envisagées, engager les réflexions sur la mutualisation de moyens via des CPOM de campus territorial et relayer les informations entre toutes les parties prenantes. Ils traduisent en mode opérationnel les orientations définies par le COS de l'année en cours et permettent de préparer le COS de l'année suivante.

Il est présidé par le Directeur de l'IUT.

Au sein du directoire de l'Université, la stratégie territoriale de l'établissement sera portée par le directeur de l'Institut de Technologie en associant systématiquement le directeur de l'Institut Lettres, Langues, Sciences Humaines et Sociales. Aussi, considérant l'ancrage territorial de l'IUT, son directeur aura pour mission de :

- Contribuer à la définition de la politique territoriale de l'UCA ;
- Assurer l'interface privilégiée de proximité entre l'UCA et les différents acteurs du territoire ;
- Organiser un travail prospectif sur les « territoires en émergence » pour la mise en place d'actions co-construites avec l'UCA ;
- Assurer le déploiement opérationnel des dispositifs territorialisés de l'UCA-CAP20-25.

Selon les missions évoquées ci-dessus, les collectivités pourront donc s'adresser à :

- Directeur IUT et son équipe pour les sujets suivants : lien aux entreprises du territoires, formations IUT, projets d'université foraine, territoires émergents ;
- DGA Partenariats et Territoires au titre du lien avec la gouvernance UCA pour les sujets suivants : organisation COS, rédaction du rapport d'activité annuel, coordination des conventions campus, questions concernant les services universitaires, CPER ;
- Directeurs des composantes et leurs équipes : formations correspondantes.

Article 4 : Modalités financières

La contribution financière annuelle du Département du Cantal à l'UCA, plafonnée à 138 000 €, est calculée sur la base de la production d'un budget prévisionnel en dépenses et en recettes présenté avant le 20 septembre de l'année n pour l'année n+1 incluant les dépenses générales et les projets particuliers. Dans le cadre de la répartition des actions, en 2022, 38 000 € de ces 138 000 € seront fléchés vers la Fondation UCA pour le déploiement d'actions bénéficiant aux étudiants et/ou personnels du territoire Aurillacois.

Le montant définitif est notifié après le vote du budget primitif du Conseil Départemental de l'année n+1. Cette contribution est versée sur présentation, avant le 20 novembre de l'année concernée, d'un rapport d'activité annuel et d'un bilan financier se rapportant à l'utilisation de cette contribution.

La contribution financière annuelle de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac est fixée à 16 500 €.

Conformément aux principes de transparence et de bonne administration cités à l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, l'UCA s'engage à assurer au Département ainsi qu'à la Communauté d'Agglomération, la communicabilité des documents relatifs à l'utilisation de ces contributions.

Conformément aux dispositions de la présente convention, l'UCA s'engage à utiliser exclusivement, les fonds dévolus dans le cadre des actions mentionnées à l'article 2.

Le montant total de ces contributions financières sera dédié aux actions portées sur le Campus Simone Veil d'Aurillac. L'IUT est désigné comme l'Institut porteur de la subvention et assure la répartition entre les différentes composantes présentes sur le site selon le nombre d'étudiants et les projets définis par l'instance stratégique.

Les contributions financières du Département du Cantal et de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac seront versées à l'Agent comptable de l'UCA avec la mention « Subvention Campus universitaire d'Aurillac » sur le compte suivant.

Coordonnées bancaires de l'Université Clermont Auvergne

TRESOR PUBLIC		RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE	
		PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ	
Le relevé d'identité bancaire est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiement des quittances etc.).			
Identifiant national de compte bancaire - RIB			
Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10071	63000	00001005238	48
			Domiciliation
			TITULAIRES F
Identifiant international de compte bancaire - IBAN			
IBAN (International Bank Account Number)			
FR76	1007	1630	0000 0010 0523 848
			BIC (Bank Identifier Code)
			TRPUFRP1
TITULAIRE DU COMPTE :			
UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE UCAAGENCE COMPTABLE			

N° de TVA intracommunautaire de l'UCA : FR 53130028061

Article 5 : Mise à disposition de personnel

La mise à disposition par la CABA de personnels à l'UCA pour le Campus Simone Veil est définie dans une convention d'application spécifique.

Article 6 : Mise à disposition de locaux

La mise à disposition des locaux à l'UCA par le Département du Cantal est régie par une convention spécifique.

Article 7 : Communication

L'UCA, bénéficiaire de la contribution, s'engage à assurer la publicité des interventions du Département du Cantal et de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac en leur qualité de partenaires, notamment en informant les organisations professionnelles, les partenaires économiques et sociaux et en toute hypothèse l'opinion publique du rôle joué par le Département et la Communauté d'Agglomération en faveur du développement de la formation supérieure, de la recherche et de l'innovation scientifique et économique, et ce par tout moyen jugé approprié (logotype sur publication ou sur panneaux, citations expresses...).

Article 8 : Suivi administratif de la convention

Pour assurer le suivi administratif de la présente convention, les parties désignent les interlocuteurs suivants :

Pour l'UCA :

Bérangère FARGES
Directrice Générale Adjointe « Partenariats et territoires »
Tél. : 04.73.40.74.51
Berangere.farges@uca.fr

Pour les Partenaires :

Département du Cantal

Brigitte DUBOIS
Directrice Éducation / Jeunesse
Tél. : 04.71.46.20.88
bdubois@cantal.fr

CABA

Marie BESSON
Responsable du service « Développement Territorial »
Tél. : 04.71.46.48.70
m.besson@caba.fr

Article 9 : Modifications de la présente convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'ensemble des parties.

Article 10 : Durée

La présente convention court à compter du 1^{er} janvier 2022. Elle est signée pour une durée de cinq années, soit jusqu'au 31 décembre 2026. Elle pourra être renouvelée après accord express des parties.

Article 11 : Résiliation de la présente convention

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des Parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des Parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. Durant ce délai de préavis, les Parties conviennent qu'une médiation devra être engagée au sein du conseil d'orientation stratégique afin d'apprécier les conditions et les conséquences de la rupture de la convention pour les autres parties.

Article 12 : Règlement des litiges

La présente convention est soumise à la législation française.
Pour tout différend susceptible de survenir entre les Parties, relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront, préalablement à toute action contentieuse, de rechercher une solution amiable.

À défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant la juridiction administrative française compétente.

Fait en 4 exemplaires originaux,

A _____, le
Pour le Département du Cantal,
le Président

A _____, le
**Pour la Communauté d'Agglomération
du Bassin d'Aurillac,**
le Président

Bruno FAURE

Pierre MATHONIER

A Clermont-Ferrand, le
Pour l'Université Clermont Auvergne,
Le Président,

Mathias BERNARD

Visas des parties prenantes

Le Directeur de l'IUT, **Eric AGBESSI**

Le Directeur de l'ILLSHS, **Pierre Mathieu**

Le Directeur de l'INSPÉ, **Ludovic MORGE**

Le Directeur de la BU, **Fabrice BOYER**

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-4

Convention de mise à disposition de locaux au Campus Universitaire Simone Veil d'Aurillac au profit de l'Université Clermont Auvergne

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 22CP07-3 de la Commission Permanente du 1^{er} juillet 2022 approuvant la convention de partenariat entre l'Université Clermont Auvergne, la CABA et le Département et notamment son article 6 relatif à la mise à disposition de locaux ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition de locaux au Campus Universitaire Simone Veil au profit de l'Université Clermont Auvergne dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention.

Publication : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AU CAMPUS UNIVERSITAIRE SIMONE VEIL D'AURILLAC AU PROFIT DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28, avenue Gambetta – 15015 Aurillac CEDEX, représenté par son président, Monsieur Bruno Faure, agissant en vertu d'une délibération de la commission permanente du Conseil départemental en date du 1^{er} Juillet 2022.

Ci-après dénommé le propriétaire ou le Département du Cantal,

d'une part,

et

L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE,

Etablissement Public Expérimental (EPE), inscrit sous le numéro Siret 130 028 061 00013, code APE 8542Z, N° de TVA intracommunautaire de l'UCA : FR 53130028061, dont le siège est situé 49 boulevard François Mitterrand – CS 60032 - 63 001 CLERMONT-FERRAND Cedex 1, représentée par son Président, Monsieur Mathias BERNARD
Ci-après dénommé l'occupant ou le bénéficiaire,

d'autre part,

PREAMBULE

Afin de faciliter le développement d'une offre d'enseignement supérieur sur le site d'Aurillac, le Département du Cantal, propriétaire du bien immobilier dénommé Campus Universitaire Simone Veil, sis 100 Rue de l'Egalité, cadastré section AK 225 d'une surface totale de 31800 m², met depuis plusieurs années le site à disposition de plusieurs organismes de formation :

L'Université Clermont Auvergne avec notamment l'IUT Clermont Auvergne qui développe trois filières (GEA, Génie biologique et STID) et délivre plusieurs BUT et licences professionnelles ; et l'Institut National Supérieure du Professorat et de l'Éducation (INSPE) ;

Sont également accueillis sur le site :

- Une antenne de la Bibliothèque de l'université Clermont Auvergne,

- Le CROUS de l'académie de Clermont Ferrand,
- Le CANOPE du Cantal,
- Le laboratoire TERANA.

Depuis le 1^{er} septembre 2016, le bâtiment A2EX dénommé aujourd'hui bâtiment C, construit notamment au bénéfice des formations dispensées par l'IUT Clermont Auvergne a été mis en service.

La mise à disposition de ce site, à titre gracieux, emporte occupation privative du domaine public départemental. En ce sens, elle n'est concédée qu'à titre essentiellement précaire et révocable et ne saurait aucunement conférer aux occupants les attributs de la propriété privée.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Université Clermont Auvergne est autorisée, sous le régime de l'occupation provisoire du domaine public, à occuper, à titre précaire et révocable, le bien immobilier défini ci-après. Elle vise par ailleurs à définir les droits et obligations du Département du Cantal et du bénéficiaire.

Article 2 - DESIGNATIONS DES LIEUX ET BIENS

La présente convention porte sur l'occupation des lieux et des installations sis 100, Rue de l'Egalité à Aurillac, dénommé « Campus Universitaire Simone Veil » cadastré, section AK 225.

Sur la parcelle susnommée se trouvent le Bâtiment A de 1957, le Bâtiment B de 1995 et le bâtiment C de 2016 qui abrite un plateau technique (salle de cours, salles de langues, studio d'enregistrement, salle de réunion, salle de visioconférence, bureaux de télétravail, télécabine et divers locaux techniques).

Les biens concernés par la présente convention sont :

- Pour la répartition des charges d'entretien et de fonctionnement ainsi que l'entretien des locaux par le personnel de l'UCA, la totalité des locaux ;
- Pour l'occupation des locaux par l'UCA, la totalité des locaux à l'exception des locaux occupés par TERANA, le CANOPE du Cantal et le CROUS.

Ne sont pas concernés par la présente convention les autres bâtiments du site, désaffectés (pavillons de fonction).

Les plans des locaux sont joints en annexe.

Article 3 - AFFECTATION DU BIEN

Les biens objet de la présente convention sont affectés à usage exclusif des activités de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'exception du bâtiment C également affecté à l'accueil de télétravailleurs et le bâtiment B qui accueille le laboratoire TERANA.

Tout changement d'affectation ou toute utilisation différente même provisoire entraînera la résiliation automatique de la convention, sauf accord préalable du propriétaire.

La présente convention étant conclue intuitu personae, l'occupant ne peut céder les droits en résultant à qui que ce soit exception faite des locaux du télécentre au sein du bâtiment C que l'UCA peut mettre à disposition des télétravailleurs ou de partenaires identifiés. Par ailleurs, sur proposition de l'UCA, certains prestataires de service peuvent utiliser les locaux après accord du propriétaire.

L'occupant doit, en outre, se conformer aux prescriptions administratives applicables à l'usage desdits locaux.

Article 4 – REMISE DU BIEN

L'occupant prend les locaux dans l'état où ils se trouvent. Il déclare en outre bien connaître les bâtiments pour les avoir occupés préalablement à la signature des présentes.

Article 5 – OBLIGATIONS-CONDITIONS D'OCCUPATION

5-1 : Conditions générales

Tous les travaux évoqués aux articles 5-3, 5-4 et 5-5 sont réalisés sous la seule responsabilité des occupants, sans recours contre le propriétaire.

Tous les travaux évoqués à l'article 5-6 sont réalisés sous la seule responsabilité du propriétaire.

5-2 : obligations des occupants

L'occupant doit utiliser les lieux raisonnablement sans commettre, ni souffrir qu'il y soit fait des dégâts ou des dégradations. Il doit s'abstenir de toute activité qui pourrait troubler la tranquillité ou la sécurité des lieux mis à disposition ou nuire à leur bonne tenue.

Il s'oblige à respecter ou à faire respecter toute réglementation actuelle relative à l'activité exercée dans les lieux visés par la convention.

L'occupant ne peut procéder à aucune modification ou transformation du bâtiment ou de ses abords sans l'accord du Département du Cantal.

5-3 : travaux de réparation et entretien relevant des occupants

L'occupant s'oblige à maintenir les lieux mis à disposition, objet de la convention, en bon état d'entretien et de réparation.

Hormis les dispositions de l'article 6, l'occupant entretient en parfait état de marche toutes les installations et équipements. Le remplacement de ces installations pour cause de vétusté est à la charge du propriétaire, sauf si cela provient d'un manque d'entretien régulier et sauf pour les matériels spécifiques aux activités du site.

Tous les travaux de menu entretien sont du ressort de l'occupant.

Les équipements liés à des besoins spécifiques, tels que les groupes froids des locaux serveurs, les groupes d'extraction des sorbonnes sont à la charge exclusive de l'occupant.

Toutes les réparations, notamment revêtements de sols, revêtements muraux ou peinture, faux plafonds, menuiseries intérieures, relamping, sont d'entretien, donc de l'ordre de l'occupant.

La rénovation partielle des toits est à la charge de l'occupant, elle comprend notamment :

- Le remplacement de tuiles abîmées ou cassées,
- La réparation de gouttières et /ou de chéneaux,
- La reprise de l'étanchéité autour de cheminées ou sorties de toiture (skydôme, ventilation...), fenêtre de toit,
- Le nettoyage et démoussage des toitures.

L'occupant procède en outre à la destruction de tous rongeurs, insectes ou parasites et avise sans délai le propriétaire de tout sinistre causé à l'immeuble, objet de la présente convention.

5-4 : travaux d'amélioration ou d'aménagement

Des travaux d'amélioration ou d'aménagement peuvent être réalisés par l'occupant, sur la partie qui lui est allouée à ses frais et risques après consentement du propriétaire.

Par ailleurs, l'occupant ne peut exécuter de travaux entraînant soit une démolition, soit un changement de distribution, soit un percement de murs porteurs ou de planchers, sans l'accord exprès et préalable du propriétaire, qui peut imposer la direction d'un bureau d'études agréé par lui au vu de ses références professionnelles, aux frais du bénéficiaire.

5-5 : travaux imposés par la réglementation

Au cas où de nouvelles réglementations spécifiques viendraient à rendre obligatoire des travaux de transformation ou d'aménagement de l'ensemble immobilier en raison de l'activité exercée par l'occupant, ceux-ci seront exécutés par l'occupant à ses frais après information du Département du Cantal. En outre, il exécutera après accord du propriétaire et à ses frais les travaux induits par une modification de destination des locaux.

5-6 : travaux relevant de l'ordre du propriétaire

Le Département du Cantal a l'obligation d'effectuer les grosses réparations affectant le bien mis à disposition à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut d'entretien courant, depuis la mise en place de la présente convention.

Les grosses réparations sont celles du clos et couvert et des équipements généraux et comprennent notamment la chaufferie, l'ascenseur, le chauffage, la ventilation, le TGBT, le groupe électrogène et les armoires électriques.

Le propriétaire assurera la mise en conformité des bâtiments liés à une évolution de la réglementation générale sur les établissements recevant du public à l'exclusion de toute réglementation spécifique à l'activité de chaque occupant.

Article 6 – CONDITIONS DE GESTION

La gestion des contrats de maintenance, des contrôles réglementaires et des travaux d'entretien incombant aux occupants sera prise en charge par l'UCA pour leur mise en œuvre et leur exécution.

Elle concerne :

- la gestion des fluides (eau, gaz, électricité, fioul),
- les travaux d'entretien courant des locaux communs à tous les occupants (y compris les espaces verts, et déneigement),
- les travaux de maintenance réglementaire (liste en annexe),
- les contrôles réglementaires (liste en annexe).

- l'entretien courant des équipements propres aux locaux occupés par chaque entité, y compris le cas échéant des équipements de type CVC propres à une utilisation de process (sorbonnes, groupes froid, etc...)
- le ménage des locaux,
- la gestion, les frais et taxes des ordures ménagères,
- tout impôt provoqué par la mise à disposition du site,
- les contrats de téléphonie et Internet qui ne sont pas pris en charge directement par les autres occupants,
- les assurances locatives relatives aux locaux mis à disposition et occupés par le bénéficiaire définis à l'article 2.

L'UCA assurera le suivi des marchés et contrats liés à la gestion du site, créera aux besoins de nouveaux marchés et s'acquittera des dépenses correspondantes dans l'attente de leurs remboursements par les autres occupants.

La répartition des charges entre les différents occupants du site se fera selon une clé de répartition fixée par l'UCA et comprenant une contribution maximale de 2 % du Département pour le télécentre.

Le responsable unique de sécurité nommé par l'UCA aura pour fonction de veiller au respect de la réglementation ERP en vigueur, et aura, de ce fait, toute autorité dans ce domaine auprès des différents occupants.

Article 7 – AUTORISATION D'OCCUPATION DES LOCAUX PAR LE DEPARTEMENT DU CANTAL

Après avis de l'UCA, le Président du Conseil départemental du Cantal peut utiliser les locaux mis à sa disposition pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour des missions relatives à la pédagogie et l'enseignement.

L'utilisation des locaux par le Département du Cantal dans ce cadre se fait sous la responsabilité de celui-ci. L'UCA ne peut en aucun cas être reconnue responsable des préjudices subis du fait de cette utilisation.

Article 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet le 1^{er} septembre 2021.

Elle est conclue pour une durée de 3 ans.

Les parties conviennent de se rencontrer au plus tard six mois avant l'échéance afin de prévoir les modalités de renouvellement éventuel.

La présente convention peut être dénoncée par l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard six mois avant son échéance.

Concernant l'exécution de la présente convention, les parties s'efforcent de régler leurs différends à l'amiable. A défaut de règlement à l'amiable des litiges, chaque partie pourra saisir le tribunal administratif de Clermont-Ferrand

Article 9 – RESPONSABILITE-ASSURANCE

L'occupant souscritra un contrat d'assurance garantissant tous dommages causés dans l'exercice de son activité, les dommages aux biens ainsi qu'un contrat responsabilité civile pour tous les risques locatifs et de voisinage. Il fournira chaque année au Département du Cantal à la date anniversaire de la signature de la présente, toutes les attestations afférentes à cette obligation.

L'occupant demeure entièrement et seul responsable des dommages qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation ou l'enlèvement de l'immobilier des équipements spécifiques à son activité.

L'occupant a l'entière responsabilité des dommages corporels, matériels et immatériels, et des nuisances éventuelles pouvant survenir de son fait ou de celui de personnes agissant pour son compte.

En cas de sinistre, l'occupant informera en parallèle son assurance dans les plus brefs délais et la direction des bâtiments du Département du Cantal en précisant la nature du sinistre et ses conséquences.

En cas de défaut d'assurance de l'occupant, le Département du Cantal est en droit de résilier de plein droit la convention.

Le Département du Cantal s'engage à souscrire une assurance dommages aux biens garantissant les locaux à hauteur des responsabilités qu'il assume en tant que propriétaire des bâtiments.

Article 10 - REDEVANCE

L'autorisation d'occupation de ce domaine public départemental est consentie gratuitement compte-tenu que cette occupation concourt à l'exécution d'une mission d'intérêt général d'éducation.

Article 11 – IMPOTS ET FRAIS

L'occupant devra s'acquitter de tous impôts, taxes ou redevances habituellement à sa charge en sa qualité et en lien avec son activité que le Département du Cantal, propriétaire, lui demandera de rembourser sur justificatifs (foncier, habitation, taxes ordures ménagères ou autres).

Article 12 – REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise à la législation française.

Pour tout différend susceptible de survenir entre les Parties, relatif à l'interprétation et/ou à l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront, préalablement à toute action contentieuse, de rechercher une solution amiable.

À défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant la juridiction administrative française compétente

Fait à Aurillac,

Le

Le Président du
Conseil départemental du Cantal

Bruno FAURE

Le

Le Président de l'Université Clermont Auvergne,

Mathias BERNARD

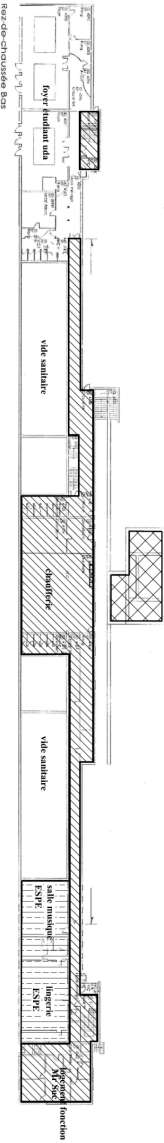
Annexe 1

Marchés repris en gestion par l'UCA

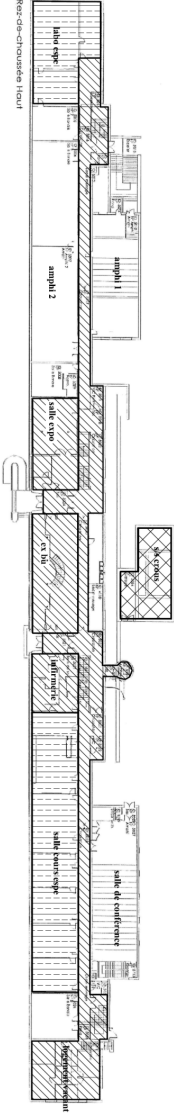
- Maintenance et vérification des ascenseurs
- Maintenance et vérification des portes automatiques et sectionnelles
- Maintenance et vérification des extincteurs
- Maintenance et vérification des systèmes SSI
- Maintenance et vérification des appareils élévateurs PMR à translation oblique
- Entretien des installations de Chauffage Ventilation Climatisation et du groupe électrogène (sauf climatisation des locaux informatiques ou autres locaux de process)
- Maintenance de la GTC
- Contrôle des équipements électriques par un organisme agréé
- Contrôle des ascenseurs par un organisme agréé
- Contrôle des systèmes de désenfumage et du compartimentage par un organisme agréé
- Contrôle des engins de déneigement
- Entretien des espaces verts
- Fourniture de gaz
- Fourniture de fuel pour le groupe électrogène
- Fourniture d'électricité
- Fourniture d'eau potable

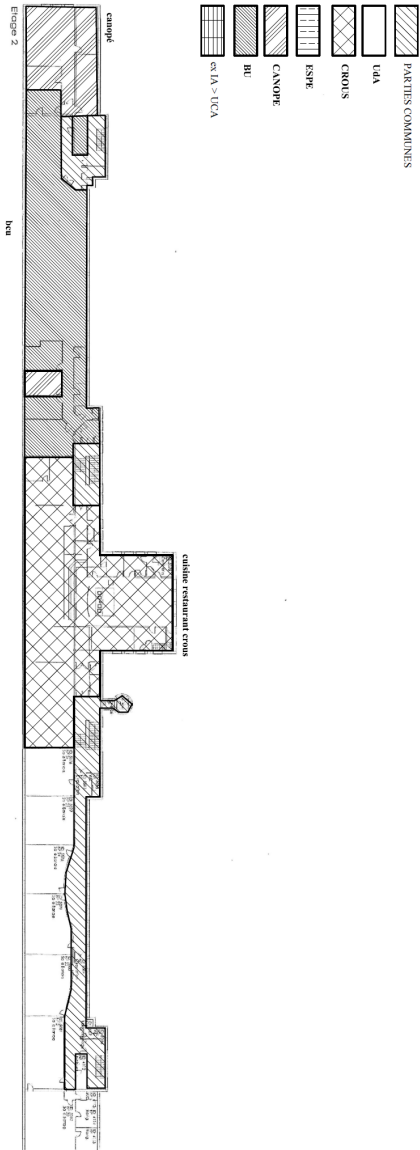
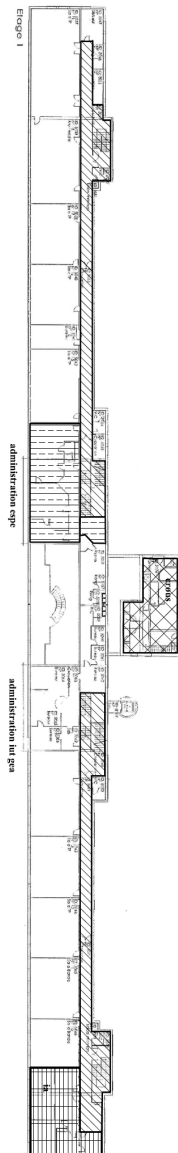
Annexe 2 – plan des locaux

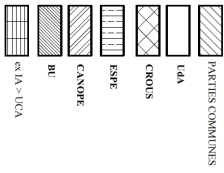
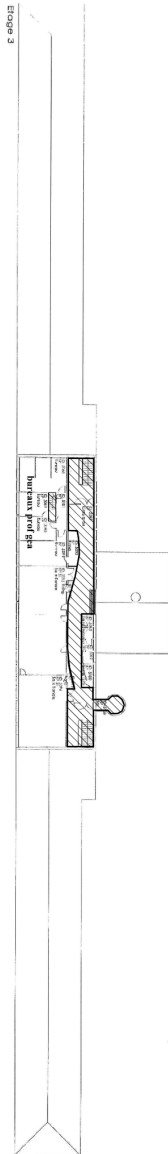




- PARTIES COMMUNES
- ICA
 - CHÔRUS
 - ESPE
 - CANOPÉ
 - BU
 - ex I.A. > UCA



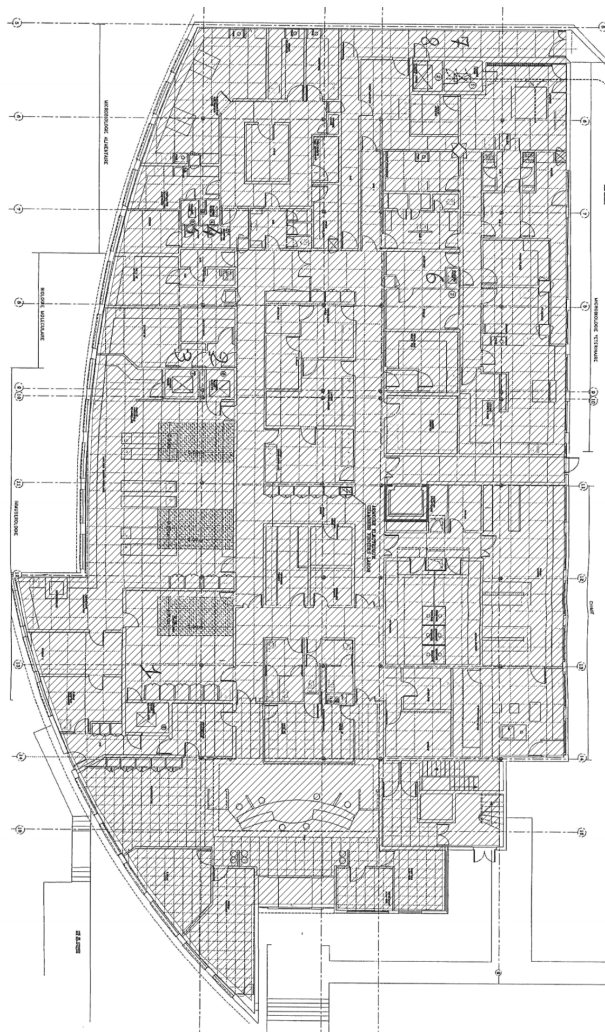


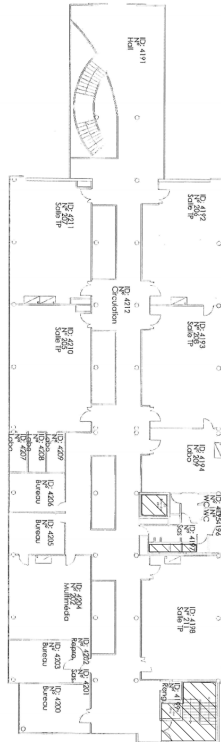




Niveau accueil

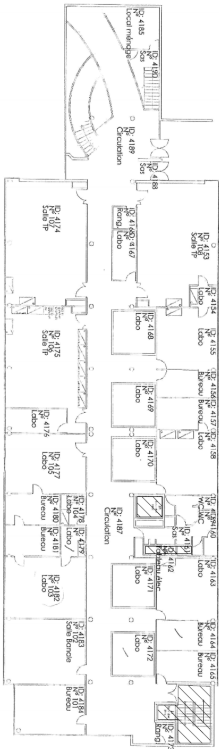
TERANA





1001

2
1
0



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-5

Attribution d'une subvention à l'association Thermauvergne pour l'année 2022

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°19CD01-08 du Conseil départemental du 29 mars 2019 adoptant le Schéma du Tourisme du Cantal 2019-2022 ;

Vu la délibération n°21CD06-03 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 validant le budget et le programme de soutien en faveur du tourisme et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- **DECIDE** d'attribuer une subvention au titre de l'année 2022 dans les conditions suivantes :

Bénéficiaire	Objet	Budget prévisionnel	Subvention attribuée
Association Thermauvergne	- Défendre les intérêts des stations thermales du Massif central ; - Assurer de façon collective le développement, la communication et la promotion des Stations thermales (salons, brochures, ...).	902 000 €	3 000 € (pour mémoire 3 000 € en 2021)

La dépense d'un montant de 3 000 € sera imputée sur les crédits inscrits au Budget départemental, chapitre 65, nature 6574, fonction 94.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-6

**Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Clévacances
pour l'année 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 19CD01-08 du Conseil départemental du 29 mars 2019 validant le Schéma du Tourisme 2019-2022 ;

Vu la délibération n°21CD06-03 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 validant le budget et le programme de soutien en faveur du tourisme et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

- DECIDE d'attribuer à l'association Clévacances Cantal une subvention de 10 000 € sur la base du budget prévisionnel 2022 de 56 200 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Clévacances Cantal pour l'année 2022 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

La dépense d'un montant de 10 000 € sera imputée sur les crédits inscrits au Budget départemental chapitre 65, nature 6574, fonction 94.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

<p style="text-align: center;">CONVENTION 2022 ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL ET L'ASSOCIATION CLÉVACANCES CANTAL</p>
--

Entre,

Le Conseil départemental du Cantal sis 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC, représenté par le Président du Conseil départemental du Cantal, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération de la Commission Permanente du 1^{er} juillet 2022,
ci-après dénommé : le Département,

Et ;

L'Association Clévacances Cantal, association loi 1901, sise 54 rue des Carmes, Résidence les Gentianes, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur José CAUMON,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article I – Objet de la Convention :

Le tourisme est un des premiers secteurs d'activités du Cantal et demande pour un développement cohérent, un partenariat entre les différentes structures concernées par la promotion, l'accueil, l'animation, la communication et la commercialisation.

L'association Clévacances Cantal participe à la mise en œuvre de la politique de développement local et d'aménagement du territoire et favorise la promotion de la destination Cantal grâce à la notoriété du label.

Au moyen d'une politique de labellisation permettant le suivi et le contrôle des hébergements locatifs, l'association garantit aux consommateurs la qualité de l'hébergement et aux administrations publiques la bonne utilisation des fonds publics octroyés aux propriétaires d'hébergements qui sont membres de l'association et peuvent afficher la marque Clévacances en exclusivité.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de participation du Département aux missions de l'association Clévacances Cantal détaillées à l'article II et de préciser en conséquence les engagements des signataires de la présente convention.

Article II – Missions de l'association Clévacances Cantal :

En tant qu'acteur du développement et de l'aménagement du territoire, l'association Clévacances Cantal a en charge deux missions prioritaires : d'une part l'accompagnement des porteurs de projets et d'autre part la gestion du label et l'animation du réseau des adhérents. Ces missions prioritaires se déclinent de la façon suivante :

A) - Accompagnement des porteurs de projets

L'association Clévacances participe au développement du territoire à travers des actions de sensibilisation, d'information et d'accompagnement des porteurs de projet :

- recherche active de porteurs de projets potentiels,
- rendez-vous individualisés avec les porteurs de projet,
- visite de l'ensemble des projets avec un architecte-conseil du C.A.U.E,
- réalisation d'un rapport de visite,
- appui technique au montage du dossier,
- suivi des projets.

B) - Gestion du label Clévacances et animation du réseau des adhérents

La gestion et l'animation du label se traduit par les actions suivantes :

- contrôle de la qualité des hébergements par un suivi régulier (visites triennales),
- information sur la réglementation (meublés de tourisme, chambres d'hôtes, table d'hôtes) en vigueur et les évolutions,
- mise à disposition de supports (panneau, certificat) et documents (contrats, descriptifs, magazine Infoclés ...) conformément à la charte de qualité,
- gestion des contacts, descriptifs, tarifs, photos dans les bases de données de Clévacances France,
- réalisation et diffusion de supports d'informations et de communication (site Internet, presse ...),
- mise en place et/ou participation à des opérations de promotion du label dans le département et hors du département,
- réalisation de documents techniques (carte des référents, fiche de suivi des demandes ...) et d'action de sensibilisation et de formation,
- soutien aux membres en cas de situations difficiles avec les clientèles,
- accompagnement personnalisé des adhérents (présence sur le territoire d'interlocuteurs de proximité ...).
- optimisation de l'effet de réseau par la participation aux actions mutualisées par la fédération nationale.

Article III – Engagements du Département :

Le Département s'engage à apporter un soutien financier à la réalisation des missions de Clévacances Cantal.

La participation financière du Département est évaluée à partir du programme d'actions et du budget prévisionnel acceptés par les signataires de la convention et répondant à la stratégie 2022. Elle est fixée à 10 000 € pour l'année 2022 correspondant à un budget d'un montant de 56 200 € TTC. L'annexe jointe précise le plan de financement du programme d'actions subventionnées.

Le paiement de cette subvention intervient selon les modalités suivantes :

- un acompte de 50 % de la subvention sur demande écrite de l'Association de Clévacances Cantal,
- le solde sur présentation d'un bilan intermédiaire technique et financier et du programme d'actions financées à l'échéance du 10 décembre 2022 et des données statistiques en lien avec l'Observatoire départemental du Tourisme.

Article IV – Engagements de Clévacances Cantal :

L'association Clévacances Cantal s'engage à réaliser le programme d'actions approuvé et à fournir au Département le rapport d'activités et le rapport moral de l'exercice concerné par la subvention dans le mois qui suit leur approbation, ainsi que tous les documents comptables : bilan, compte de résultats et annexes dûment certifiés, dans les mêmes délais.

Elle permettra également à tout moment aux représentants du Département d'obtenir toute explication utile sur ses actions et sur le respect de ses engagements ainsi que de vérifier l'utilisation de la subvention du Département.

A la demande du Département, l'association Clévacances Cantal pourra présenter à la Commission Tourisme du Conseil départemental un suivi de son activité et une évaluation financière et qualitative du programme d'actions engagé.

L'association facilitera l'élaboration de statistiques en fournissant à l'Observatoire départemental du Tourisme les données actualisées nécessaires relatives aux hébergements dont elle assure la gestion (état de l'offre, fréquentation touristique...).

L'association Clévacances Cantal s'engage à mentionner son partenariat avec le Département dans ses actions et sur ses supports de communication et à soutenir la cohérence départementale de la promotion et la commercialisation touristiques.

Article V – Durée et modification de la Convention :

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature et est valable jusqu'au 31 décembre 2022.

Toute modification devra faire l'objet d'un avenant approuvé par les organes délibérants des deux parties contractantes.

Article VI – Résiliation :

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnités, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment à la présente convention, en cas de non respect de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans préavis en cas de faute lourde.

L'annexe jointe fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Aurillac en trois exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil département du Cantal,

Le Président de Clévacances Cantal,

Monsieur Bruno FAURE.

Monsieur José CAUMON.

BUDGET PREVISIONNEL 2022			
CHARGES		PRODUITS	
COTISATIONS CLEVACANCES+ PECHE+CAUE+CYB	10 000,00 €		
LOYER LOCAL	3 500,00 €	COTISATIONS ADHERENTS	32 500,00 €
ELECTRICITE - CHAUFFAGE	1 300,00 €	PARTICIPATION A LA RESERVATION EN LIGNE	1 000,00 €
TIMBRES	1 000,00 €	LABELISATION	1 600,00 €
TELEPHONE + INTERNET	1 500,00 €	CLASSEMENT MEUBLES de TOURISME	2 400,00 €
FRAIS DEPLACEMENT - CARBURANT	1 500,00 €	SUBVENTION	10 000,00 €
PETIT MATERIEL	800,00 €	AUTRES PRODUITS	8 700,00 €
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 500,00 €		
ENTRETIEN - MAINTENANCE	1 800,00 €		
MISSIONS RECEPTIONS	1 500,00 €		
ASSURANCES	1 100,00 €		
SALAIRES + CHARGES (*)	28 000,00 €		
JOURNEES TECHNIQUES - FORMATION	700,00 €		
PARTICIPATION AU FONDS COMMUN PARTENARIAT CANTAL	1 500,00 €		
PUBLICITE - CARTES - IMPRIMES	500,00 €		
	56 200,00 €	TOTAL	56 200,00 €

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-7

**Convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Gîtes de France Cantal
pour l'année 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°19CD01-08 du Conseil départemental du 29 mars 2019 validant le Schéma du Tourisme du Cantal 2019-2022 ;

Vu la délibération n°21CD06-03 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 validant le budget et le programme de soutien en faveur du tourisme et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

- **DECIDE** d'attribuer à l'association Gîtes de France Cantal une subvention de 10 000 € sur la base du budget prévisionnel 2022 de 395 650 € TTC.

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Gîtes de France pour l'année 2022 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

La dépense d'un montant de 10 000 € sera imputée sur les crédits inscrits au Budget départemental, chapitre 65, nature 6574, fonction 94.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

<p style="text-align: center;">CONVENTION 2022 ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL ET GITES DE FRANCE CANTAL</p>
--

Entre,

Le Conseil départemental du Cantal sis 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC, représenté par le Président du Conseil départemental du Cantal, Monsieur Bruno FAURE, autorisé à signer par délibération de la Commission Permanente du 1^{er} juillet 2022,
ci-après dénommé : le Département,

Et

l'Association Gîtes de France Cantal, association loi 1901, sise 34 avenue des Pupilles de la Nation, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Michel CABANES,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article I – Objet de la Convention :

Le tourisme est un des premiers secteurs d'activités du Cantal et demande pour un développement cohérent, un partenariat entre les différentes structures concernées par la promotion, l'accueil, l'animation, la communication et la commercialisation.

L'association Gîtes de France Cantal participe à la mise en œuvre de la politique de développement local et d'aménagement du territoire et favorise la promotion de la destination Cantal grâce à la notoriété de son label.

Au moyen d'une politique de labellisation permettant le suivi et le contrôle des classements, par la visite et l'agrément des hébergements, l'association garantit aux consommateurs la qualité de l'hébergement et aux administrations publiques la bonne utilisation des fonds publics octroyés aux propriétaires d'hébergements qui sont membres de l'association et peuvent seuls utiliser la marque Gîtes de France.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de participation du Département aux missions de l'association Gîtes de France Cantal, détaillées à l'article II et de préciser en conséquence les engagements des signataires de la présente convention.

Article II – Missions de l'association Gîtes de France Cantal :

L'association Gîtes de France Cantal a d'une part une activité institutionnelle et d'autre part une activité de prestataire de services à destination de ses membres. Elle engage chaque année un programme général d'actions organisé autour des missions suivantes :

Activités institutionnelles (certifiées ISO 9001) :

A) - Accompagnement des porteurs de projets :

Elles comprennent tout d'abord l'ensemble des activités liées à la participation de l'association au développement local à travers des actions de sensibilisation, de réflexion, d'information des porteurs de projet :

- recherche active de porteurs de projets potentiels,
- rendez-vous individualisés avec les porteurs de projet,
- visite de l'ensemble des projets avec un architecte-conseil du C.A.U.E,
- réalisation d'un rapport de visite,
- appui technique au montage du dossier,
- suivi des projets.

B) – Gestion du label Gîtes de France :

Elles comprennent ensuite les activités liées à la gestion du label Gîtes de France :

- classement et agrément des hébergements,
- contrôle de la qualité des hébergements par un suivi des classements,
- réalisation de documents techniques,
- réunions de secteurs à destination des adhérents,
- gestion des litiges avec les clients.

Prestations de services aux membres :

L'association Gîtes de France Cantal :

- développe des activités de formation obligatoires :
 - connaissance du réseau
 - fiscalité et comptabilité
 - visite d'hébergements avec le C.A.U.E
 - commercialisation et promotion
 - accueil
 - permis d'exploiter,
- développe également des formations optionnelles :
 - décoration
 - relooking de meubles
 - HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point)
- réalise et diffuse des supports d'information,
- organise un soutien individualisé aux membres.

Article III – Engagements du Département :

Le Département s'engage à apporter un soutien financier à la réalisation des missions des Gîtes de France Cantal.

La participation financière du Département est évaluée à partir du programme d'actions et du budget prévisionnel acceptés par les signataires de la convention et répondant à la stratégie 2022 de développement touristique du Cantal. Elle est fixée à 10 000 € pour l'année correspondant à un budget d'un montant de 395 650 € TTC. L'annexe jointe précise le plan de financement de l'opération subventionnée.

Le paiement de cette subvention intervient selon les modalités suivantes :

- un acompte de 50 % de la subvention sur demande écrite de l'Association des Gîtes de France Cantal,
- le solde sur présentation d'un bilan intermédiaire technique et financier et du programme d'actions financées à l'échéance du 10 décembre 2022 et des données statistiques en lien avec l'Observatoire Départemental du Tourisme.

Article IV – Engagements des Gîtes de France Cantal :

L'association Gîtes de France Cantal s'engage à réaliser le programme d'actions approuvé et à fournir au Département le rapport d'activités et le rapport moral de l'exercice concerné par la subvention dans le mois qui suit leur approbation, ainsi que tous les documents comptables : bilan, compte de résultats et annexes dûment certifiés, dans les mêmes délais.

Elle permettra également à tout moment aux représentants du Département, d'obtenir toute explication utile sur ses actions et sur le respect de ses engagements ainsi que de vérifier l'utilisation de la subvention du Département.

A la demande du Département, l'association Gîtes de France Cantal pourra présenter à la Commission Tourisme du Conseil départemental un suivi de son activité et une évaluation financière et qualitative du programme d'actions engagé.

L'association facilitera l'élaboration de statistiques en fournissant les données dont elle assure la gestion (parc d'hébergements, fréquentation touristique...).

En conséquence, l'association fournira à la fin de chaque exercice les données actualisées nécessaires à l'établissement des statistiques pour l'Observatoire départemental du Tourisme.

L'association Gîtes de France Cantal s'engage à mentionner son partenariat avec le Département dans ses actions et sur ses supports de communication et à soutenir la cohérence départementale de la promotion et de la commercialisation touristiques.

Pour le 10 décembre 2022, l'association Gîtes de France Cantal établira un nouveau programme d'actions faisant apparaître le coût et le plan de financement prévisionnel.

Article V – Durée et modification de la Convention

La présente convention est conclue à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2022.

Toute modification devra faire l'objet d'un avenant approuvé par les organes délibérants des deux parties contractantes.

Article VI – Résiliation :

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnités, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'Association.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment à la présente convention, en cas de non respect de l'une des clauses de la présente convention dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, l'association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans préavis en cas de faute lourde.

L'annexe jointe fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Aurillac en trois exemplaires originaux, le

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Le Président des Gîtes de France Cantal,

Monsieur Bruno FAURE.

Monsieur Michel CABANES.

GITES DE FRANCE CANTAL

PRODUITS	Comptes 2019/2020	Comptes 2020/2021	Budget 2021/2022
PRODUCTION D'AUTRES SERVICES			
70603000 PARTICIPATION FRAIS CLASSEMENT	2 850,00	4 050,00	4 000,00
70603100 FRAIS RECLASSEMENT MEUBLES TOURISME	10 610,00	18 840,00	18 000,00
70605000 PARTICIPATION FRAIS DOSSIER	5 875,00	9 300,00	9 000,00
TOTAL	19 335,00	32 190,00	31 000,00
VENTES DE MARCHANDISES			
70710000 VENTE PANNONCEAUX	1 360,00	2 660,00	2 500,00
70720000 VENTE DE CLASSEURS D'ACCUEIL	215,00	360,00	300,00
70763000 VENTES DIVERSES	420,00	270,00	250,00
TOTAL	1 995,00	3 290,00	3 050,00
SUBVENTIONS			
74110000 PARTENARIAT CREDIT AGRICOLE	2 000,00	2 000,00	2 000,00
74200000 SUBVENTION CONSEIL GENERAL	10 000,00	10 000,00	10 000,00
TOTAL	12 000,00	12 000,00	12 000,00
COTISATIONS			
75610000 COTISATIONS ADHERENTS	191 165,74	185 835,61	185 800,00
75614000 REDEVANCE INTERNET FNGF	10 591,20	10 137,60	21 600,00
TOTAL	201 756,94	195 973,21	207 400,00
PRODUITS NETS CESSIONS VAL. MOBILIERES			
76700000 REVENUS DES PLACEMENTS	712,10	248,68	200,00
TOTAL	712,10	248,68	200,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OP. DE GESTION			
77181000 PRODUITS EXCEPTIONNELS	550,68	0,00	0,00
TOTAL	550,68	0,00	0,00
REPRISES SUR AMORT. PROV. ET TRANSF. CHARGES			
79124200 REFACTURATION SALAIRES/CHARGES	131 697,67	140 552,38	142 000,00
TOTAL	131 697,67	140 552,38	142 000,00
TOTAL PRODUITS	368 047,39	384 254,27	395 650,00
Perte		4 320,48	0,00

CHARGES		Comptes 2019/2020	Comptes 2020/2021	Budget 2021/2022
ACHATS MARCHANDISES				
60710000	ACHAT PANNEAUX GITES DE FRANCE	1 620,00	1 620,00	1 620,00
60720000	ACHAT LIVRETS ACCUEIL	124,80	249,60	250,00
TOTAL		1 744,80	1 869,60	1 870,00
VARIATIONS STOCKS MARCHANDISES				
60370000	VARIATION STOCK PANNEAUX	-113,40	243,00	100,00
60371000	VARIATION STOCK LIVRETS	-9,36	-53,04	10,00
TOTAL		-122,76	189,96	110,00
ACHATS MAT. PREMIERES APPROV.				
60221000	CARBURANTS	885,50	1 623,95	1 800,00
60630000	ACHAT PETIT MATERIEL	0,00	305,16	50,00
60640000	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 129,31	1 370,92	1 350,00
60641000	PHOTOCOPIES	220,05	210,30	200,00
TOTAL		2 234,86	3 510,33	3 400,00
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES.				
61320000	LOYER	4 686,96	4 686,96	4 686,00
61321000	CHARGES LOCATIVES	2 589,28	2 919,41	2 500,00
61350000	LOCATION VOITURE	3 240,00	1 789,99	0,00
61520000	PRODUITS COVID	124,45	121,67	100,00
61540000	ENTRETIEN MATERIEL DE TRANSPORT	484,30	1 347,64	500,00
61610000	PRIMES D'ASSURANCE	1 289,91	1 690,53	1 690,00
61830000	DOCUMENTATION TECHNIQUE	565,01	489,00	500,00
61850000	FRAIS FORMATION PROPRIETAIRES GITES	0,00	0,00	100,00
62200000	HONORAIRES DIVERS	0,00	1 504,00	1 500,00
62261000	HONORAIRES COMPTABILITE	1 654,80	1 705,50	1 700,00
62262000	HONORAIRES QUALITE	1 333,73	1 594,50	1 000,00
62262100	HONORAIRES FORMATION	600,00	3 300,00	1 000,00
62310000	FRAIS PUBLICITE	1 261,06	3 180,45	1 500,00
62510000	DEPLAC. DEPARTEMENT	814,06	686,23	1 000,00
62512000	DEPLAC. REGION	17,72	0,00	100,00
62513000	DEPLAC. NATIONAL	4 365,48	0,00	1 500,00
62514000	INDEMNITES KILOMETRIQUES ADMINISTRATEURS	1 542,27	690,38	1 000,00
62570000	FRAIS DE RECEPTION	3 318,40	3 656,85	3 000,00
62610000	FRAIS AFFRANCHISSEMENT	1 569,43	534,51	1 000,00
62611000	FRAIS BOITE POSTALE	118,80	118,80	120,00
62620000	FRAIS DE TELEPHONE	1 926,36	2 368,87	2 000,00
62710000	FRAIS BANCAIRES	61,00	84,20	85,00
62810000	COTISATION UNION REGIONALE	200,00	250,00	400,00
62820000	COTISATION FNGF	26 566,76	26 189,36	23 287,00
62821000	FONDS DE MUTUALISATION FNGF	958,80	926,40	858,00
62822000	REDEVANCE INTERNET FNGF	10 591,20	10 137,60	21 600,00
62830000	COTISATION CDT	0,00	23,00	23,00
62840000	COTISATION CAUE	600,00	600,00	600,00
TOTAL		70 479,78	70 595,85	73 349,00

CHARGES	Comptes 2019/2020	Comptes 2020/2021	Budget 2021/2022
IMPOTS TAXES			
63110000 TAXE SUR LES SALAIRES	2 163,00	0,00	0,00
63130000 PARTICIPATION EMPLOYEUR FORMATION	2 070,32	2 455,46	2 500,00
63380000 CHARGES FISCALES CONGES PAYES	9,00	0,00	5,00
TOTAL	4 242,32	2 455,46	2 505,00
SALAIRES ET TRAITEMENTS			
64110000 REMUNERATION PERSONNEL	206 646,64	219 042,59	220 000,00
64114000 ACTIVITE PARTIELLE	1 001,28	0,00	0,00
64120000 CONGES PAYES	2 232,00	1 158,00	1 000,00
64142000 INDEMNITES STAGIAIRES	2 566,20	0,00	0,00
TOTAL	212 446,12	220 200,59	221 000,00
CHARGES SOCIALES			
64510000 COTISATIONS A LA MSA	51 888,40	68 924,41	69 500,00
64520000 AGRICA	5 661,75	5 778,75	5 800,00
64530000 COTISATIONS CAISSES RETRAITES CADRES	10 246,23	10 989,50	11 000,00
64540000 MUTUELLE ENTREPRISE	506,18	523,84	530,00
64580000 PROVISIONS CHARGES SOC. CONGES PAYES	1 876,00	768,00	648,00
64910000 INDEMNITES JOURNALIERES MSA	-3 952,88	-717,12	0,00
TOTAL	66 225,68	86 267,38	87 478,00
DOTAT. AMMORT./IMMOB.			
68112000 DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	1 116,60	3 092,25	5 938,00
TOTAL	1 116,60	3 092,25	5 938,00
CHARGES EXCEPT. SUR OP. DE GESTION			
67180000 CHARGES EXCEPTIONNELLES	100,00	515,00	0,00
TOTAL	100,00	515,00	0,00
TOTAL CHARGES	358 467,40	388 574,75	395 650,00
Excédent	9 579,99		

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-8

Meublés de Tourisme

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s) M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°19CD01-08 du Conseil départemental du 29 mars 2019 adoptant le Schéma du Tourisme du Cantal 2019-2022 ;

Vu la délibération n°21CD06-03 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 validant le budget et le programme de soutien en faveur du Tourisme et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits ;

- ATTRIBUE les subventions telles que définies dans le tableau ci-après :

Bénéficiaire	Objet	Montant de l'investissement en € HT	Montant attribué en €
Monsieur [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]	Création de 3 hébergements insolites (roulottes) labellisés Gîtes de France sur la Commune de Polminhac	119 023	27 000

Mesdames [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]	Création d'un meublé de tourisme pour 8/9 personnes labellisé 3 clés Clévacances sur la Commune d'Arpajon-sur-Cère	171 407	7 500
Monsieur [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]	Création d'un hébergement insolite (roulotte) pour 4 personnes labellisé Nattitude sur la Commune de Thièzac	29 333	8 800
Monsieur [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]	Création d'un meublé de tourisme pour 10 personnes labellisé 3 épis Gîtes de France sur la Commune de Neussargues-en-Pinatelle	174 618	16 500
Madame [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED]	Création d'un meublé de tourisme pour 5 personnes labellisé 3 épis Gîtes de France sur la Commune de Jéssières-de-Cornet	98 592	6 000

- **VALIDE** la modification de la délibération n°21CP09-23 de la Commission Permanente du 26 novembre 2021 attribuant à Monsieur [REDACTED], résidant à Saint-Ilhde, une subvention de 3 270 € pour la création d'un meublé de tourisme pour 4 personnes labellisé 3 épis Gîtes de France sur la Commune de Saint-Projet-de-Salers. Au regard du montant d'investissement s'élevant à 16 380 € et du taux d'aide fixé dans le dispositif à 20 %, la subvention s'élève à 3 276 € au lieu de 3 270 €.

- **ATTRIBUE** une subvention majorée de 6 € à Monsieur [REDACTED], soit 3 276 € au lieu de 3 270 €.

La dépense d'un montant de 65 806 € sera imputée sur les crédits inscrits au budget départemental chapitre 204, nature 20 422, fonction 94.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-9

Convention avec l'Association Eclat pour l'année 2022 - 35^{ème} édition du Festival International de Rue et tournée cantalienne "Champ Libre !"

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération de la Commission Permanente du Département du Cantal n°20CP01-48 du 31 janvier 2020 approuvant la convention d'objectifs pluriannuelle 2020-2023 entre l'Association Eclat et l'État, la Région, la CABA, la Ville d'Aurillac et le Département du Cantal ;

- **DECIDE** de l'attribution d'une subvention de 90 000 € en faveur de l'Association Eclat, répartie comme suit :

- 80 000 € pour l'organisation de la 35^{ème} édition du Festival International de Rue du 17 au 20 Août et pour la tournée cantalienne « Champ Libre ! » qui se déroulera en itinérance sur une vingtaine de communes du 5 au 19 Août 2022 ;
- 10 000 € pour soutenir les missions du Centre de création artistique « Le Parapluie ».

- **APPROUVE** la convention pour l'année 2022 à intervenir avec l'Association Eclat et le Département du Cantal, jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574, fonction 30.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION ECLAT POUR L'ANNEE 2022

Entre :

Le **Conseil Départemental du Cantal**, sis 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président en exercice, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° en date du 1^{er} juillet 2022

Désignés sous le terme « Le Département » ;

D'une part,

Et

L'**Association Eclat**, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Françoise NYSSSEN,
Dont le siège social est situé au 20 rue de la Coste - 15000 Aurillac
Siret : 345 094 494 000 50
N° licence entrepreneur de spectacle : 1-2020-000593 et 1-2020-000594 / 2-2020-000590 / 3-2020-000588
Désignée sous le terme « l'Association » ;

D'autre part,

Préambule :

Vu la charte des missions de service public pour le spectacle vivant d'octobre 1998 ;
Vu les statuts de l'Association Eclat adoptés le 4 décembre 2009 ;
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10 ;
Vu la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif et notamment son article 20 ;
Vu le décret 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le décret n°2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans les domaines du spectacle vivant et des arts plastiques ;
Vu le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
Vu la délibération de la Commission Permanente du Département du Cantal n°20CP01-48 du 31 janvier 2020 ;
Vu la Convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2023 entre l'Association Eclat et l'État, la Région, la CABA, la Ville d'Aurillac et le Département du Cantal ;

Considérant la place et le rayonnement acquis au plan international, national, régional et local par l'Association ÉCLAT, Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public (CNAREP), avec d'une part, le Festival international de théâtre de rue d'Aurillac et « Champ libre ! », d'autre part, le-lieu de fabrique artistique « *Le Parapluie* » et son programme de résidence annuel.

Considérant, que, sur proposition de l'État, le Département affirme sa volonté de poursuivre les actions engagées en faveur aussi bien du rayonnement international et national que de l'insertion régionale et locale de l'association Eclat, Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public.

Considérant que la Convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2023 stipule à son article 4-C que « *la détermination et les modalités des versements de la subvention du Conseil départemental du Cantal au profit de l'Association ÉCLAT pour la réalisation de son projet artistique sont fixées annuellement dans la convention passée entre la structure et le Conseil départemental sous réserve de l'inscription de la dépense au budget départemental* ».

La présente convention précise, compte tenu des objectifs du Département, et au vu du projet artistique de l'Association ÉCLAT, productrice du festival international de théâtre de rue d'Aurillac et de l'évènement « **Champ libre !** » et gestionnaire du « Parapluie », les engagements de chacun durant l'année 2022.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} - Objet

Par la présente convention, l'Association s'engage à rechercher la réalisation des objectifs complémentaires suivants, conformes à son objet social et à mettre en œuvre, à cette fin – sous réserve des engagements prévus à l'article 5, tous les moyens nécessaires à la bonne exécution de ses missions :

- 1.1. Organiser durant l'été 2022, la 35^{ème} édition du festival, du 17 au 20 Août 2022. Celle-ci reprend le référentiel d'organisation de la saison 2019 avec une programmation officielle de 19 compagnies, le Rendez-vous des compagnies de passage qui est réparti entre 16 collectifs de compagnies qui regroupent environ 160 compagnies, et 400 compagnies indépendantes. Le Festival est aussi le rendez-vous des programmeurs et des accompagnateurs, des observateurs et des critiques, des auteurs et des penseurs. Autant de personnes qui ont des projets à présenter, des idées à partager, des concepts à éprouver, des débats enflammés, des textes à déclamer, une liberté à exprimer.... Cette année, la programmation se déploiera au-delà des frontières aurillacoises pour gagner Arpajon-sur-Cère, Ytrac et Saint-Simon. Parallèlement, la tournée cantalienne « **Champ libre !** » se déroulera en itinérance sur le territoire du 5 au 19 août 2022. Cinq spectacles seront accueillis en collaboration avec une vingtaine de communes.
- 1.2. Organiser le fonctionnement optimal du Parapluie en tant que Centre National des Arts de la Rue et de l'Espace Public avec l'appoint du lieu d'hébergement de Tronquières, en poursuivant les deux missions principales du Parapluie, à savoir :
 - le soutien à la création (politique de coproduction, possibilité d'artiste associé ou de résidence-association),
 - la rencontre entre démarches artistiques, populations et territoires. L'Association s'attachera à mettre en œuvre le cahier des charges des CNAREP (centres nationaux des arts de la rue et de l'espace public).
- 1.3. Développer de nouvelles formes de médiation, avec une attention particulière portée aux réalités territoriales et aux populations ainsi qu'aux publics spécifiques et au milieu scolaire.
- 1.4. Assumer un rôle de pôle référent et moteur pour les arts de la rue au niveau régional, national et international. Au plan régional, ce rôle s'exercera notamment :
 - par l'apport de conseil et d'expertise auprès des autres opérateurs et des entités publiques,
 - par le repérage et l'accompagnement des jeunes équipes,
 - l'établissement de partenariats avec les autres établissements culturels.
- 1.5. Pour sa part, le Département s'engage, sous réserve du vote de son budget, à soutenir financièrement, dans le respect des règles de la comptabilité publique, la réalisation de ces objectifs, y compris par l'attribution progressive des moyens de fonctionnement et d'investissement nécessaires, et, le cas échéant par la mise à disposition de personnels, de locaux et de matériels régis par voie de convention.

ARTICLE 2 - Durée de la convention

La présente convention prend effet à sa date de signature par les parties. Elle prend fin au 31 décembre 2022.

ARTICLE 3 - Montant des subventions et conditions de paiement

Le Département du Cantal s'engage à subventionner l'Association pendant la durée de la convention, pour les activités mentionnées à l'article 1^{er}.

Pour 2022, le montant de la subvention s'établit à 90 000 € répartis comme suit : 10 000,00 € pour soutenir les missions du Centre de création artistique « Le Parapluie » et 80 000,00 € pour l'organisation de la 35^{ème}

édition du Festival International de Théâtre de Rue Aurillac 2022, du 17 au 20 Août 2022, et en parallèle de la tournée cantalienne « Champ libre ! » qui a lieu du 5 au 19 août 2022 dans plusieurs communes du département, ceci compte tenu de l'adoption des budgets du Conseil Départemental pour l'année 2022.

La subvention annuelle sera créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'Association des obligations prévues par la présente convention.

Le Conseil Départemental s'emploie à favoriser le développement et de toute action de développement départemental des activités de l'Association en lien avec la politique culturelle de diffusion du Département et en coordination avec les structures culturelles conventionnées, notamment territoriales.

ARTICLE 4 - Obligations comptables

L'Association s'engage :

- 4.1 à appliquer un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissements de comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à adresser aux collectivités publiques les dits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice,
- 4.2 à adresser chaque année aux collectivités publiques le rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos, signé par le président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant son dépôt par les commissaires,
- 4.3 à présenter une ventilation analytique des comptes qui fasse apparaître les différents secteurs d'activité (festival, saison, centre national des arts de la rue, rencontres professionnelles).
- 4.4 à respecter les obligations nées de l'application de l'article 20 de la loi 2006-586 visée en préambule.

ARTICLE 5 - Autres engagements

- 5.1 L'Association communiquera sans délai au Département copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.
- 5.2 L'Association s'engage à transmettre au Département un rapport d'activité de l'année 2022 (festival, action de production, coûts des services communs, coûts artistiques, évolution des rémunérations, billetterie) dès validation de ce rapport par son assemblée générale.
- 5.3 En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'Association en informe également le Département.

ARTICLE 6 - Sanctions

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département, des conditions d'exécution de la convention par l'Association et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 11, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 - Contrôle de l'administration

- 7.1 L'Association s'engage à faciliter à tout moment, le contrôle par le Département du Cantal de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et de recettes et tout autre document dont la production serait jugée utile.
- 7.2 Au terme de la convention, l'Association remet dans un délai de six mois, un bilan couvrant l'ensemble de la période d'exécution de la convention. Un contrôle, éventuellement sur place, peut être réalisé par le Département, en vue d'en vérifier l'exactitude.
- 7.3 L'Association reconnaît avoir parfaite connaissance des conséquences qu'emporte pour elle le bénéfice des aides publiques consenties par le Département notamment en matière de contrôle juridictionnel par la Chambre Régionale des Comptes, de communicabilité à tout tiers des comptes et documents qu'elle doit aux collectivités.

ARTICLE 8 - Évaluation

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquelles le Département a apporté son concours, est réalisée selon les critères ci-dessous permettant à la fois une analyse qualitative et quantitative :

8.1 Bilan de la fréquentation pour l'événement Champ libre ! et pour la 35^{ème} édition du Festival International de Théâtre de Rue d'Aurillac 2022

8.2 Analyse financière des comptes de l'Association (analyse du bilan, évolution du fonds de roulement, ratios financiers)

ARTICLE 9 - Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 7 et aux conclusions de l'évaluation prévue à l'article 8.

ARTICLE 10 - Avenant

10.1 Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

10.2 Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

ARTICLE 11 - Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 - Attribution de juridiction

En cas de contestation et/ou de difficulté d'interprétation et/ou d'application des présentes, et à défaut d'accord amiable, les parties conviennent expressément de donner attribution aux tribunaux compétents.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires, le .

Visa du contrôleur financier, le

Pour le Conseil Départemental du Cantal,
Monsieur le Président,

Bruno FAURE

Pour l'Association ÉCLAT,
Madame la Présidente

Françoise NYSSSEN

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-10

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation, ainsi que les modalités et conditions d'attribution ;

- **ATTRIBUE** des subventions à huit cantons pour un montant global de 16 570 € au titre du Fonds Cantal Animation. Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FOND CANTAL ANIMATION
Commission Permanente du 1^{er} juillet 2022

Bénéficiaires	Objet	Subvention en €
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
Amicale des Sapeurs Pompiers de Montsalvy	participation aux frais de déplacement d'une délégation cantalienne au Championnat de France de Pétanque des Sapeurs-Pompiers dans le Finistère en septembre 2022	400
APE de l'école publique de Ladinhac	organisation d'une classe découverte en Camargue du 13 au 17 juin 2022	400
CANTON D'AURILLAC 1		
ACMA 15 - Animation Cité de la Montade Aurillacoise	organisation de la fête de la Montade les 6 et 7 août 2022	800
APEL Gerbert	participation à l'ouverture d'un foyer pour les élèves	1 000
Club de Loisirs de Brouzac	organisation d'un voyage en Tunisie	800
Club du 3 ^e age de la Vallée de l'Authre d'Ytrac	organisation des animations 2022	400
CANTON DE MAURS		
Comité des Fêtes de Saint-Etienne de Mours	organisation de la Fête Patronale 2022	300
CANTON DE MURAT		
Comité Régional de Tourisme Equestre Auvergne Rhône-Alpes	organisation de la finale régionale "Défi Nature Auvergne Rhône-Alpes" les 24 et 25 septembre 2022 au Pôle Equestre de Chalinargues	300
Association Intercommunale Cézallier Vallée de la Sianne	organisation des Estivales 2022	500
L'Abri des En-Vies	création de soins de support pour les personnes non hospitalisées atteintes de cancer	300
ACCA de Sainte Anastasie	création d'un WC handicapé	2 000
Association l'Amoroso	organisation d'un événement culturel à Murat le 17 juillet 2022	2 500
CANTON DE NAUCELLES		
ACCA de Girgols	aménagement d'un local de chasse	1 300
Le Tilleul Reilhacois Section Sport Adapté Pétanque	participation des compétiteurs de la section sport adapté au championnat de France Sport Adapté para pétanque en 2022 à Saint-Yrieix sur Charente	400
Football Club des 4 Vallées	achat de gobelets réutilisables	250
Les Jardins de Laroquevieille	organisation des portes ouvertes et animations	300
CANTON DE RIOM ES MONTAGNES		
Comité des Fêtes de Marchastel	organisation de la Fête Patronale 2022	200
Les Tournesols	organisation des animations à l'EHPAD en 2022	300
Pierres de Menet	organisation du 30 ^e symposium	500
Union Départementale des Sapeurs Pompiers du Cantal	organisation d'activité sportive en faveur de l'œuvre des pupilles	150

CANTON DE SAINT-FOUR 2		
Football Club des Termes	renouvellement de la fête médiévale	500
Syndicat des éleveurs de bovins charolais du Cantal	participation aux manifestations 2021	100
Association Spring Festiv'	organisation de la 9e édition du Festival Spring Festiv' en mai 2022	250
Comité départemental Cycliste du Cantal	organisation du Tour du Cantal Cadets 2022	170
Association Amirondelle	organisation de la 7e édition du Festival Hirondelle en août 2022	500
Association pour le Don de Sang Bénévole du Pays de Saint-Flour	fonctionnement	250
Sport Nature du Pays de Saint Flour	organisation de la course de montagne "la 1855" le 3 juillet 2022	500
CANTON DE YDES		
APE Les Galopins de Vendes	organisation d'un voyage à Paris du 20 au 25 juin 2022	500
Le joli cochonnet champagnacois	participation d'une équipe au championnat de France à Aix les Thermes	500
Club du 3ème âge "Les Colchiques de l'Agayrou"	organisation d'une sortie à Compain	200
TOTAL €		16 570

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-11

Aménagement des routes départementales n°617, n°17 et n°50 - Communes de St-Etienne-de-Maurs, St-Cirgues-de-Jordanne et Chaliers - Acquisitions de terrains nécessaires - Pas de D.U.P. (article 1042)

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n° 21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président faisant office de Notaire à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n° 21CD06-15 prise au cours de la session du Conseil départemental du 14 décembre 2021 entérinant le programme d'investissement sur la voirie routière ;

- DECIDE des acquisitions de terrains nécessaires à l'aménagement des routes départementales n°617, n°17 et n°50 selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-après :

Route Départementale n° 617

Glissement de terrain à "Malacombe" - 01171

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SAINT ETIENNE DE MAURS

Nom du propriétaire	Parcelle n°	Emprise en m²	nature	Indemnité principale et totale
██████████ ██████	B1467	762	Taillis simple	190,50 €

Route Départementale n° 17
Glissement en face du cimetière - 01145

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : SAINT CIRGUES DE JORDANNE

Nom du propriétaire	Parcelle n°	Emprise en m²	Hors emprise m²	nature	Indemnité principale et totale
██████ ██████	B143	650	9980	Pré	65,00 €

Route Départementale n° 50
Aménagement au "Guerly" - 01148

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : CHALIERS

Nom du propriétaire	Parcelle n°	Emprise en m²	Hors emprise m²	nature	Indemnité principale et totale
██████████	C79	123	25259	Futaies	12,30 €
██████ ██████	C793	643	5768	Taillis	86,81 €

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code général des impôts.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-12

**Aménagement de la route départementale n°50 -
Commune de Chaliers - Acquisition de terrains nécessaire - Pas de D.U.P. (Article 1042)**

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n° 21CD06-15 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 entérinant le programme d'investissement sur la voirie routière ;

- DECIDE de l'acquisition de terrains nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°50 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route Départementale n° 50
Aménagement au "Guerly" - 01148**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : CHALIERS

Nom du propriétaire	Parcelle n°	Emprise en m²	Hors emprise m²	nature	Indemnité principale et totale
██████ ██████	C87	1309	49943	Pré	706,86 €

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son délégué à signer l'acte notarié lié à cette acquisition et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code général des impôts.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-13

**Aménagement de la route départementale n°50 -
Commune de Chaliers - Indemnisation d'un fermier**

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.131-5 du Code de la voirie routière ;

Vu la délibération n° 21CD06-15 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 entérinant le programme d'investissement sur la voirie routière ;

Vu la convention départementale d'indemnisation des propriétaires et exploitants agricoles conclue le 7 août 1990 entre le Préfet du Cantal, les Services Fiscaux, le Département et les Organismes Agricoles ;

- DECIDE l'indemnisation des exploitants selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route départementale n° 50
Aménagement au « Guerly » - 01148**

Commune de CHALIERS

Fermiers	Propriétaire	N° parcelle	Emprise en m²	Nature	Indemnité d'éviction	Indemnité clôtures	Indemnité totale
██████ ██████	██████████ ██████	C87	1309	Pré	203,28 €	1860 €	2063,28 €

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son délégué à signer la convention d'indemnisation à intervenir dans cette affaire.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-14

Subventions au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s) M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n°21CD06-54 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le budget principal du Département et le budget annexe de la Conférence des Financeurs pour 2022 ;

Vu la délibération n°22CP02-17 de la Commission Permanente du 25 février 2022 approuvant la convention-type relative au financement des dépenses engagées pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées du Cantal au titre de l'exercice 2022 ;

Vu la Conférence des Financeurs du 15 juin 2022 portant sur les actions de prévention de la perte d'autonomie ;

- **AUTORISE** le versement d'une subvention « actions collectives de prévention » au titre de l'exercice 2022 aux organismes listés dans le tableau joint en annexe 1 de la présente délibération, pour un montant total de 84 426 €.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer avec chaque bénéficiaire attributaire la convention-type relative au financement des dépenses engagées pour la réalisation des actions de prévention de la perte d'autonomie au titre de l'exercice 2022.

- **PREND ACTE** du financement par la Conférence des Financeurs d'enceintes compatibles avec les tablettes Facilotab cédées aux établissements pour personnes âgées.
- **DECIDE** sur proposition de la Conférence des Financeurs d'attribuer une enceinte Bluetooth par tablette (100) aux établissements (50) inscrits dans le tableau joint en annexe 2 de la présente délibération.
- **DECIDE** la sortie de l'actif départemental de ces matériels acquis pour un montant de 11 976 € TTC.

Le montant des dépenses concernant les subventions d'un total de 84 426 € sera imputé sur le chapitre 016, nature 651144, sous fonction 553 du Budget annexe Conférence des financeurs.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE

PORTEURS DE PROJETS	Nom de l'action	Montant attribué
EHPAD Les Vaysses	« Atelier Equilibre : Exploration corporelle et sensorielle du mouvement partagé en groupe »	2 250
EHPAD Résidence de la Cère - CCAS Arpajon sur Cère	MOTOMed loop "complet jambes et bras"	5 000
EHPAD Jardins de Saint-Illide	MOTOMed loop "complet jambes et bras"	5 000
ASLJ	Maison Sport Santé du Nord Cantal : sport santé séniors	2 000
FaubourgGym	Activités physiques variées et complètes : être acteur et modèle du bien vieillir pour soi et les autres	4 000
Génération Mouvement - Les aînés ruraux du Cantal	Nos villages d'hier et d'aujourd'hui	1 200
Conseil départemental du Cantal	Achat d'enceintes compatibles avec les tablettes Facilotab mises à disposition des établissements pour personnes âgées	11 976
UDAF	Sensibilisation et information ciné-débats	5 000
ASeD	Actions de prévention	48 000
TOTAL GENERAL		84 426

Annexe 2

ETABLISSEMENT	COMMUNE
EHPAD La Louvière	AURILLAC
EHPAD Saint-Joseph	AURILLAC
EHPAD Villa Sainte Marie	AURILLAC
EHPAD Pierre Valadou	LE ROUGET
EHPAD La Forêt	YTRAC
EHPAD Les Prés Verts	REILHAC
EHPAD Jean Liandier	VIC-SUR-CERE
EHPAD ORPEA Résidence de Coissy	AURILLAC
EHPAD La Maisonnée Le Cap Blanc	AURILLAC
EHPAD Roger Jalenques	MAURS
EHPAD Jardins de St-Illide	SAINT-ILLIDE
EHPAD La Cère	ARPAJON-SUR-CERE
EHPAD Louis Taurant	AURILLAC
EHPAD Limagne	AURILLAC
EHPAD Le Floret	LA ROQUEBROU
EHPAD Le Château	MONTSAUVY
EHPAD de Raulhac	RAULHAC
EHPAD 2 Centre Hospitalier d'Aurillac	AURILLAC
EHPAD Gentianes Centre Hospitalier d'Aurillac	AURILLAC
Soins Médico-Technique Importants Centre Hospitalier d'Aurillac	AURILLAC
Maison de retraite " La Providence "	AURILLAC
Accueil de jour Le Clos des Alouettes CCAS d'Aurillac	AURILLAC
EHPAD L'Orée du Bois	SAIGNES
EHPAD Les Vaysses	MAURIAC
EHPAD La Sumène	YDES
EHPAD Champs fleuris	ALLY

EHPAD Le Bocage	PLEAUX
EHPAD Brun-Vergeade	RIOM-ES-MONTAGNES
EHPAD Lizet	SALERS
EHPAD de L'Artense	LANOBRE
EHPAD Centre Hospitalier de Mauriac	MAURIAC
Soins Médico-Techniques Importants Centre Hospitalier de Mauriac	MAURIAC
Soins Médico-Techniques Importants Unité Parkinson Ydes	YDES
MARPA	SAINT-MARTIN-VALMEROUX
Résidence autonomie L'Auzelaire	MAURIAC
EHPAD Aivinin Johannel	MASSIAC
EHPAD Haut Mallet	MASSIAC
EHPAD Jeazn Meyronneinc	SAINT-FLOUR
EHPAD La Vigière	SAINT-FLOUR
EHPAD d'Allanche	ALLANCHE
EHPAD Sainte-Elisabeth	CHAUDDES-AIGUES
EHPAD Tible	MARCENAT
EHPAD La Mainada	PIERREFORT
EHPAD de Saint-Urcize	SAINT-URCIZE
EHPAD L'Alagnon	NEUSSARGUES
EHPADCentre Hospitalier de Saint-Flour	SAINT-FLOUR
EHPAD Hôpital de Condat	CONDAT
EHPAD Hôpital de Murat	MURAT
Soins Médico-Techniques Importants Hospitalier de Saint-Flour	SAINT-FLOUR
Soins Médico-Techniques Importants Hôpital de Murat	MURAT

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-15

**Convention de partenariat relative à l'insertion des travailleurs non-salariés agricoles
bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active**

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n° 21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 adoptant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi 2021-2025 ;

- APPROUVE la convention de partenariat à conclure avec la Chambre d'Agriculture et la Mutualité Sociale Agricole relative à l'insertion des travailleurs non-salariés agricoles bénéficiaires du revenu de solidarité active et dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **APPROUVE** le montant du concours financier du Conseil départemental à hauteur de 45 000 € pour l'année 2022.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

La dépense sera imputée sur les crédits d'insertion chapitre 017, nature 6568, fonction 564 du budget départemental.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE À L'INSERTION DES TRAVAILLEURS NON-SALARIÉS
AGRICOLÉS BÉNÉFICIAIRES
DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE**

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 1^{er} juillet 2022, ci-après dénommé : « **Le Département** »,

D'une part,

Et

LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL, 26 rue du 139^{ème} Régiment d'Infanterie, 15000 Aurillac, représentée par son Président, Monsieur Patrick ESCURE, ci-après désignée par les termes « **La Chambre d'Agriculture** »,

Et

LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE AUVERGNE, 16 rue Jean Claret, 63972 Clermont-Ferrand Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Philippe PANEL et par son Directeur Général, Monsieur Jean-Marie PASSARIEU, ci-après désignée par les termes « **La Mutualité Sociale Agricole** »,

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.262-29 et L.263-1 à L.263-2 ;

Vu le Code du travail et notamment l'article L 5314-1 ;

Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 ;

Vu la délibération n°21CD06-18 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 adoptant le règlement départemental d'aide sociales ;

Vu l'arrêté n°16-0831 du 29 avril 2016 portant sur le règlement comptable et financier des aides du Département ;

Vu la convention de gestion du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération de la Commission Permanente n°09CP08-006 du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération de la Commission Permanente n°10CP07-10 du 17 septembre 2010 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

PRÉAMBULE

La loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion dispose que chaque « bénéficiaire du RSA a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique » (art. L. 262-27 du CASF). Ce dispositif vient compléter les dispositions concernant le droit à l'accompagnement confié à la Mutualité Sociale Agricole Auvergne par le Conseil départemental, fixées par la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du revenu de solidarité active, en date du 9 octobre 2009.

La présente convention marque la volonté conjointe de la Chambre d'Agriculture du Cantal, du Conseil départemental du Cantal et de la Mutualité Sociale Agricole Auvergne, de favoriser l'insertion des exploitants agricoles bénéficiaires du rSa et relevant de l'orientation. Les trois parties ont décidé de conjuguer leurs compétences pour une meilleure prise en charge des difficultés spécifiques de ces bénéficiaires, dans une perspective de lutte contre la pauvreté, de maintien de l'activité en milieu rural et, si possible de la préservation de leur outil de travail.

Cet engagement en direction de ce public s'inscrit dans le PDIE-PTIE (Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi) 2021-2025. En effet, l'expérience acquise dans le Département du Cantal a démontré l'importance de mettre en place un accompagnement spécifique pour le public dit travailleur non salarié (TNS).

Les offres de service de la Chambre d'Agriculture du Cantal et de la Mutualité Agricole doivent permettre de répondre aux attentes du Département en matière d'insertion sociale et professionnelle des travailleurs non-salariés agricoles.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de coopération et de coordination entre les signataires, la nature des actions mises en œuvre, ainsi que les conditions et modalités de leur financement par chacune des parties.

ARTICLE 2 : PUBLIC VISÉ

Les personnes concernées par cette convention sont les exploitants agricoles bénéficiaires du rSa relevant de l'orientation et dont le référent unique désigné est la Mutualité Sociale Agricole.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL ET DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE

En appui à l'intervention du Service Social de la MSA et en articulation avec les dispositifs d'accompagnement des agriculteurs en détresse, la Chambre d'Agriculture du Cantal assurera une mission d'assistance, de conseil et d'orientation à destination du public visé à l'article 2.

Cette mission s'adressant exclusivement à des personnes bénéficiaires du rSa, des liaisons entre les référents uniques rSa et les conseillers agricoles spécialisés s'imposent dès l'ouverture du droit rSa.

Les actions engagées auprès des bénéficiaires au titre de cette convention sont systématiquement détaillées et inscrites dans le contrat d'engagement réciproque qui sera proposé à la validation du Président du Conseil départemental.

Par la présente convention, la Chambre d'Agriculture du Cantal et la Mutualité Sociale Agricole s'engagent à mettre en place toute action relevant de leurs domaines d'expertise, de nature à répondre aux objectifs généraux suivants :

- Favoriser le maintien et le développement de l'activité professionnelle du travailleur non salarié agricole en lui proposant des solutions adaptées et en l'accompagnant dans leurs mises en œuvre,
- Accompagner l'arrêt éventuel de l'activité et favoriser une reconversion en construisant un nouveau parcours d'insertion sociale et professionnelle facilitant un retour à l'emploi ou l'accès aux droits prioritaires.

ARTICLE 4 : CONTENU DE LA MISSION

4-1 Diagnostic global de la situation

Le diagnostic global de la situation, qui repose sur un entretien commun entre le référent RSA et le conseiller agricole, est destiné aux nouveaux entrants dans le dispositif rSa n'ayant pas fait l'objet d'un pré-diagnostic dans le cadre d'un audit d'exploitation.

Cette action consiste à accueillir le bénéficiaire rSa et dresser un état des lieux global de la situation économique, juridique et sociale de l'exploitation mais aussi une prise en compte de la situation sociale du foyer (santé, logement, budget familial...).

Le diagnostic, préalable indispensable à la mise en œuvre de l'accompagnement, s'appuie sur les compétences spécifiques du travailleur social de la MSA, désigné « référent unique » et du conseiller de la Chambre d'Agriculture.

Il permet de définir le plan d'actions à conduire pour trouver les solutions adaptées à la situation du foyer.

Le diagnostic permet d'orienter vers :

- Un accompagnement social de la MSA avec un appui ponctuel de la Chambre d'Agriculture
- Un accompagnement renforcé de la Chambre d'agriculture soit dans le cadre d'une aide à la pérennisation ou au développement de l'exploitation soit dans le cadre d'un accompagnement à une reconversion.

A l'issue du diagnostic, le référent unique élabore le contrat d'engagement réciproque qui précise les actions à mettre en œuvre et les engagements du bénéficiaire. Le Contrat d'engagement réciproque sera transmis au service Emploi Insertion pour signature du Président du Conseil départemental.

4-2 Accompagnements proposés

4-2-1 Accompagnement social du référent de la MSA

Lorsque le diagnostic fait apparaître :

- Des difficultés remettant en cause la pérennité de l'exploitation,
- L'impossibilité d'accéder à une autonomie financière (structure trop petite, ...)
- L'impossibilité d'orienter l'exploitant vers une reconversion professionnelle en raison de son âge, de son état de santé ;

Un accompagnement principalement exercé par les travailleurs sociaux de la Mutualité sociale agricole sera proposé conformément aux dispositions de la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du revenu de solidarité active en date du 9 octobre 2009. L'accompagnement pourra avoir pour objectifs de :

- Favoriser l'accès aux droits prioritaires : pension d'invalidité, allocation adulte handicapé, retraite
- Favoriser l'accès aux soins de santé : soutien psychologique par exemple,
- Lutter contre l'isolement,
- Accompagner le conjoint à la recherche d'une activité non agricole complémentaire avec, au besoin, une réorientation vers un dispositif d'accompagnement plus adapté (Pôle Emploi, Missions Locales, Cantal Emploi Insertion...).

En parallèle de l'accompagnement social réalisé, un appui technique ponctuel du conseiller de la chambre d'agriculture pourra être sollicité notamment dans le cadre de l'accompagnement dans les démarches administratives (demande de primes, tenues des documents réglementaires, déclaration de surfaces...).

4-2-2 Appui technique ponctuel de la Chambre d'Agriculture

Dans le cadre de difficultés conjoncturelles ne mettant pas en péril la pérennité de l'exploitation, un appui technique ponctuel des conseillers de la chambre d'agriculture peut être proposé.

Les appuis techniques ponctuels sont destinés à :

- Améliorer la rentabilité de l'exploitation
 - o Proposer des adaptations au système de production existant,
 - o Envisager des activités nouvelles.
- Favoriser le maintien des droits
 - o Déclarations de surfaces,
 - o Demande de primes,
 - o Tenue des documents.

4-2-3 Accompagnement renforcé de la Chambre d'agriculture.

L'accompagnement renforcé vise à favoriser la pérennité et la viabilité de l'exploitation en s'appuyant sur le projet de l'exploitant. Il comporte des objectifs à atteindre, des priorités fixées, des actions et délais spécifiques. En lien avec le référent MSA, le conseiller de la Chambre d'agriculture mobilise toutes les mesures ou dispositifs nécessaires (Fonds départemental de Solidarité, micro-crédits...). Le cas échéant, il accompagne l'exploitant au redressement de son exploitation :

- Respect de la procédure AED et du plan de redressement,
- Maîtrise des comptes d'exploitation,
- Adaptation du système de production existant,
- Création d'activités nouvelles dans l'objectif d'accéder à l'autonomie économique.

Cet accompagnement repose sur des visites régulières.

4-2-4 Accompagnement à la cessation d'activité et/ou reconversion professionnelle.

Lorsque le maintien de l'activité agricole est irrémédiablement compromis, le conseiller agricole peut être amené à accompagner l'exploitant agricole à une cessation d'activité et/ou une reconversion

professionnelle (ARP). En parallèle du soutien aux démarches administratives, juridiques et financières, le conseiller de la Chambre d'agriculture agricole peut solliciter l'intervention d'un conseiller en Orientation et Insertion Professionnel du dispositif Cantal Emploi Insertion. Si besoin, une demande de réorientation sera faite par le référent via la transmission au secrétariat de l'Equipe Pluridisciplinaire compétence de la fiche de liaison.

ARTICLE 5 : MOYENS COMPLÉMENTAIRES MIS EN ŒUVRE

En complémentarité à leur activité auprès des bénéficiaires, les conseillers de la Chambre d'Agriculture chargés de la mission :

- Favorisent l'accès, à titre gratuit, aux bulletins d'information diffusés par le GVA,
- Participent à diverses instances (Comité Technique AED et/ou « cellule agriculteurs en détresse», Commission de dérogation à l'accès au droit et à l'évaluation des revenus, lien avec les instances de coordination territoriales (Équipes Pluridisciplinaires).

ARTICLE 6 : MOYENS MIS À DISPOSITION

6.1 Engagements de la Chambre d'Agriculture du Cantal

La Chambre d'Agriculture du Cantal affecte 1,25 équivalent temps plein (ETP) de conseillers au dispositif conventionnel sur l'ensemble du département du Cantal. Les conseillers dédiés à cette action sont placés sous la responsabilité du responsable du pôle Développement Economique.

Ils participent aux réunions d'équipe et de service du Service Conseil d'Entreprise et Développement Local. Ils bénéficient de l'ensemble des informations d'ordre technique, économique, juridique, réglementaire et administratif destinées à l'ensemble des conseillers de la Chambre d'Agriculture, et de la formation professionnelle continue dans les mêmes conditions que l'ensemble des conseillers de la Chambre d'Agriculture.

La Chambre d'Agriculture assure le financement des infrastructures de travail (locaux, fournitures...) ainsi que l'encadrement technique et administratif et la formation des salariés.

Les noms, coordonnées et secteurs d'intervention des techniciens de la convention sont échangés entre partenaires et actualisés autant que nécessaire.

6.2 Engagements de la Mutualité Sociale Agricole Auvergne

Le présent dispositif conventionnel s'inscrit en complément de l'accompagnement social des bénéficiaires du rSa confié par le Conseil départemental par la convention d'orientation en date du 9 octobre 2009.

A ce titre, la Mutualité Sociale Agricole du Cantal affecte 1,25 équivalent temps plein (ETP) de travailleurs sociaux au dispositif sur l'ensemble du département du Cantal. Les travailleurs sociaux restent placés sous la responsabilité du Responsable du service d'Action Sanitaire et Sociale.

ARTICLE 7 - RÉGLEMENTATION APPLICABLE AU REGARD DE L'ENCADREMENT DES AIDES

Compte tenu des éléments portés dans le dossier de demande de subvention, l'activité de la Chambre d'Agriculture du Cantal peut être considérée comme économique au sens du droit de la concurrence.

La subvention départementale n'affecte pas les échanges entre Etats membres de l'UE, elle n'est donc pas susceptible de constituer une aide d'Etat au sens des articles 106 et 107 du TFUE.

ARTICLE 8 - MONTANT DE LA SUBVENTION

La subvention départementale attribuée à la Chambre d'Agriculture du Cantal pour la réalisation de cette mission, au titre des années 2022, est fixée à un montant de 44 000 € maximum.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La contribution financière du Conseil départemental est créditée sur appel de fonds, en fin de chaque exercice au compte de la Chambre d'Agriculture du Cantal selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

Chambre d'Agriculture du Cantal
Domiciliation bancaire :
N° IBAN :
BIC :

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU CANTAL :

La Chambre d'Agriculture du Cantal s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

La Chambre d'Agriculture du Cantal s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend, ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018. Il agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du projet et garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données, de les rectifier ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice de leurs droits.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par la Chambre d'Agriculture du Cantal, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

10.1 Utilisation de la subvention

La Chambre d'Agriculture du Cantal accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du Conseil départemental, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, la Chambre d'Agriculture du Cantal s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 15 ci-après.

10.2 Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, la Chambre d'Agriculture du Cantal s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

La Chambre d'Agriculture du Cantal s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication de la Chambre d'Agriculture du Cantal, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

10.3 Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

La Chambre d'Agriculture du Cantal s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

La Chambre d'Agriculture du Cantal s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, la Chambre d'Agriculture se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le service Emploi Insertion à exiger de la Chambre d'Agriculture du Cantal le reversement des sommes indûment perçues.

10.4 Information du Département

La Chambre d'Agriculture du Cantal devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 15 ci-après.

ARTICLE 11 - REVERSEMENT :

Au terme des opérations de contrôle visées à l'article 10, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre la Chambre d'Agriculture n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à la Chambre d'Agriculture du Cantal en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 12 - CADUCITÉ ET DÉCHÉANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à la Chambre d'Agriculture du Cantal de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 13 : SUIVI ET ÉVALUATION

13-1 Le comité de pilotage et d'évaluation

Le comité est composé des représentants des signataires de la présente convention. D'un commun accord, les signataires de la convention peuvent inviter aux réunions des personnes ressources. Il se réunit au minimum une fois par an à l'initiative de la Chambre d'Agriculture ou en cas de nécessité à la demande d'un des autres signataires de la convention. La Chambre d'Agriculture adresse les convocations aux membres du comité et s'engage à veiller à leur disponibilité pour établir ses dates de réunion.

Chargé du suivi, de l'évaluation et des éventuels ajustements organisationnels de l'action, le comité de pilotage sera aussi force de propositions pour définir des réponses adaptées aux besoins repérés des Travailleurs Non-Salariés agricoles.

La Chambre d'Agriculture rédige le compte rendu du comité de pilotage qui portera sur des éléments qualitatifs et quantitatifs du public accompagné : bénéficiaires accompagnés, date d'entrée, date de sortie, nombre d'entretiens réalisés, propositions faites.

ARTICLE 14 : DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'au 31 décembre 2022. Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 15 - RÉSILIATION

15.1 : A l'initiative de la Chambre d'Agriculture du Cantal

La Chambre d'Agriculture du Cantal peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

La Chambre d'Agriculture du Cantal est tenue de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

15.2 : A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Chambre d'Agriculture du Cantal, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

- Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de la Chambre d'Agriculture du Cantal est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;
- Lorsque la Chambre d'Agriculture du Cantal n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;
- En cas de fraude avérée ;
- Lorsque la Chambre d'Agriculture du Cantal refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

La Chambre d'Agriculture du Cantal dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles.

A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de la Chambre d'Agriculture du Cantal, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision à la Chambre d'Agriculture par lettre recommandée avec accusé réception.

15.3 : Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de la Chambre d'Agriculture du Cantal ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à la Chambre d'Agriculture du Cantal.

Les sommes dues à la Chambre d'Agriculture du Cantal à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par la Chambre d'Agriculture du Cantal déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées.

ARTICLE 16 - ÉLECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

ARTICLE 17- ANNEXE FINANCIÈRE

Le dossier de demande de subvention fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental,

Le Président de la Chambre d'Agriculture,

Bruno FAURE

Patrick ESCURE

Le Président de la M.S.A Auvergne,

Le Directeur Général de la MSA Auvergne,

Philippe PANEL

Jean-Marie PASSARIEU

ANNEXE FINANCIERE

à la convention de partenariat
signée le
relative à l'insertion des exploitants agricoles
bénéficiaires du Revenu Solidarité Active.

Modalités de participation financière propre au Conseil départemental

Porteur de l'Action : Chambre d'Agriculture du Cantal

Dans le cadre de son Programme Départemental d'Insertion, sous réserve du vote annuel des crédits, la contribution financière du Conseil départemental est fixée à **45 000 € pour l'année 2022** imputée sur les crédits départementaux d'insertion, chapitre 017 – Nature 6568 – fonction 564.

La contribution financière du Conseil départemental sera versée à la Chambre d'Agriculture, sur appel de fonds, en fin de chaque exercice. Le versement de cette contribution est effectué par virement sur le compte :

Nom du titulaire du compte

Banque

Domiciliation

Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB

Fait en quatre exemplaires originaux

À Aurillac, le.....

Le Président de la Chambre d'Agriculture,

Le Président du Conseil Départemental,

Patrick ESCURE

Bruno FAURE

ANNEXE FINANCIERE

à la Convention de partenariat
signée le
relative à l'insertion des exploitants agricoles
bénéficiaires du Revenu Solidarité Active.

Modalités de participation financière propre à la MSA Auvergne

Dans le cadre de sa politique d'action sociale, la MSA Auvergne participe au financement en :

- Assurant le financement des salaires (et des charges afférentes) et des déplacements de ses travailleurs sociaux (représentant un montant annuel estimé à 91000 €), portant sur les missions réalisées dans le cadre du présent dispositif.
- Versant une subvention forfaitaire annuelle à la Chambre d'Agriculture du Cantal, sous réserve du vote annuel des crédits par son Conseil d'Administration.
Pour l'année 2022, le montant de cette subvention sera de 14 000 €.

Fait en quatre exemplaires originaux

À Aurillac, le.....

Le Président de la MSA Auvergne,

Le Directeur Général de la MSA Auvergne,

Philippe PANEL

Jean-Marie PASSARIEU

Le Président de la Chambre d'Agriculture,

Patrick ESCURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-16

Evaluation ex post de la convention de subvention globale du Fonds Social Européen 2018-2021

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) N° 1303/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union ;

Vu le Règlement (UE) N° 1304/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 240/2014 de la Commission du 7 janvier 2014 relatif au code de conduite européen sur le partenariat dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens ;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu l'Accord de Partenariat adopté le 8 août 2014 qui valide le champ d'intervention de la programmation 2014-2020 des fonds européens structurels et d'investissement (FESI) : le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds européen agricole de développement rural (FEADER) et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) ;
Vu l'Accord Cadre entre l'Etat et l'Assemblée des Départements de France pour la mobilisation du Fonds Social Européen en faveur de l'Inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté du 5 août 2014 ;
Vu la convention de subvention globale n°201700014 au titre du programme opérationnel national pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole signée le 31 mai 2018 ;

- **PREND ACTE** de l'évaluation ex post de la convention de subvention globale FSE 2018-2021.

- **PREND ACTE** des principes et des recommandations pour la mise en œuvre de la programmation FSE+ 2021-2027.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



ORGANISME INTERMEDIAIRE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

RAPPORT D'EVALUATION DE LA PERFORMANCE ET ANALYSE DES INDICATEURS, CIBLES ET FACTEURS ENDOGENES ET EXOGENES EXPLICATIFS

*CONVENTION DE SUBVENTION GLOBALE FSE 2018-2020 N°201400017 AU TITRE
DU PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL DU FONDS SOCIAL EUROPEEN
POUR L'EMPLOI ET L'INCLUSION EN METROPOLE POUR LA PERIODE 2014-2020*

Service Cantal Europe – Juin 2022



Table des matières

Glossaire	Page 5
Objet du rapport	Page 8
<u>1. MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE SUBVENTION GLOBALE FSE 2018-2021</u>	Page 10
1.1 Un contexte de mise en œuvre bouleversé	Page 10
1.1.1 Vers un organisme unique départemental	Page 10
1.1.2 La valorisation de l'expérience de la convention de subvention globale 2014-2017	Page 11
1.1.3 Une adaptation nécessaire au contexte socio-économique	Page 12
1.2 Une programmation optimisée	Page 14
1.2.1 Une programmation dynamique qui s'amplifie et se modifie en fin de programme	Page 15
1.2.2 Une surprogrammation importante pour faire face aux sous-réalisations et réduire les taux de chute	Page 18
1.2.3 Une convention FSE répondant prioritairement au principe d'égalité des chances et non-discrimination	Page 19
1.3 Un taux d'intervention du FSE en forte hausse	Page 20
1.3.1 Des bénéficiaires récurrents	Page 20
1.3.2 Le Conseil départemental, de principal cofinancier à principal bénéficiaire	Page 21
1.3.3 Une intervention massive du FSE dès 2020	Page 24
<u>2. REALISATIONS ET RESULTATS DE LA SUBVENTION GLOBALE FSE 2018-2021</u>	Page 26
2.1. Des indicateurs de réalisation largement atteints	Page 26
2.1.1 Le cumul d'opération pour faciliter le retour à l'emploi	Page 27
2.1.2 Le profil-type du participant	Page 28
2.2 Des résultats très positifs à l'issue des opérations	Page 37
2.2.1 Une baisse significative du nombre d'inactifs	Page 37
2.2.2 Des sorties positives pour plus de la moitié des participants	Page 40
2.2.3 Focus sur un taux de retour en emploi encourageant	Page 48

3. LE POIDS DU FSE DANS LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE D'INSERTION	Page 49
3.1 La complémentarité du FSE et des politiques présentes sur le territoire	Page 49
3.1.1 Rappel des objectifs de l'Axe 3 du PON	Page 49
3.1.2 La cohérence avec la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté	Page 50
3.1.3 Des objectifs communs avec le PDI/PTI	Page 51
3.2 L'impact du FSE dans le Cantal	Page 53
3.2.1 Dans les opérations portées par le Département	Page 53
3.2.2 Un FSE qui va au-delà des compétences départementales	Page 54
3.2.3 Un taux de chômage en chute durant la période de la subvention globale	Page 56
CONCLUSION – Une mise en œuvre opérationnelle répondant aux attentes du PON	Page 58
PRECONISATIONS – Une future programmation FSE + axée sur l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale	Page 61
Annexes	Page 64

Glossaire

Abréviation	Signification
ACART	Association Cantalienne d'Aide à la Remise au Travail
ACI	Atelier-Chantier d'Insertion
ADEPA	Association pour le Développement du Pays d'Aurillac
ADF	Assemblée des Départements de France
AFAPCA	Association pour la Formation et l'Accompagnement des Publics en Contrat Aidé Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'Emploi
AFFCRE	Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe
AG	Autorité de Gestion
AGD	Autorité de Gestion Déléguée
AICV	Association Intermédiaire de la Cité des Vents
AINOC	Association Intermédiaire Nord-Ouest Cantal
ARS	Agence Régionale de Santé
ATI	Approche territoriale intégrée
AURA	Auvergne-Rhône-Alpes
CABA	Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac
CAF	Caisse d'Allocations Familiales
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CCRE	Comité des Communes et Régions d'Europe
CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie
CD	Conseil départemental
CDDI	Contrat à Durée Déterminée d'Insertion
CMA	Chambre des Métiers et de l'Artisanat
CNS	Comité National de Suivi
CPAM	Caisse Primaire d'Assurances Maladie
CPN	Contrepartie Publique Nationale
CRP	Comité Régional de Programmation
CSF	Contrôle de Service Fait
DASEIL	Direction Action Sociale Emploi Insertion Logement
DETSPP	Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations
DGEFP	Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle
DGS	Direction Générale des Services
DIRECCTE	Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi
DLAL	Développement Local mené par les Acteurs Locaux

DREETS	Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités
DSGC	Descriptif des Systèmes de Gestion et de Contrôle
ESS	Économie Sociale et Solidaire
FEADER	Fonds Européen Agricole et de Développement Rural
FEAMP	Fonds Européen des Affaires Maritimes et de la Pêche
FEDER	Fonds Européen de Développement Régional
FSE	Fonds Social Européen
GAL	Groupe d'Action Locale
IAE	Insertion par l'Activité Économique
ITI	Initiative territoriale intégrée
LEADER	Liaisons Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale
MDFSE	Ma Démarche FSE
MLFSE	Ma ligne FSE
MSA	Mutualité Sociale Agricole
OI	Organisme Intermédiaire
OS	Objectif spécifique
PDR	Programme de Développement Rural
PI	Priorité d'investissement
PLIE	Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi
PON FSE 2014- 2020	Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'Emploi et l'Inclusion en métropole pour la période 2014-2020
PDIE	Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi
PNR	Parc Naturel Régional
PTIE	Pacte Territorial pour l'Insertion et pour l'Emploi
PSD	Pôle de la Solidarité Départementale
PSFHA	Pays de Saint-Flour Haute-Auvergne
RAC	Rapport Annuel sur le Contrôles
RAMO	Rapport Annuel de Mise en Œuvre
RASPEE	Renforcement de l'Accompagnement Socioprofessionnel des Personnes Eloignées de l'Emploi
RPDC	Règlement Portant Dispositions Communes
SEI	Service Emploi Insertion
SG	Subvention Globale
SIAE	Structure de l'Insertion par l'Activité Économique
SIEG	Services d'Intérêt Économique Général
SNLCP	Stratégie Nationale de Lutte Contre la Pauvreté
TFUE	Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne
UE	Union Européenne

Objet du rapport

La présente évaluation a été réalisée par Clara CALMETTES, étudiante en Master 2 Expertise en Affaires Européennes à l'Université de Bordeaux, au cours de son stage de fin d'études effectué au sein du Service Cantal Europe au Conseil départemental du Cantal.

Cette évaluation s'inscrit dans le cadre des obligations des programmes européens et porte sur la convention de subvention globale n°201700014, au titre du Programme opérationnel national (PON) FSE pour l'Emploi et l'Inclusion sociale 2014-2020. Cette convention a été signée par le Préfet de Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Président du Conseil départemental du Cantal le 31 mai 2018.

Ce rapport est une évaluation ex-post de la seconde subvention globale sur la période 2018-2021. Cette évaluation intervient donc à la fin de la subvention globale et de la période de programmation 2014-2020. Le but de cette évaluation est de fournir des informations solides et fiables sur la mise en œuvre, les réalisations et les résultats de la subvention globale et l'impact du FSE dans les politiques d'insertion du Cantal.

Le document permet de mesurer l'efficacité et l'efficience des fonctions d'Organisme Intermédiaire du Conseil départemental du Cantal à travers différents indicateurs. Cette évaluation s'inscrit également dans un contexte d'élaboration du nouveau programme FSE + 2021-2027. Cette nouvelle programmation implique une période de négociations avec la DREETS, notamment pour le montant de l'enveloppe, et un travail préparatoire de déclinaison opérationnelle de la subvention globale pour laquelle sont émises des préconisations.

Il convient de préciser que, bien qu'une évaluation se doit d'être la plus neutre possible, il existe toujours un biais, inévitable, lié à l'avis et au point de vue subjectif de chaque évaluateur.

1. MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION DE SUBVENTION GLOBALE FSE 2018-2021¹

En 2018, au moment de la délégation des crédits FSE 2018-2020, l'Assemblée départementale a adopté la stratégie Cantal Europe, élargissant le champ d'intervention du Département dans les affaires européennes. Dès lors, la Mission FSE a été transformée en Mission Cantal Europe pour intégrer l'animation de l'ensemble des fonds européens (FSE-FEDER-FEADER), et la coopération européenne. Un an plus tard, l'équipe en charge de la gestion FSE était renforcée avec l'arrivée de Laetitia LACOSTE aux côtés de Nathalie MEALET pour la gestion des dossiers d'opération cofinancés FSE tandis que Marc COSTANT ne conserve que le pilotage FSE.

1.1 Un contexte de mise en œuvre bouleversé

1.1.1 Vers un organisme unique départemental

Le Conseil départemental est officiellement devenu Organisme Intermédiaire le 15 novembre 2015. Il a dès lors la charge du pilotage et de la gestion d'une partie du PON, confiée par l'autorité de gestion déléguée (la DREETS ARA). Au sein du périmètre départemental, la DREETS ARA a également sélectionné un autre Organisme Intermédiaire, le PLIE CABA.

L'enveloppe pour la période 2014-2020 s'élevait initialement à 4 millions d'euros pour le Cantal. Elle a été répartie entre les deux OI présents sur le territoire : 2,5 millions d'euros au Conseil départemental, et 1,5 millions d'euros au PLIE de la CABA.

Les deux OI ont défini des lignes de partage au sein d'une annexe du PTI 2015-2020 afin d'assurer l'absence de double financement européen et la coordination de l'intervention du FSE dans le Cantal, sur le périmètre spécifique de la CABA.

Ainsi, le PLIE est intervenu uniquement auprès des habitants de son territoire, à travers des opérations qui se déroulent strictement à l'échelle communale ou intercommunale. Le Conseil départemental a pu participer au financement de toutes les autres opérations, y compris sur le territoire de la CABA lorsque ces dernières avaient une échelle départementale. Enfin, les SIAE présentes sur le territoire de la CABA ont été réparties entre le PLIE et le CD.

Pour faciliter la coordination de l'intervention FSE, le PLIE a participé aux comités FSE du Conseil départemental, et réciproquement, ce qui a permis aux deux OI de partager leurs avis et leurs recommandations.

¹ **Précisions sur la période évaluée**

La subvention globale porte sur les années 2018, 2019, 2020 et 2021. Sont donc prises en compte toutes les opérations 2018-2019-2020. Sont prises en compte partiellement les opérations 2020-2021 et 2021 pour lesquelles nous ne disposons pas des bilans d'opération, à fournir au plus tard 6 mois après la fin de réalisation de l'opération, soit au moment de la rédaction de ce rapport. Ne sont pas prises en compte les opérations REACT UE.

Au cours de la période de la subvention globale, l'État a indiqué dans une note que les Conseils départementaux étaient les organismes les plus à même de répondre aux exigences du PN FSE+ pour la période 2021-2027. De ce fait, il a été convenu de déléguer les crédits FSE + au Département en tant qu'OI unique, appelé désormais « OI Cantal ». C'est pourquoi, en 2022, lors de la ventilation des crédits REACT UE, seul le Conseil départemental s'est vu allouer des crédits FSE pour soutenir l'ensemble des opérations du Cantal, y compris sur le territoire de la CABA, préfiguration de la programmation 2021-2027.

1.1.2 La valorisation de l'expérience de la convention de subvention globale 2014-2017

La subvention globale FSE pour la période 2014-2017 a été la première allouée au Conseil départemental en tant qu'Organisme Intermédiaire. Pour répondre à ces nouveaux engagements, le Département a créé la Mission FSE. Elle compte initialement deux agents : Marc Costant, chef de projet et Nathalie MEALET, chargée de projet, qui ont pour fonction le pilotage de la convention et la gestion des opérations cofinancées FSE.

Les agents de la Mission FSE ont dû assimiler rapidement tout l'encadrement normatif et réglementaire pour répondre aux obligations de pilotage et de gestion du FSE. Des outils ont été créés ou déclinés pour intégrer et faire intégrer les mécanismes FSE (guide de procédures, piste d'audit, instruction des dossiers, contrôles de service fait, etc.).

L'OI a été doté d'une première enveloppe de 1 382 790 euros pour la période 2014-2017. Puis il s'est vu accorder une enveloppe supplémentaire de 300 000 euros, portant le montant total FSE attribué au Conseil départemental à 1 682 790 euros. Sur ces crédits à disposition, le Département a programmé 2 002 855,64 d'euros de crédits FSE, soit un taux de programmation de 119 %. Cette stratégie de l'OI a été adoptée pour anticiper les sous-réalisations et démontrer la faiblesse de l'enveloppe accordée au Département. Malgré cela, 357 050,66 euros de crédits programmés par le Département mais non réalisés par les porteurs de projet ont fait l'objet d'un report sur la période 2018-2021.

Une grande partie de ces crédits a été utilisée afin de financer des actions de mise en situation de travail au sein d'ACI, outil privilégié de l'insertion pour le Département.

Au total, ce sont 1 595 participants qui ont bénéficié des opérations sur la période 2014-2017, soit 1 127 personnes physiques. Ce résultat n'avait pas permis d'atteindre les objectifs du cadre de performance : 830 chômeurs (sur 900 conventionnés) et 459 inactifs (sur 590 conventionnés), soit respectivement 92% et 78% des engagements établis par la convention. Néanmoins, l'écart restant est faible, aucune correction financière n'a été appliquée.

Concernant les résultats sur la situation des participants à la sortie des opérations, ils sont apparus comme très encourageants. 49% des participants ont enregistré une sortie positive à la sortie immédiate de l'opération, et 38% des participants sont en emploi 6 mois après.

En 2017, lors de l'installation de l'exécutif départemental sous la Présidence de Bruno FAURE, une vice-présidence en charge des affaires européennes a été confiée à Isabelle LANTUEJOUL, jusqu'alors conseillère départementale déléguée uniquement au FSE. Cette évolution montre l'intérêt que porte l'Assemblée départementale aux affaires européennes et est une reconnaissance de l'expérience réussie qui a permis au Conseil départemental de roder les outils de pilotage et de gestion du FSE.

Si le 31 décembre 2017 marque la fin de la convention de subvention globale 2014-2017 celle-ci n'est clôturée que mi-2019, le temps pour les agents de terminer les contrôles de service fait, de faire certifier les dépenses par la DRFIP, de déclarer les dépenses auprès de l'AGD et d'enregistrer les remboursements FSE.

1.1.3 Une adaptation nécessaire au contexte socio-économique

Pour la deuxième subvention globale, 2018-2020, 1 million d'euros de l'enveloppe 2014-2020 sont accordés à l'OI, soit 86 440 euros de plus qu'initialement prévu.

Au terme de la première année de la période de convention de subvention globale, 45% des crédits de la SG ont été programmés, soit 448 936,35 euros. A la suite des négociations entre la Mission FSE et la DIRECCTE Auvergne-Rhône-Alpes, 672 524,66 euros de crédits FSE supplémentaires sont accordés au Conseil départemental. Sont compris dans ce montant les reliquats de la SG1 (357 050,66 euros), le déblocage de la réserve de performance (165 474 euros), ainsi qu'un abondement supplémentaire de l'Axe 3 (150 000 euros). La délégation totale de crédits européens s'établit alors à 1 672 524,66 euros.

Dès 2018, l'OI cofinçait un nouveau type d'opération relatif à la crise des réfugiés. Bien qu'il soit difficile de se prononcer sur un chiffre exact, plus d'un million de Syriens ont demandé l'asile au sein de pays européens. Dans ce contexte, le Cantal accueille depuis 2017 des réfugiés syriens, mais également d'autres nationalités, qui ont souvent besoin d'un accompagnement pour pouvoir s'intégrer socialement et professionnellement sur ce nouveau territoire. Ces personnes cumulent de nombreux freins à l'emploi, dont le plus fréquent est la non-maîtrise de la langue française. C'est pourquoi, dès 2018, des actions innovantes ciblées pour ces réfugiés ont pu être soutenues par du FSE, mises en œuvre par deux opérateurs : les associations FIT et AURORE.

Du fait des élections européennes qui se sont déroulées en mai 2019, du BREXIT et des longues négociations entre le Parlement européen, la Commission européenne et le Conseil sur le budget et les textes règlementaires, l'adoption du CFP (Cadre Financier Pluriannuel) est survenue en décembre 2020. Cela a conduit naturellement à un décalage de la fin de la programmation 2014-2020 des fonds européens, particulièrement des fonds de cohésion. Ainsi, la fin de la programmation FSE, initialement prévue pour 2020, est finalement repoussée à 2021.

Dans ce contexte, pour financer une partie des opérations en 2020 et éviter une année blanche en 2021, l'OI s'est adressé à la DREETS pour acquérir une enveloppe complémentaire. La réponse à cette demande a été favorable. Une rallonge de 600 000 euros de crédits FSE a été accordée à l'OI. Le montant total de crédits FSE délégués pour la subvention globale 2018-2021 s'établit alors à 2 272 524,66 euros.

Le tableau ci-dessous est un récapitulatif du montant FSE délégué au Conseil départemental en tant qu'OI.

Date	Convention – décembre 2017	Avenant 1 – Janvier 2019	Avenant 2 – Janvier 2021
Montant total FSE accordé	1 000 000 €	1 672 524,66 €	2 272 524,66€

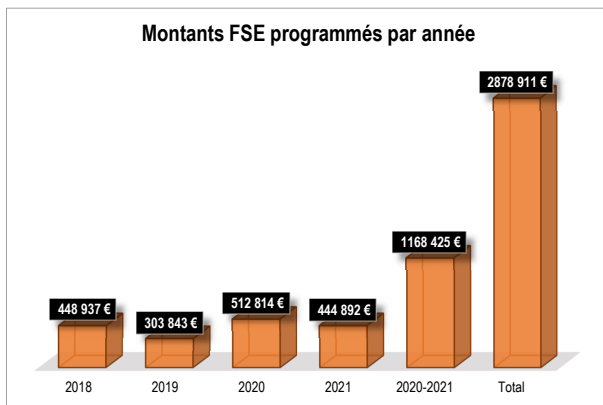
Durant la période de la subvention globale, un évènement a bouleversé la planète entière : la crise COVID qui s'est rapidement transformée en crise économique et sociale. La pandémie et les moyens mis en œuvre pour stopper la contagion ont eu pour conséquences indirectes de nombreuses pertes d'emploi, et donc de revenus, une désincitation des entreprises à embaucher, le creusement des inégalités sociales... Les répercussions de la crise n'ont pas affecté tout le monde de la même manière : ce sont les personnes pauvres ou en situation précaire qui ont été le plus lourdement impactées par la crise. De nouveaux publics ont été exposés à la pauvreté et celle-ci a été multipliée. Ce sont ces mêmes personnes qui sont éligibles aux opérations cofinancées par le FSE, qui ont pour but de lutter contre la pauvreté et l'exclusion.

C'est pour cela que le Conseil départemental a été abondé de fonds supplémentaires, des crédits REACT EU. Effectivement, l'Union européenne a validé, fin 2020, un vaste plan de relance destiné à soutenir les États membres face à cette crise. A ce titre, la DREETS Auvergne-Rhône-Alpes s'est vu affecter plus de 16 millions d'euros, qu'elle a réparti entre les différents OI de la Région. Le Conseil départemental du Cantal a ainsi bénéficié de 902 000 euros de crédits REACT-UE, adossés au FSE 2014-2020, afin de soutenir les porteurs de projets devant faire face aux conséquences de la crise. Cet abondement a permis de pallier le retard de déclinaison et de mise en œuvre de la programmation du FSE+ 2021-2027 retardée d'une année supplémentaire, et de couvrir l'intégralité de l'année 2022.

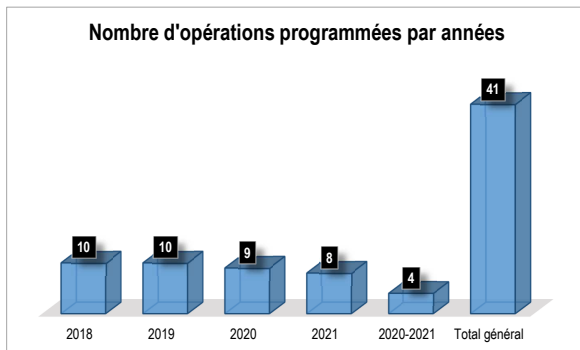
Ces crédits, mis en œuvre en 2022, n'ont pas été pris en compte dans cette évaluation, portant exclusivement sur la période 2018-2021.

1.2 Une programmation optimisée

L'OI Conseil départemental a conduit une programmation dynamique en fonction des crédits qui lui ont été successivement délégués avec une montée en puissance dans les dernières années pour faire face aux conséquences des crises.



Au total, 41 opérations ont été programmées sur la période 2018-2021. Parmi celles-ci, 37 ont été soutenues et 4 ont été déprogrammées (2 en 2018 et 2 en 2019).



1.2.1 Une programmation dynamique qui s'amplifie et se modifie en fin de programme

Pour la période 2018-2021, cinq dispositifs ont été retenus par l'OI :

- **Dispositif 12** : Augmenter le nombre de parcours intégrés dans une approche globale de la personne. (OS 3.9.1.1).
Au sein de ce dispositif se trouvent des opérations de levée de freins socioprofessionnels et d'accompagnement renforcé : Les opérations de levée de freins socioprofessionnels consistent à supprimer toutes sortes de barrières qui entravent l'insertion professionnelle des participants. Ces freins peuvent être liés à la santé, à la non-maîtrise de la langue française, au manque d'estime de soi, à la mobilité... 929 173,51 euros ont été programmés pour ce sous-dispositif. Les opérations d'accompagnement consistent à amener vers l'emploi les personnes éloignées de l'emploi en bâtissant un projet professionnel, à l'aide de référents. Ces opérations peuvent comporter une partie diagnostic pour détecter les problèmes de chaque participant et ainsi cibler les points sur lesquels il est nécessaire de l'accompagner pour ses démarches professionnelles. 520 688,35 euros de crédits FSE ont été programmés pour ce sous-dispositif.
- **Dispositif 13** : Mise en situation de travail des personnes éloignées de l'emploi au sein des Ateliers Chantiers. (OS 3.9.1.1).
Les ACI (Ateliers et Chantiers d'Insertion) proposent aux personnes éloignées de l'emploi une activité professionnelle adaptée, dans tous secteurs d'activité. La mise en situation de travail des participants leur permet de se rapprocher de l'emploi en acquérant des compétences professionnelles et des savoirs-être indispensables pour une réinsertion future. 260 624,24 euros ont été programmés pour ce dispositif.
- **Dispositif 15** : Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire. (OS 3.9.1.3) introduit par un avenant à la convention à la suite de crédits complémentaires.
De nombreux acteurs sociaux sont présents sur le département. L'objectif des opérations relevant de ce dispositif est de simplifier le dialogue entre ces acteurs et de coordonner leurs actions afin d'accompagner efficacement les personnes éloignées de l'emploi sur le territoire. 585 729,46 euros ont été programmés pour ce dispositif.
- **Dispositif 18** : Mise en situation de travail des personnes éloignées de l'emploi au sein des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE). (OS 3.9.1.1) introduit par un avenant à la convention pour remplacer le dispositif 13.
L'objectif des SIAE est d'accueillir et de mettre en emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Il peut exister 5 types de SIAE : les ACI, les AI (Associations Intermédiaires), les EI (Entreprises d'Insertion), les ETTI (Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion), et les Régies de quartiers. Dans le cadre de la convention de subvention globale, en dehors des ACI auxquels un dispositif est dédié plus haut, nous avons financé des opérations faisant appel à des AI. La principale différence entre un ACI et une AI est que le

premier produit des biens et services alors que la seconde met à disposition des salariés. 547 987 euros ont été programmés pour ce dispositif.

- **Dispositif 19** : Mobilisation des employeurs dans les parcours d'insertion du Cantal. (OS 3.9.1.2). Le but des actions répondant à ce dispositif est de sensibiliser, d'informer, et de conseiller les entreprises porteuses d'emplois pouvant intervenir dans le parcours d'insertion du Département. 34 708,84 euros ont été programmés pour ce dispositif.

FOCUS sur l'intervention auprès des SIAE

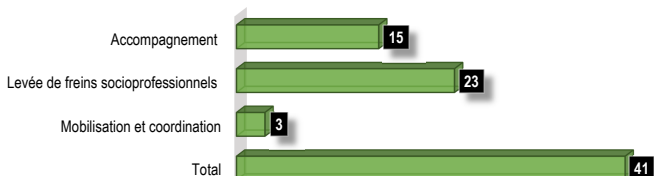
L'OI a opéré quelques modifications dans l'accompagnement de porteurs de projets, notamment des SIAE. Jusqu'en 2019, les opérations d'ACI étaient cofinancées par du FSE alloué aux porteurs de projets en mode subvention sur périmètre global (c'est-à-dire la prise en compte de toutes les dépenses et de toutes les ressources-recettes des ateliers-chantiers d'insertion). Ces opérations relevaient du dispositif 13 « Mise en situation de travail des personnes éloignées de l'emploi au sein des Ateliers Chantiers ».

En 2020, le service Emploi Insertion du Conseil départemental devient porteur de projets unique pour les opérations de mise en situation de travail avec la programmation de l'opération pluriannuelle « RASPEE » (Renforcement de l'Accompagnement Socioprofessionnel des Personnes Eloignées de l'Emploi). C'est désormais ce service qui porte un marché public pour l'accompagnement socioprofessionnel des personnes en SIAE en préservant l'accès de ces outils aux BRSA pour 40% des entrées. L'objectif était de réduire la charge administrative des opérateurs de l'IAE, intervenir dans le champ élargi des AI, préserver l'accès aux BRSA dans une période de refonte de l'accès des publics à l'IAE.

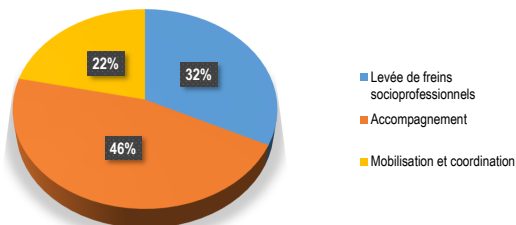
Pour des raisons de praticité et de lisibilité, les dispositifs ci-dessus seront regroupés dans cette évaluation en plusieurs « paquets » d'opérations :

- Un paquet « Levée de freins socioprofessionnels »
- Un paquet « Accompagnement » contenant les opérations d'accompagnement renforcé et de mise en situation de travail au sein des ACI et des SIAE.
- Un paquet « Mobilisation & Coordination » qui regroupe les opérations des dispositifs 15 et 19 indiqués ci-dessus.

Nombre d'opérations programmées en fonction du type



Part des crédits FSE programmés en fonction du type de projet



46 % des crédits FSE ont été programmés pour des opérations d'accompagnement, 32 % pour des opérations de levée de freins socioprofessionnels et 22 % pour des opérations de coordination de l'offre d'insertion et de mobilisation des employeurs.

Pour la période précédente, 70% des crédits FSE de la subvention globale avaient été accordés à des opérations de mise en situation de travail au sein d'ACI. En ce qui concerne la période 2018-2021, le montant FSE combiné alloué aux opérations de mise en situation de travail en ACI et en SIAE correspond seulement à 28% du montant total des crédits FSE.

Cette évolution reflète la stratégie des acteurs de l'insertion sur le territoire. L'intervention du FSE au sein de ces opérations de mise en situation de travail en SIAE ne satisfait pas à tous les enjeux. Il convient de maintenir une intervention coordonnée des politiques pour garantir la poursuite de ces opérations tout en faisant évoluer les supports de mise en situation de travail pour amener les participants vers l'emploi.

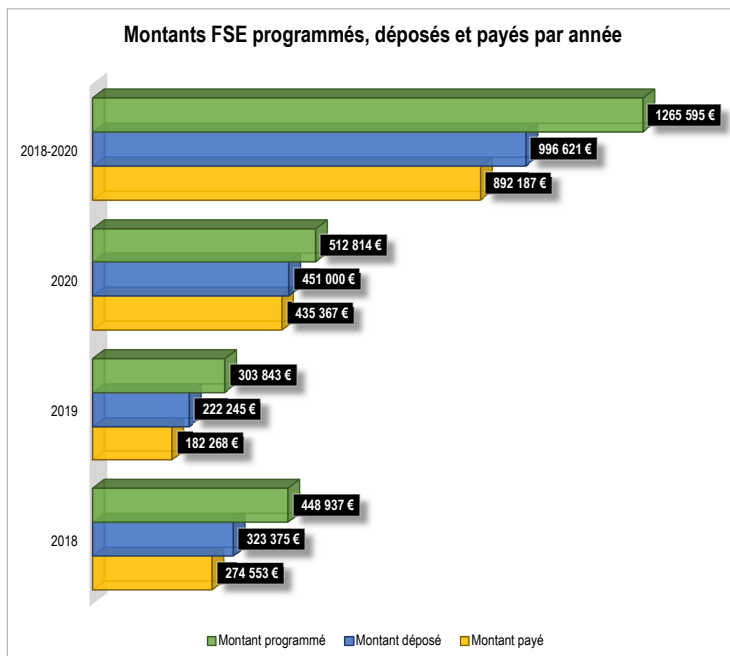
En effet, les ACI ont dû faire face à plusieurs réformes qui ne permettent plus de conduire des actions de type « occupationnelle » bien que les publics orientés cumulent des freins socioprofessionnels tels qu'il est nécessaire d'agir en premier lieu sur ces barrières afin qu'ils puissent être en mesure de se rapprocher de l'emploi.

C'est la notion de « parcours ». Le FSE, sur la période 2018-2021, a tenté d'intervenir autant que nécessaire dans chaque étape de parcours indispensable pour l'insertion des participants, de la définition de la stratégie commune des acteurs de l'insertion (élaboration du PDIE-PTIE), à travers le développement du logiciel de la DASEIL pour simplifier le partage d'informations entre ces derniers, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle à travers le financement d'opérations de levée de freins socioprofessionnels.

1.2.2 Une surprogrammation importante pour faire face aux sous-réalisations et réduire les taux de chute

Au total, 2 878 911 euros ont été programmés sur la période, ce qui représente 127 % du montant de la subvention globale, qui s'élève à 2 272 524,66 euros. Ce taux de programmation est élevé et reflète la volonté de l'OI d'anticiper les sous-réalisations qui peuvent résulter de certaines opérations et utiliser de façon optimale les crédits européens qui lui ont été alloués.

Des sous-réalisations peuvent apparaître puisque les dépenses et les ressources des opérations sont estimées tout au début de l'opération, lors de la programmation. Il est courant que les porteurs de projet surestiment les dépenses et sous-estiment les ressources, ce qui a pour conséquence de gonfler l'intervention FSE en programmation. Or, au moment de la réalisation et lors du dossier de paiement, ces estimations induisent une moindre intervention du FSE, qu'il convient d'anticiper pour une utilisation optimale des crédits FSE.



Le taux de chute entre la programmation et le paiement pour la période 2018-2020 (hors opérations pluriannuelles 2020-2021 car n'ayant pas fait l'objet d'un dépôt d'un dossier de paiement) s'établit à 29,5% (contre 30,56 % pour la période 2014-2017). Bien que ce taux corresponde à 373 407,66 euros, la surprogrammation des crédits FSE est contrebalancée par les sous-réalisations.

À noter, le taux de chute entre la programmation et le réalisé présenté au moment du bilan par le bénéficiaire est de 21,25% (surestimation des dépenses et sous-estimation des recettes au moment du dépôt de la subvention). Ainsi, le taux de chute entre le dépôt du bilan et le paiement est seulement de 10,48% contre 17,6% pour la période précédente. Cela peut s'expliquer par le fait que les porteurs de projets intègrent mieux le processus d'audit. Au fur et à mesure des opérations, à force d'expériences, ces derniers montrent plus de rigueur dans le montage de leurs dossiers et apportent notamment davantage de vigilance concernant l'éligibilité des participants et les pièces de réalisation à fournir.

1.2.3 Une convention FSE répondant prioritairement au principe d'égalité des chances et non-discrimination

Tous ces dispositifs doivent répondre à des principes horizontaux, attachés à la stratégie de développement durable menée par l'Union Européenne :

- **Égalité des chances et non-discrimination** : les personnes chargées de l'encadrement des opérations doivent tenir compte des éventuelles discriminations auxquelles sont confrontés les participants et lutter contre celles-ci. C'est le principe même du FSE et l'essence de l'action sociale.
- **Égalité entre les hommes et les femmes** : le Conseil de l'UE demande que des mesures soient prises pour « combler les écarts entre les femmes et les hommes et lutter contre la ségrégation sexuelle sur le marché du travail ». Dans le cadre de l'Axe 3 du PON, cet objectif se traduit par la mise en œuvre d'actions d'accompagnement renforcé des femmes, notamment à travers des mesures facilitant leur mobilité et la garde d'enfants.
- **Prise en compte du volet environnemental du développement durable** : enjeu majeur depuis plusieurs décennies, la protection de l'environnement doit se retrouver dans les projets cofinancés par le FSE, à travers l'utilisation raisonnée des ressources, une meilleure gestion des déchets, la préservation de la biodiversité...

	Egalité entre les hommes et les femmes	Egalité des chances et non-discrimination	Volet environnemental du développement durable
Prise en compte spécifique	13,5%	81%	3%
Prise en compte transversale	81%	19%	54%
Non prise en compte	5,5%	0%	43%
Total prise en compte	94,5%	100%	57%

Le tableau ci-dessus présente la manière dont sont pris en compte les principes horizontaux européens dans les opérations.

Le principe d'égalité des chances et de non-discrimination est pris en compte de manière spécifique dans 81% des opérations : cela s'explique car les participants aux actions sont des personnes en situation d'exclusion, éloignées de l'emploi. Les opérations s'appuient sur le principe de non-discrimination, en offrant le même parcours à tous les bénéficiaires, quels que soient leurs statuts, origines...

L'objectif d'égalité entre les hommes et les femmes est traduit de manière transversale dans 81% des opérations. En effet, la plupart des opérations offrent un accompagnement à toutes les personnes quel que soit leur sexe, avec parfois des mesures mises en œuvre pour faciliter le parcours des femmes.

En revanche, 43 % des projets n'ont pas de finalité particulière liée au volet environnemental du développement durable. Il conviendrait que le volet environnemental soit plus intégré dans les opérations 2021-2027 conformément aux orientations politiques de la Commission européenne (Green Deal) et de considérer également le développement durable dans toutes ces composantes.

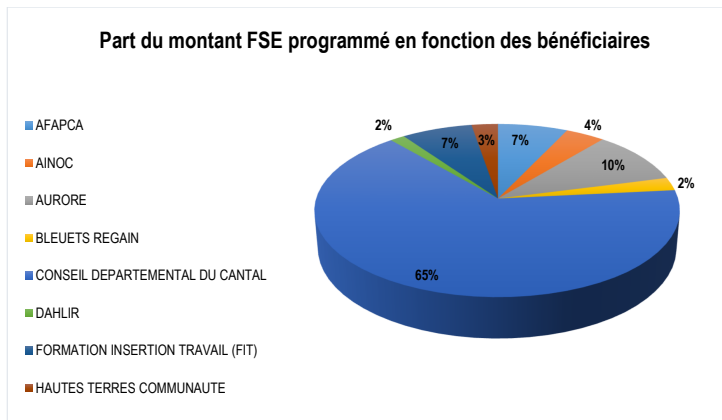
1.3 Un taux d'intervention du FSE en forte hausse

1.3.1 Des bénéficiaires récurrents

8 porteurs de projets différents ont bénéficié de crédits FSE. Certains opérateurs, présents dans la SG1, n'ont pas bénéficié de financement FSE dans la SG2 : ACART (2015), AICV (2017), DISPOSERVICES (2017), ECEC (ACI Petites Mains). Les projets portés par l'association Bleuets Regains ont été cofinancés en 2018, mais celle-ci a cessé son activité au cours de la programmation.

A l'inverse, de nouveaux opérateurs sont apparus : DAHLIR et AURORE, deux opérateurs associatifs qui portent des actions de levée de freins socioprofessionnels mais également des opérations d'accompagnement renforcé.

Enfin, le Conseil départemental du Cantal, à travers essentiellement le service Emploi Insertion est devenu le principal bénéficiaire des crédits FSE.



65% des opérations sont des opérations internes, ce qui représente un montant de 1 880 319,98 euros. Cela peut en partie s'expliquer puisqu'à partir de 2020, le SEI est devenu le seul porteur de projet pour les opérations de mise en situation de travail, les structures comme AINOC ou Hautes Terres Communauté, par exemple, devenant des prestataires.

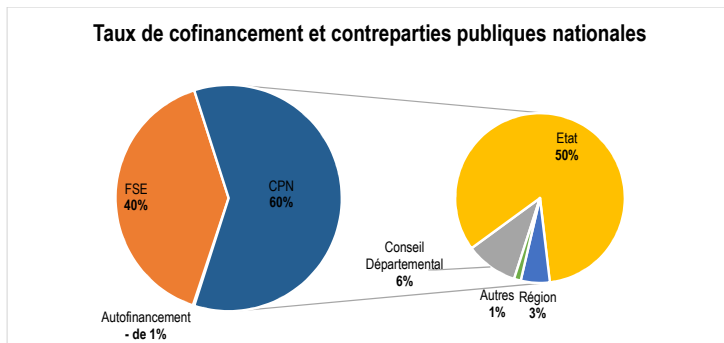
1.3.2 Le Conseil départemental, de principal cofinanceur à principal bénéficiaire

La part du FSE a considérablement augmenté, passant de 21 % en moyenne sur la période précédente à environ 40 % pour la période 18-21. Inversement, la part de la contribution publique a nettement diminué (76% sur 14-17 contre 60% sur 18-21). Nous constatons ainsi une substitution des contreparties publiques nationales par l'intervention FSE sur cette période.

En effet, lors de cette subvention globale, une partie importante du FSE s'est concentrée sur des opérations de levée de freins socioprofessionnels, qui appellent à un taux de cofinancement FSE plus élevé que les opérations d'accompagnement, et particulièrement les opérations de mise en situation de travail des participants, qui bénéficient d'importantes subventions de l'État.

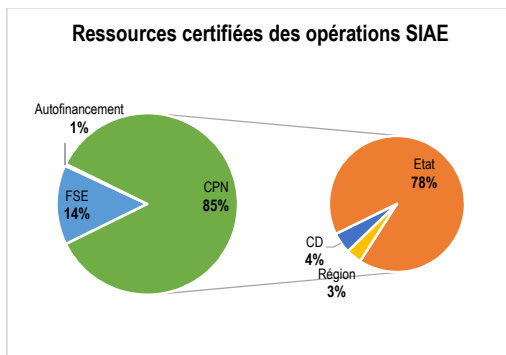
Ce dernier, à travers la DIRECCTE et la DDSCSP, finance en moyenne 50% des opérations qui ont été certifiées, une part semblable à celle de la première subvention globale. Il participe en grande majorité au financement des opérations de mise en situation de travail au sein d'ACI (78% en moyenne du coût

total de ces opérations). Cela s'explique puisque, dans le cadre de ces opérations, les participants sont rémunérés : la majeure partie de ce salaire est subventionnée par l'État.



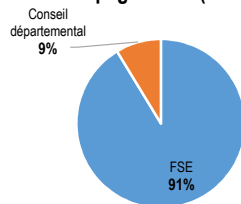
En revanche, le Conseil départemental a vu sa contribution aux opérations nettement diminuer, passant de 20 à 6% seulement : le CD avait participé à hauteur de plus de 800 000 euros pour les opérations 2014-2017, contre moins de 135 000 euros pour les opérations 2018-2021.

Nous pouvons nous interroger sur ce chiffre qui apparaît comme très faible, alors même que l'insertion est une compétence phare du Département et que celui-ci doit jouer un rôle déterminant pour accompagner vers l'emploi les personnes très éloignées de l'emploi. Il convient néanmoins de nuancer ce chiffre, puisque le Département agit de plus en plus comme bénéficiaire des crédits FSE. L'impact du FSE dans les politiques d'insertion du Cantal sera traité ultérieurement.

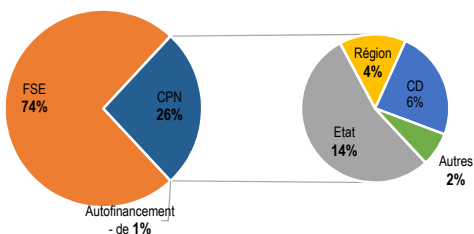


Concernant les opérations de mise en situation de travail ACI, c'est l'État qui est le premier financeur (environ 78%), avec un faible taux de cofinancement FSE (14% seulement).

Ressources certifiées des opérations d'accompagnement (hors SIAE)

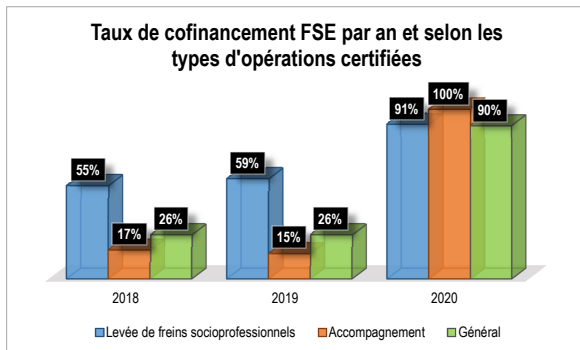


Ressources certifiées des opérations levée de freins



Nous pouvons remarquer qu'une part importante des ressources des opérations de levée de freins sociaux et des opérations d'accompagnement (hors SIAE) correspond à des crédits FSE (respectivement 74% et 91%).

1.3.3 Une intervention massive du FSE dès 2020

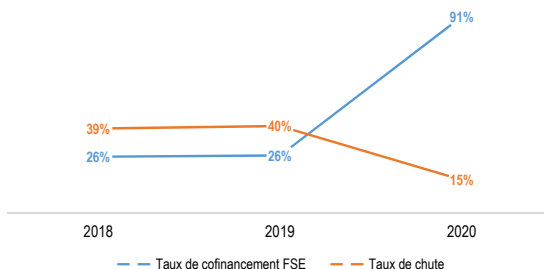


Sur l'ensemble des opérations financées durant la subvention globale, l'OI est tenu de respecter un taux de cofinancement FSE moyen de maximum 60%.

La stratégie du Département est d'intervenir avec des taux de cofinancement plutôt faibles en début de programmation, pour ensuite avoir des marges de manœuvre plus larges en fin de programmation. Cette stratégie s'est avérée payante pour la période 2018-2021 puisque l'OI a pu intervenir à 100% auprès de plusieurs opérations en 2020, qu'elles soient internes ou externes.

Des taux d'interventions faibles du FSE ont pu être pratiqués en début de programmation grâce à des contreparties nationales importantes qui ont permis de financer certaines actions, comme les opérations de mise en situation de travail au sein d'ACI. De plus, le faible montant de l'enveloppe de démarrage accordée à l'OI ne permettait pas une forte intervention du FSE en début de programmation.

Taux de cofinancement et taux de chute par année



Les opérations de mise en situation de travail au sein d'ACI/SIAE se sont déroulées en 2018 et 2019 par Bleuets Regain, AINOC et Hautes Terres Communauté. L'opération RASPEE portée par le Département et évoquée plus haut, est pluriannuelle et s'est déroulée sur les années 2020 et 2021. Ainsi, au moment de l'évaluation, le CSF n'a pas encore été réalisé pour cette opération. De ce fait, elle n'apparaît pas sur ce graphique.

Les opérations de mise en situation de travail au sein d'ACI bénéficient largement de contreparties nationales, par subvention de l'État ou du Conseil départemental. Or, ces subventions sont fixées avant la réalisation de l'opération et elles ne peuvent être réajustées en fonction du coût total de l'opération une fois celle-ci réalisée. De ce fait, si le coût total effectif de l'opération est inférieur au coût total programmé (ce qui arrive fréquemment pour cause de sous-réalisations), les contreparties nationales étant d'ores et déjà déterminées, c'est la part du FSE qui doit être revue à la baisse.

De plus, en 2020, le taux de cofinancement FSE moyen approche 90% (cf. le tableau présentant les taux de cofinancement par année), ce qui laisse en réalité peu de place pour des contreparties nationales fixes.

2. REALISATIONS ET RESULTATS DE LA SUBVENTION GLOBALE FSE 2018-2021

Il convient de préciser que les informations présentées ci-dessous concernent les participants de l'ensemble des opérations, à l'exception des dossiers en cours 2022 concernant l'enveloppe REACT UE.

Les conditions de l'étude ne permettent pas d'étudier un groupe contrefactuel, autre que les bénéficiaires de l'opération. Une situation contrefactuelle est utilisée pour mesurer la causalité entre la mise en œuvre d'une opération et les résultats et non pas la seule corrélation. En bref, un groupe contrefactuel est utilisé pour répondre à la question « Quelles auraient été les situations des bénéficiaires s'ils n'avaient pas été accompagnés par l'opération ? » ou « Est-ce qu'une personne qui est aujourd'hui rentrée dans l'emploi l'aurait été également sans l'aide de l'opération ? ». Il s'agit donc de mesurer l'impact réel d'une opération en ôtant les effets des facteurs exogènes.

Dans notre cas, le groupe contrefactuel aurait dû se composer d'individus similaires aux bénéficiaires des opérations financées par le FSE mais qui n'auraient pas intégré une opération cofinancée FSE. Ce seraient des personnes éloignées de l'emploi, chômeurs ou inactifs essentiellement. Néanmoins, nous pouvons aisément faire l'hypothèse que ce biais est minime et n'entraînera pas de surestimation de l'impact des opérations, puisque les participants étudiés sont des personnes éloignées de l'emploi, dont les probabilités de retrouver rapidement un emploi, sans assistance, sont considérées comme faibles.

2.1. Des indicateurs de réalisation largement atteints

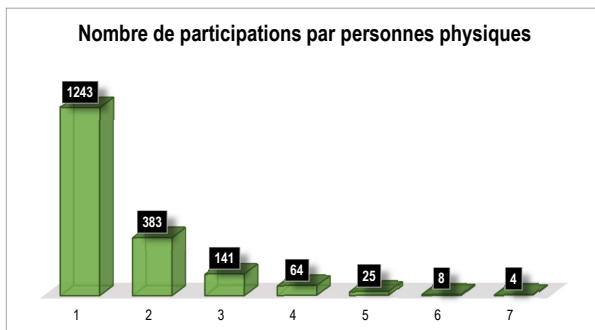
2 indicateurs communs de réalisation ont été prévus dans la convention de subvention globale 2018-2021. Initialement, les cibles à atteindre étaient 600 participants chômeurs et 612 participants inactifs. Puis, ont été prévues par l'avenant 2 à la convention les cibles de 700 participants chômeurs et 1200 participants inactifs.

Cibles de performance Convention FSE 2018-2020	Convention – décembre 2017	Avenant 1 – janvier 2019	Avenant 2 – janvier 2021
Inactifs	612	800	1 200
Chômeurs	600	700	700

Les opérations sur la période 2018-2021 ont touché 970 participants chômeurs et 1301 inactifs, soit respectivement 139 % et 108 % des engagements pris lors du 2^{ème} avenant à la convention de subvention globale 2018-2021. L'OI, de par sa stratégie de surprogrammation, a largement atteint les objectifs conventionnés.

2.1.1 Le cumul d'opération pour faciliter le retour à l'emploi

Une personne peut participer à plusieurs opérations. À chaque opération, elle est comptabilisée comme un participant. De ce fait, il y a plus de participants que de personnes physiques. Au total, les opérations réalisées ont touché **2 889 participants**, qui correspondent en réalité à **1 868 personnes physiques**.



1 243 personnes physiques ont participé à une seule opération, soit les deux tiers des personnes accompagnées. Pour l'autre tiers, elles ont pu participer à plusieurs opérations allant jusqu'à 7 opérations distinctes en simultané et sur plusieurs années civiles. Les personnes physiques bénéficient soit d'opérations de type « accompagnement » soit d'opérations de type « levée des freins socioprofessionnels », répartis comme suit :

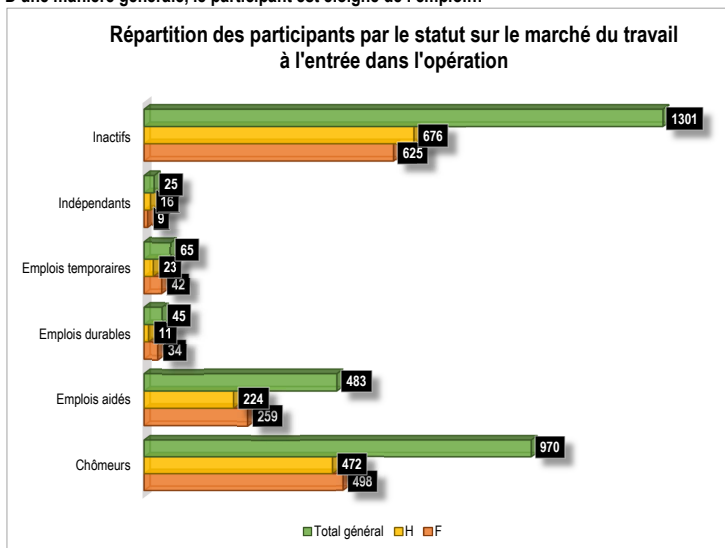
Type d'opération	Nombre de personnes
Levée de freins socioprofessionnels	272
Accompagnement	58
Les 2	295

272 personnes ont participé à plusieurs opérations mais uniquement de type « levée de freins socioprofessionnels ». 58 personnes ont participé à plusieurs opérations mais uniquement de type « accompagnement ». Et 295 personnes ont participé plusieurs fois à des types d'opérations différents. Il est à souligner que, pour les personnes les plus éloignées de l'emploi, la possibilité de participer à plusieurs opérations simultanées et/ou consécutives améliore les chances d'un retour à l'emploi.

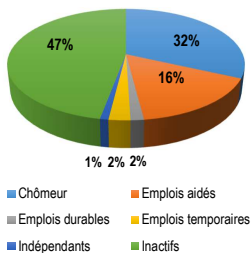
2.1.2 Le profil-type du participant

À partir des données récoltées, nous pouvons réaliser un portrait-robot d'un participant à une opération cofinancée par le FSE.

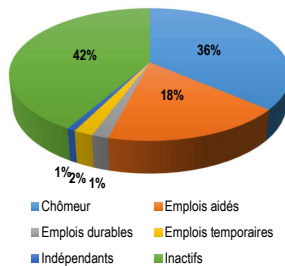
D'une manière générale, le participant est éloigné de l'emploi...



Levée de freins socioprofessionnels

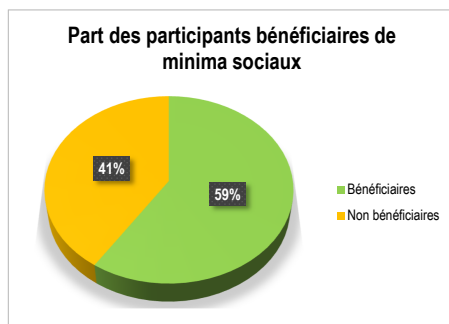


Accompagnement



A l'entrée dans l'opération, 970 participants sont chômeurs (33%), 1301 sont inactifs (45%) et 483 exercent un emploi aidé (17%). 65 exercent un emploi temporaire (intérim ou CDD de -de 6 mois, 2%) 45 participants exercent un emploi durable (CDI ou CDD de + de 6 mois, 2%), et 25 exercent une activité d'indépendant (1 %).

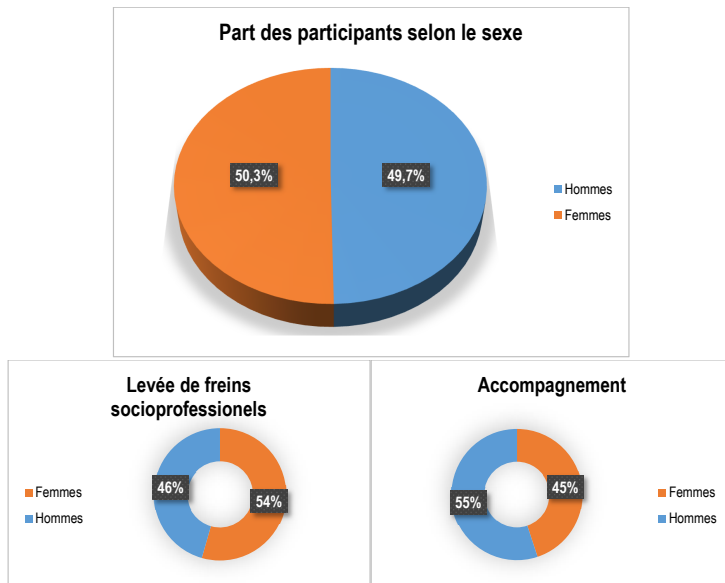
...et bénéficiaire des minima sociaux.



Les personnes éloignées de l'emploi peuvent prétendre, selon certains critères, à différents minima sociaux :

- le Revenu de Solidarité Active (RSA),
- l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH),
- l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS).

Il existe une parité dans le genre des participants.

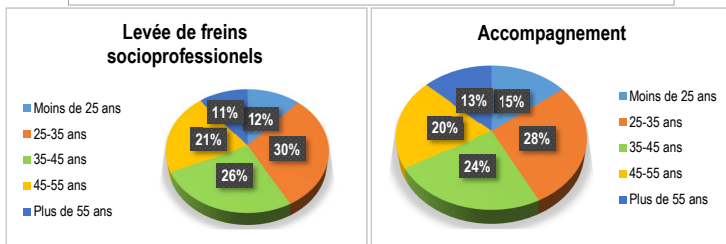
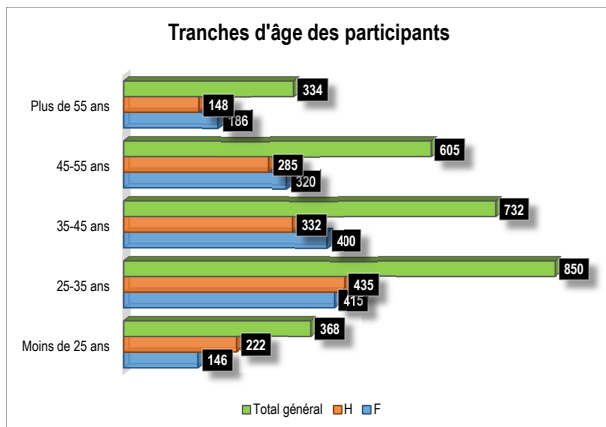


Les opérations de levée de freins socioprofessionnels comportent généralement plus de femmes. C'est le cas inverse pour les opérations d'accompagnement.

Aujourd'hui, les femmes rencontrent encore en moyenne plus de freins à l'emploi que les hommes, en particulier dans les territoires ruraux et isolés. Cela peut expliquer le nombre plus important de femmes présentes dans les opérations de levée de freins socioprofessionnels. De nombreuses études prouvent que ce sont les femmes qui ont des enfants qui sont le plus éloignées de l'emploi, dont un des freins les plus importants pour elles est la garde d'enfants. Or, aucune action n'est actuellement prévue dans le Cantal pour lever ce frein spécifique.

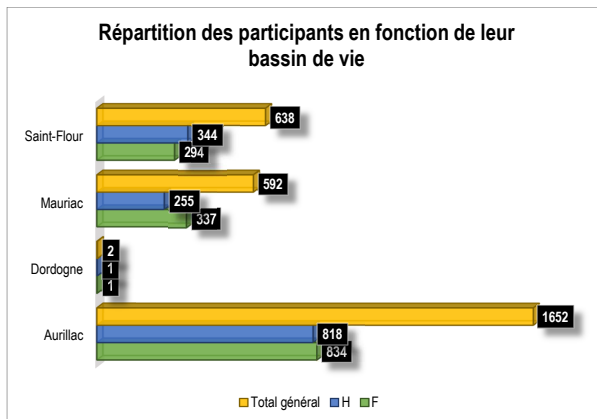
Il apparaît indispensable de mettre en place ce type d'opération sur notre territoire afin de lever des barrières à l'emploi inhérentes aux femmes. Cela permettrait également de répondre à une des priorités transversales fixées par l'UE qui est de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes.

Le participant-type est âgé en moyenne de 39 ans.



On retrouve légèrement plus de femmes chez les participants les plus âgés (plus de 35 ans), et un peu plus d'hommes dans les participants les plus jeunes (moins de 35 ans). Néanmoins, la moyenne d'âge des hommes et des femmes reste quasiment la même : 40 ans pour les femmes et 38 ans pour les hommes.

Le participant vit plutôt sur le bassin d'Aurillac.

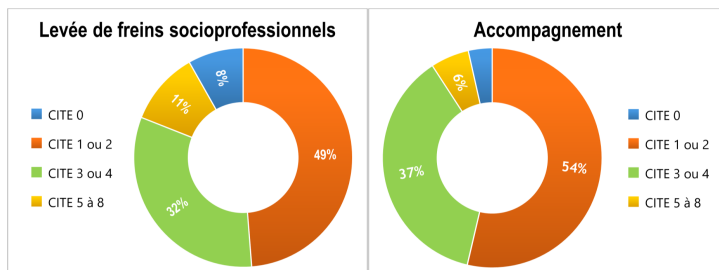
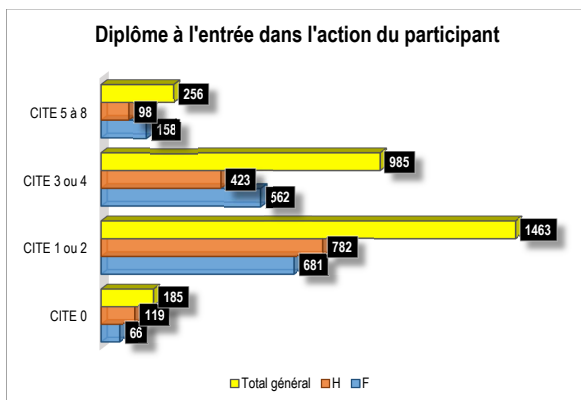


À noter : ce graphique n'intègre pas les opérations cofinancées par le FSE mis en œuvre par le PLIE CABA.

Plus de la moitié des participants vivent dans le bassin d'Aurillac. En comparaison au nombre d'habitants des différents arrondissements du Cantal, Aurillac et Mauriac sont légèrement surreprésentés par rapport à l'arrondissement de Saint-Flour. Cependant, cela n'apparaît pas comme une anomalie puisqu'en observant les données concernant l'emploi dans le Cantal, il ressort que l'arrondissement de Saint-Flour présente des taux de chômage et d'inactivité plus faibles que les deux autres arrondissements du territoire.

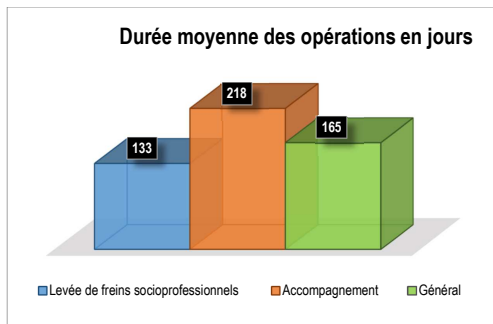
Des habitants de 187 communes du Cantal ont participé à au moins une opération, sur les 246 communes du territoire, soit 75 % d'entre elles.

Il est la plupart du temps peu diplômé et n'a pas poursuivi sa scolarité après l'école primaire ou le collège (CITE 0 – 1 – 2).



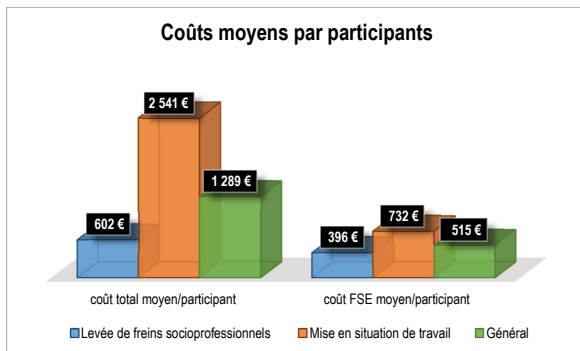
Les femmes sont légèrement plus diplômées que les hommes, ces derniers représentant les 2/3 des participants n'ayant reçu qu'une éducation primaire. De manière générale, les participants aux opérations sont très faiblement diplômés, ce qui constitue un véritable frein à l'emploi ; il apparaît nécessaire de les accompagner via ces opérations cofinancées par le FSE.

Il participe en moyenne 165 jours à l'opération. Pour les personnes cumulant les opérations, elles peuvent s'étaler sur plusieurs années.



Les opérations d'accompagnement durent en moyenne 218 jours, soit environ 3 mois de plus que les opérations de levée de freins socioprofessionnels. En moyenne, une opération comporte 85 participants, quel que soit le type de projet.

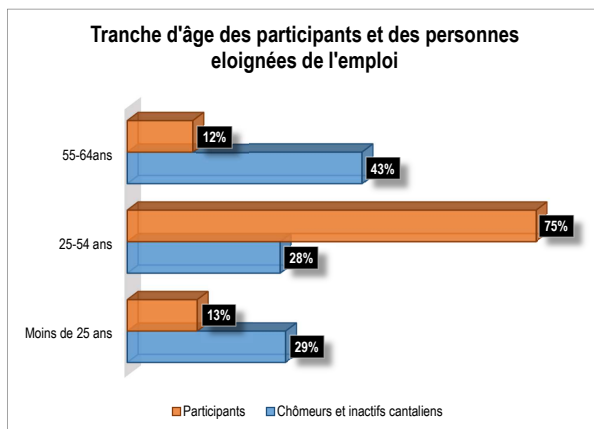
Sa participation équivaut à 515 euros de crédits FSE.



Les opérations de levée de freins socioprofessionnels ont un coût total unitaire² de 570 euros, environ quatre fois moins élevé que les actions d'accompagnement. On peut remarquer qu'une grande partie du coût unitaire des opérations de mise en situation de travail n'est pas financée par le FSE, comme expliqué précédemment.

² Les coûts unitaires ont été calculées à partir des montants certifiés des opérations.

Ce portrait-robot est plutôt ressemblant au profil-type du chômeur cantalien réalisé par Pôle emploi : il s'agit en moyenne le plus souvent d'une femme, âgée de 30 à 50 ans. Le niveau de diplôme est légèrement plus élevé que les participants aux opérations cofinancées par le FSE, puisque le chômeur-type du Cantal a le plus souvent un niveau de formation CAP/BEP, ce qui correspond à un niveau CITE 3.



En revanche, si la tranche d'âge des 25-54 ans est la plus représentée chez les participants aux opérations FSE, cela ne décrit pas réellement le profil des personnes éloignées de l'emploi dans le Cantal. En effet, selon les chiffres de l'INSEE, les jeunes (moins de 25 ans) et les personnes plus âgées (plus de 55 ans) composent 72% des chômeurs et inactifs du département. Or, ces deux catégories de personnes sont largement sous-représentées dans les opérations : seulement 13 % des participants ont moins de 25 ans, et 12% plus de 55 ans. Il apparaît indispensable que les crédits FSE se concentrent en partie sur ces catégories de la population, les plus touchées par l'exclusion professionnelle.

2.2 Des résultats très positifs à l'issue des opérations

Les informations ci-dessous ont été renseignées par les porteurs de projet à la sortie immédiate des participants aux opérations, c'est-à-dire entre le moment où le participant quitte l'opération et la 4^{ème} semaine qui suit l'évènement. Par exemple, si un participant sort sans emploi le 1^{er} juin et qu'il retrouve un emploi le 20 juin, on considérera le statut du participant à la sortie de l'opération comme « en emploi ».

Une sortie est positive pour un participant lorsque sa situation à la sortie de l'opération s'est améliorée. Si nous prenons l'exemple d'un participant inactif à l'entrée dans l'opération, sa situation s'améliore si, après l'opération, il a un statut de chômeur, s'il suit une formation ou des études, s'il est en emploi aidé, temporaire ou durable, ou bien s'il acquiert un statut d'indépendant.

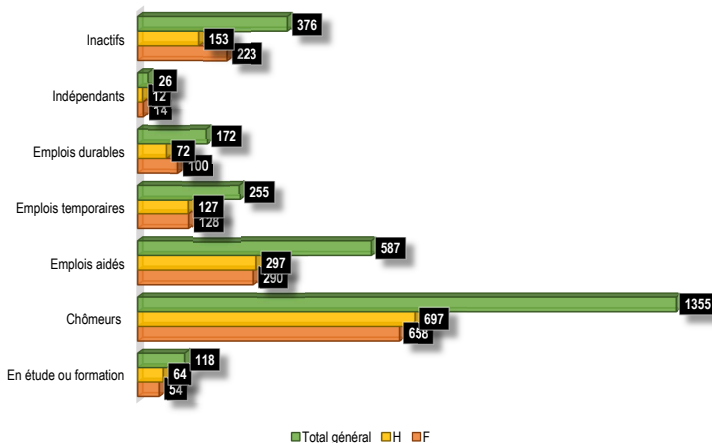
A l'inverse, une sortie est négative pour un participant lorsque sa situation à la sortie de l'opération s'est détériorée. Par exemple, la situation d'un chômeur à l'entrée dans l'opération se détériore s'il sort de l'opération en situation d'inactivité. Une matrice sur l'amélioration de la situation sur le marché du travail a été utilisée et se trouve en annexe.

2.2.1 Une baisse significative du nombre d'inactifs

En moyenne, 15 % des participants ont quitté l'opération avant le terme prévu (24% pour les opérations d'accompagnement et 10 % pour les opérations de levée de freins socioprofessionnels). Le plus souvent, les participants abandonnent l'opération après avoir trouvé un emploi, un stage ou une formation (29%), en raison de problèmes de santé (19%) ou pour d'autres motifs, par exemple un déménagement (50 %).

Les opérations ont permis un grand nombre de changements dans les statuts des participants à la sortie. Les participants âgés de 25 à 35 ans sont ceux qui trouvent le plus souvent un emploi ou une formation au cours de l'opération, et les personnes de plus de 55 ans sont celles qui sont le plus souvent confrontées à des problèmes de santé.

Répartition des participants par le statut sur le marché du travail à la sortie de l'opération



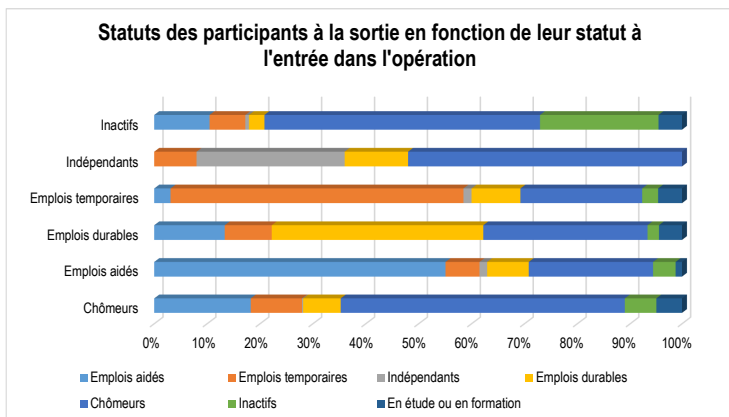
Tout d'abord, le nombre total d'inactifs a considérablement diminué à la suite des opérations, passant de 1 301 à seulement 376 participants, soit une baisse de plus de 70%. Cette baisse du nombre d'inactifs s'accompagne d'une hausse importante du nombre de chômeurs : 970 contre 1 355 à la sortie des opérations, soit une augmentation d'environ 40%.

Cette situation peut s'expliquer grâce aux effets bénéfiques des opérations. C'est notamment le cas des actions de levée de freins socioprofessionnels, qui ont permis d'accompagner les participants, que ce soit à travers des ateliers de recherche d'emploi, d'aide à la production d'un CV, mais également grâce à la réduction voire suppression de tous obstacles entravant la recherche, qu'ils soient liés à la santé, à la mobilité etc.

À la sortie, 1 014 personnes sont en emploi, contre 593 à l'entrée, ce qui correspond à une hausse de plus de 70 %. Il convient cependant de nuancer ce chiffre, puisque la majorité des emplois sont des emplois aidés (587), qui ne sont pas le reflet d'une intégration parfaite des participants dans le marché du travail. Néanmoins, le nombre de participants en emploi durable a plus que triplé sur la période évaluée, passant de 45 seulement à 172 à la sortie.

Statut	nombre à l'entrée	nombre à la sortie
Inactifs	1301	376
Indépendants	25	26
Emplois temporaires	65	255
Emplois durables	45	172
Emplois aidés	483	587
Chômeurs	970	1355
En étude ou en formation	-	118

Le tableau ci-dessus permet la comparaison des statuts des participants à l'entrée et à la sortie des opérations.



Parmi les participants inactifs à l'entrée de l'opération, 23 % sont toujours inactifs, 10% sont en emploi aidé, 7% en emploi temporaire, 1% obtiennent le statut d'indépendant, 3% sont en emplois durables, 52 % sont chômeurs et 5% sont en étude ou en formation à la sortie de l'opération.

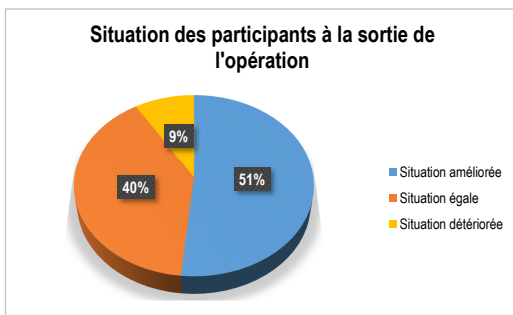
Nous pouvons remarquer que plus de la moitié des inactifs à l'entrée dans l'opération sont désormais en recherche d'emploi. De même, 40 % des chômeurs avant l'opération sont maintenant en emploi ou suivent une formation.

Il convient de préciser que même si tous les participants ne sont pas en emploi à la sortie des opérations, cela ne signifie pas que celles-ci ont été inefficaces.

En effet, certains participants ont des freins socioprofessionnels tels qu'il est nécessaire d'effectuer plusieurs étapes pour parvenir à les lever. On les appelle « étapes de parcours ». Il est possible d'utiliser la métaphore d'un escalier pour expliquer la situation de certains participants. Chaque marche franchie correspond à une étape de parcours, et en haut de l'escalier se trouve l'emploi. Les escaliers sont plus ou moins longs en fonction des participants.

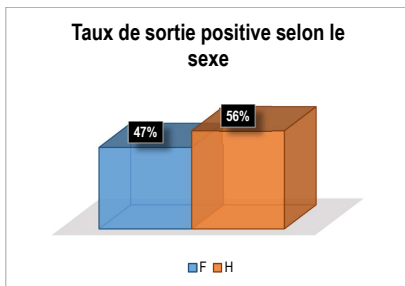
Par exemple, l'opération « apprendre le français pour l'intégration dans le Cantal », portée par l'association FIT (Formation Insertion Travail), permet aux réfugiés présents dans le Cantal d'améliorer leur maîtrise de la langue française. Cela constitue une étape de parcours primordiale pour permettre aux participants de se lancer dans des démarches de recherche d'emploi.

2.2.2 Des sorties positives pour plus de la moitié des participants

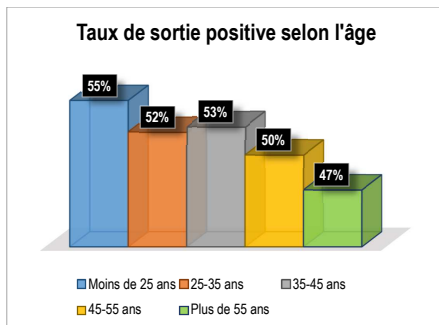


Lors de cette subvention globale, la moitié des participants ont vu leur situation s'améliorer au terme de l'opération. Pour 40 % des participants, la situation est restée inchangée, et pour 9 % elle s'est détériorée. Le taux de sortie positive diffère en fonction de certaines caractéristiques. Tout d'abord, en fonction du profil du participant :

Les hommes ont plus de chances que les femmes de voir leur situation s'améliorer.



Plus une personne est jeune, plus sa situation est susceptible d'être améliorée à l'issue de l'opération.

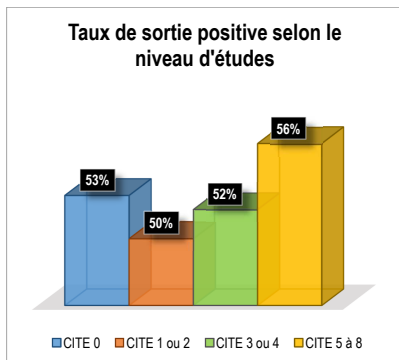


Sexe	Age	Taux de sortie positive
Femmes	Moins de 25 ans	56%
	25-35 ans	46%
	35-45 ans	48%
	45-55 ans	45%
	Plus de 55 ans	42%
Hommes	Moins de 25 ans	54%
	25-35 ans	58%
	35-45 ans	58%
	45-55 ans	56%
	Plus de 55 ans	53%

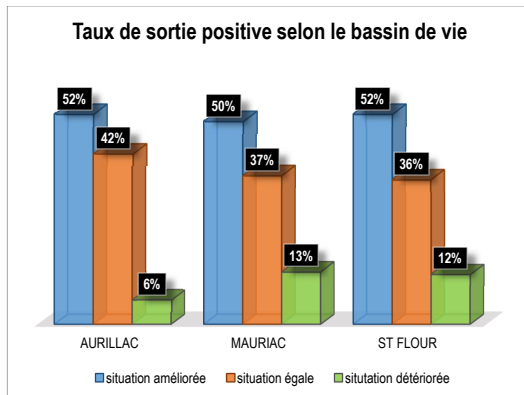
Taux de sortie positive selon l'âge et le sexe des participants

Si nous tenons compte du sexe et de l'âge des participants, les résultats ne sont pas homogènes : les hommes âgés de 25 à 35 ans ont un taux de sortie positive de 58 %, contre seulement 42 % pour les femmes de plus de 55 ans.

Le participant-type pour qui l'opération a été bénéfique est une personne plutôt diplômée.

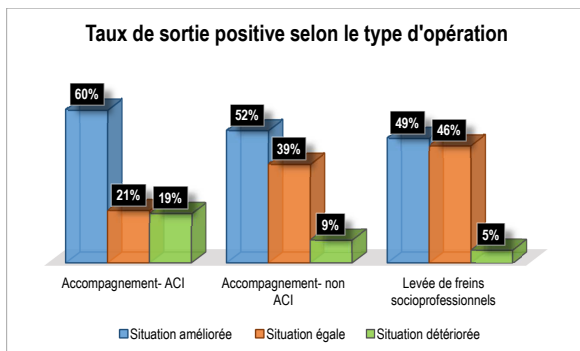


Un participant qui réside dans le bassin de vie de Saint-Flour ou de Mauriac a deux fois plus de chances de voir sa situation se dégrader.



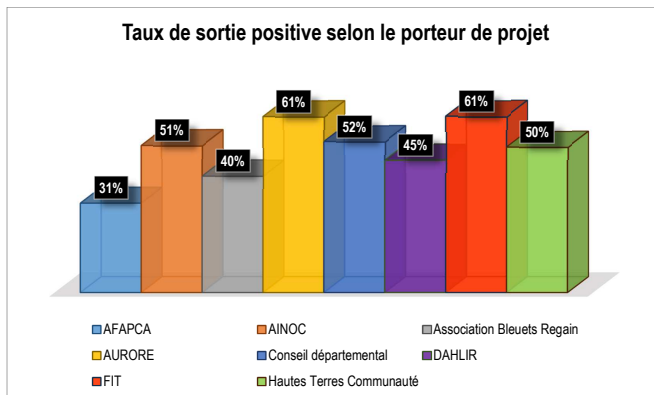
Les taux de sorties positives diffèrent également en fonction des caractéristiques de l'opération :

Les opérations d'accompagnement, et plus précisément de mise en situation de travail au sein d'ACI, sont les opérations qui affichent le meilleur taux de sortie positive.

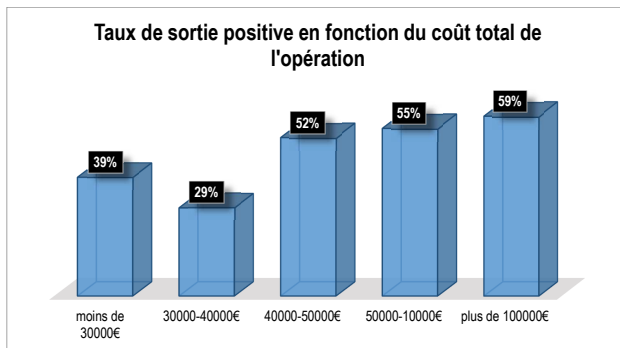


Si en moyenne la situation s'est améliorée pour plus de la moitié des participants, les cas de situations détériorées sont plus présents pour les actions d'accompagnement et en particulier pour les opérations de mise en situation de travail au sein d'ACI ou SIAE. Dans 80 % des cas de situation détériorée pour les opérations ACI, le participant est entré dans l'action avec un statut d'emploi aidé, et en est sorti chômeur ou inactif. Néanmoins, il faut nuancer ce résultat puisque plus de la moitié de ses participants bénéficient de sorties positives.

Les taux de sortie positive diffèrent également selon le porteur de l'opération.

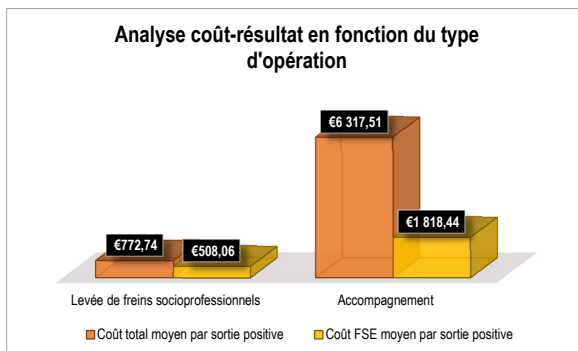


Le coût des opérations³ semble avoir un impact réel sur le taux de sortie positive.



Les opérations ayant un coût total supérieur à 100 000 euros engendrent un taux de sortie positive de 59 % en moyenne, contre moins de 35 % seulement pour les opérations dont le coût total ne dépasse pas les 40 000 euros.

En moyenne, le coût total pour une sortie positive d'une opération d'accompagnement est supérieur à 6 000 euros, contre moins de 800 euros pour une opération de levée de freins socioprofessionnels.

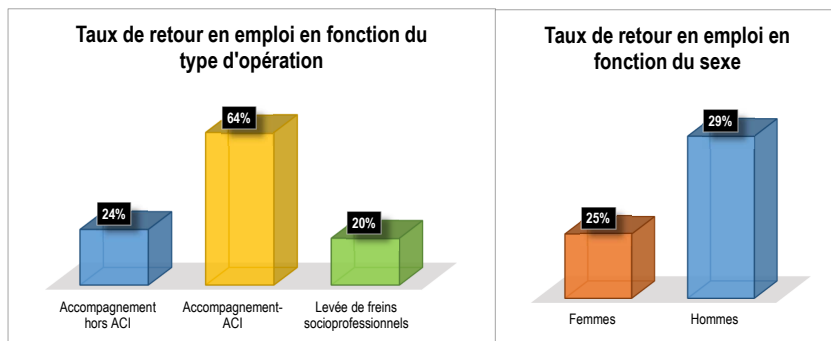


Le coût FSE moyen s'élève quant à lui à 1 800 euros pour une sortie positive d'une opération d'accompagnement, contre 500 euros pour une opération de levée de freins.

³ Ce calcul a été réalisé uniquement en tenant compte des opérations certifiées.

2.2.3 Focus sur un taux de retour en emploi encourageant

Le taux de retour en emploi pour les participants aux opérations de cette subvention globale est de 27%. Il est calculé de la manière suivante : la situation d'un participant est considérée comme un retour à l'emploi lorsque celui-ci était inactif ou chômeur à l'entrée dans l'opération et en ressort en emploi aidé, temporaire, durable ou exerçant une activité d'indépendant.



Nous pouvons remarquer que les taux de retour en emploi sont disparates en fonction du type d'opération et du sexe du participant.

En effet, 64% des participants chômeurs ou inactifs à l'entrée dans l'opération de mise en situation de travail ressortent de l'opération en emploi, contre 20 % pour les participants aux opérations de levée de freins socioprofessionnels. Ceci est à considérer par le fait que les personnes orientées vers les ACI sont théoriquement plus proches de l'emploi que les personnes bénéficiant d'autres accompagnements.

De plus, en moyenne 29 % des hommes trouvent un emploi après une opération, contre 25% des femmes.

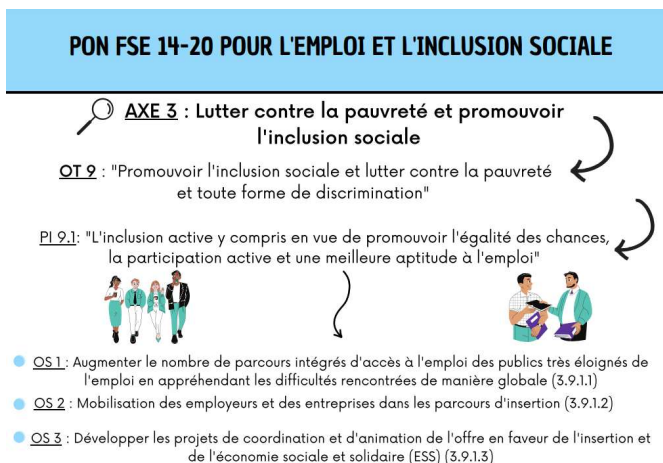
3. LE POIDS DU FSE DANS LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE D'INSERTION

3.1 La complémentarité du FSE et des politiques présentes sur le territoire

Chef de file des politiques d'insertion, le Conseil départemental est responsable de la coordination des acteurs dans le domaine social sur son territoire, et doit élaborer un Programme Départemental d'Insertion définissant la politique d'accompagnement social et professionnel. Il recense les besoins et l'offre locale en matière d'insertion et planifie les actions correspondantes. Il doit également assurer l'accompagnement des bénéficiaires du RSA pour une meilleure insertion socioprofessionnelle ou professionnelle. C'est à ce titre que le Département gère en tant qu'OI l'enveloppe FSE qui lui est déléguée.

3.1.1 Rappel des objectifs de l'Axe 3 du PON

L'action du Conseil départemental du Cantal en tant qu'Organisme intermédiaire se base sur le Programme Opérationnel National (PON) du Fonds Social Européen pour l'Emploi et l'Inclusion sociale 2014-2020. Il intervient plus particulièrement sur l'Axe prioritaire 3 « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion », dont la déclinaison est la suivante :



A partir de cette liste d'objectifs spécifiques (OS), l'OI a défini les dispositifs qui ont été évoqués dans la première partie de l'évaluation (1.2.3) et qui permettent la mise en œuvre des opérations cofinancées par le FSE.

La politique du FSE doit se conjuguer avec d'autres politiques, qu'elles soient nationales ou territoriales, à dessiner le paysage cantalien de la politique d'insertion. C'est une des raisons qui motive les obligations de cofinancement des fonds européens : s'assurer de la cohérence d'intervention, de la complémentarité des politiques européennes avec les politiques locales.

3.1.2 La cohérence avec la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté

La Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté prolonge le plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale de 2013 à 2018. Le principal objectif de cette stratégie est le recul de la pauvreté sur le territoire national, et, celle-ci étant fortement marquée par un phénomène de reproduction, l'abolition des inégalités dès le plus jeune âge.

Cette stratégie est décidée dans les grandes lignes au niveau national, et se déploie dans les territoires à travers les commissaires à la lutte contre la pauvreté, placés auprès des préfets de région, mais également en faisant appel à différentes compétences des collectivités territoriales.

Cinq engagements sont prévus par cette stratégie :

- Engagement n°1 : L'égalité des chances dès les premiers pas pour rompre la reproduction de la pauvreté
- Engagement n°2 : Garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants
- Engagement n°3 : Un parcours de formation garanti pour tous les jeunes
- Engagement n°4 : Vers des droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité
- Engagement n°5 : Investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

L'engagement n°5 « investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi » apparaît comme celui qui se rapproche le plus des objectifs de l'axe 3 du PON FSE sur le territoire cantalien. En effet, cet engagement a notamment pour but d'agir sur l'orientation des bénéficiaires du RSA en renforçant leur accompagnement. Cela passe par une réaffirmation des droits et des devoirs de chacun : le droit de l'allocataire du RSA à un accompagnement régulier et de qualité, et le devoir d'agir pour son insertion.

Accompagner vers l'emploi les personnes éloignées de l'emploi est l'objectif principal du Conseil départemental du Cantal en tant qu'OI. Les personnes ciblées par l'engagement n°5 de la SNLCP sont les bénéficiaires du RSA. Ce sont ces mêmes personnes qui peuvent être éligibles aux opérations cofinancées par le FSE. En effet, les résultats de cette évaluation démontrent que 60% des participants sont bénéficiaires de minima sociaux.

À titre d'illustration, l'opération Cantal Emploi Insertion vise à orienter de manière individuelle, et au plus tôt, toute personne nouvellement bénéficiaire du RSA. Cette action propose également un accompagnement renforcé qui n'est pas seulement limité aux bénéficiaires nouveaux entrants. 65 % des participants accompagnés ont vu leur situation améliorée à l'issue de cette action. Cette opération a bénéficié en 2021 de crédits État (50 000 euros) et de crédits européens (80 515,10 euros).

Les opérations cofinancées par le FSE dans le Cantal répondent aux objectifs de la SNLCP puisque 27% des participants chômeurs ou inactifs à l'entrée dans l'opération sont retournés vers l'emploi. Parmi eux,

334 sont des bénéficiaires de minima sociaux. Autre exemple, le Département a mis en place une opération intitulée RASPEE qui a pour but de renforcer l'accompagnement socioprofessionnel au sein d'ACI et de AI. 40 % des personnes recrutées au sein de ces SIAE doivent être bénéficiaires du RSA. À la fin de l'opération, 43% des participants sont retournés vers l'emploi.

3.1.3 Des objectifs communs avec le PDI/PTI

Le PTI (Pacte Territorial pour l'Insertion) 2015-2020 a été adopté par le Conseil départemental et ses partenaires de l'insertion sociale présents sur le territoire. L'objectif de ce pacte est de fixer de grandes orientations sur la politique d'insertion à mener sur le département, après concertation de tous les acteurs sociaux du Cantal, afin de répondre au mieux aux besoins des habitants.

Ce pacte est décliné opérationnellement pour l'action du Département dans le PDI (Pacte Départemental d'Insertion). Il définit les modalités de mises en œuvre des engagements inscrits dans le PTI. Il a été adopté pour la période 2014-2017 et prorogé jusqu'en 2020. L'étude préalable à l'élaboration de ces deux documents a fait l'objet d'une opération financée à 100% par le FSE.

Toutes ces orientations semblent concorder avec les objectifs du FSE au sein du Cantal et correspondent aux dispositifs établis dans la convention de subvention globale 2018-2021 ainsi qu'aux actions mises en œuvre grâce à des crédits européens, que ce soit des actions d'accompagnement renforcé, de levée des freins socioprofessionnels mais également d'animation de l'offre d'insertion sur le territoire et de mobilisation des employeurs.

L'orientation 1 « Renforcer l'accompagnement socioprofessionnel », a pour objectif la refonte de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, en mettant notamment en place un accompagnement global des personnes, à la fois professionnel et social. Or, une même personne peut être éligible à des opérations cofinancées par le FSE, qu'elles soient à visée socioprofessionnelle ou professionnelle, en simultanée ou en continu.

Un autre objectif de cette orientation est « d'étoffer la boîte à outils mise à disposition des équipes sociales qui accompagnent les publics ». Cet objectif semble accompli puisque l'OI a accompagné 12 nouvelles opérations durant cette subvention globale, dont 2 nouvelles opérations d'accompagnement et 7 de levée des freins socioprofessionnels.

Durant cette subvention globale, l'OI a accompagné l'association DAHLIR pour un nouveau type d'opération qui consiste à lever les freins socioprofessionnels par la pratique du sport. Cette opération répond aux attentes de **l'orientation n°2** du PDI, qui vise à « démultiplier les démarches de développement social local » notamment à travers le développement « d'actions collectives dans les domaines culturels et sportifs ».

L'objectif de **l'orientation n°3** est « d'optimiser les actions contribuant à la résolution des freins à l'insertion : mobilité, santé, accès au droit ». Le FSE permet effectivement de financer des opérations de levée de freins liés à la mobilité (à travers l'opération « parcours d'accompagnement à la mobilité » portée

par le Conseil départemental), mais également liés à la santé (par l'opération « Impact15 », portée par l'AFAPCA).

Le FSE a permis de financer en 2020 le développement d'un logiciel de suivi des usagers de la DASEIL et de pilotage de la politique départemental d'insertion. Cette opération répond parfaitement aux attentes de l'**orientation n°5** du PDI, « outiller les professionnels de l'insertion ».

Il apparaît clair que le FSE permet de participer de manière essentielle à l'atteinte des objectifs du PTI/PDI à travers de nombreuses opérations qu'il cofinance.

Le FSE est en parfaite cohérence avec les autres politiques visant à l'insertion socioprofessionnelle et la lutte contre l'exclusion sociale dans le Cantal, et également au niveau national à travers la Stratégie Nationale de Lutte contre la Pauvreté. Désormais, nous allons nous interroger sur l'impact du FSE dans le territoire cantalien.

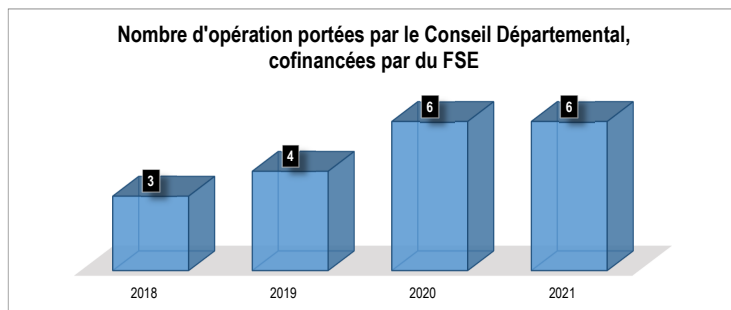
3.2 L'impact du FSE dans le Cantal

Afin de réaliser cette évaluation, j'ai été amenée à rencontrer mes collègues du Service Emploi Insertion. Ils ont affirmé que le FSE a indéniablement un effet de levier sur la politique du Département en matière d'insertion. En effet, le FSE vise le cœur de cible du public repéré par le PTIE-PDIE qui sont les personnes éloignées de l'emploi et cette aide européenne est en parfaite cohérence avec les objectifs du service.

Le Département ne pourrait pas financer autant d'actions, et surtout des actions phares, de grande ampleur sans le FSE. C'est le cas par exemple pour l'opération Mobilité, indispensable pour améliorer l'insertion des personnes éloignées de l'emploi dans un département rural, comme le Cantal ou comme le logiciel DASEIL, outil numérique permettant de rendre un service plus performant aux usagers. Ce sont des opérations primordiales pour parvenir à des résultats positifs en termes d'insertion, qui mobilisent des sommes importantes, et que le recours au FSE permet de financer.

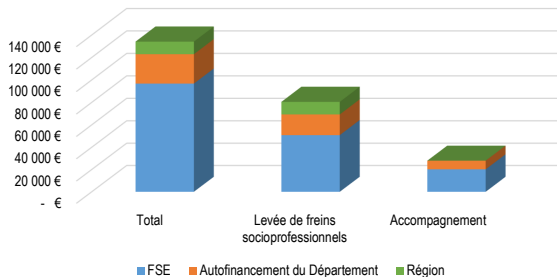
3.2.1 Dans les opérations portées par le Département

Il convient de préciser que le versement du RSA par le Conseil départemental n'est pas comptabilisé dans cette section.



Aujourd'hui, seules quelques actions menées par le Département pour l'insertion ne sont pas cofinancées par du FSE. Pour l'année 2021, le Conseil départemental a porté six opérations avec cofinancement FSE avec une part de plus en plus importante du FSE dans le financement des politiques d'insertion du Département.

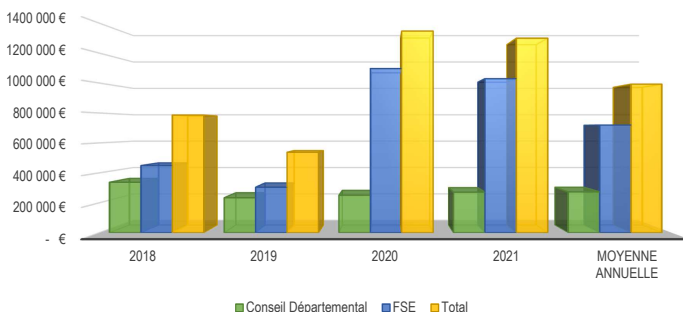
Moyenne annuelle des ressources utilisées pour les opérations d'insertion portées par le Département, cofinancées par le FSE



Ce graphique présente les ressources que le Département, en tant que porteur de projet, mobilise pour financer ses opérations faisant appel à des crédits FSE, en moyenne annuelle. Nous pouvons observer qu'en moyenne, le FSE accompagne à hauteur de quasiment 100 000 euros par an, les opérations portées par le Conseil départemental. Le Département apporte quant à lui une contrepartie moyenne de 25 000 euros par an environ, soit 1/4 de la contribution du FSE.

3.2.2 Un FSE qui va au-delà des compétences départementales

Crédits programmés par le Conseil départemental et par le FSE dans les opérations d'insertion



Au total⁴, le Conseil départemental participe en moyenne à hauteur de 272 988 euros par an pour l'insertion sociale et professionnelle de ses habitants, à travers 10 opérations qu'il cofinance. Sur la période 2018-2021, le FSE lui, intervient pour un montant annuel moyen de 719 728 euros. Il cofinance en moyenne 8 opérations par an.

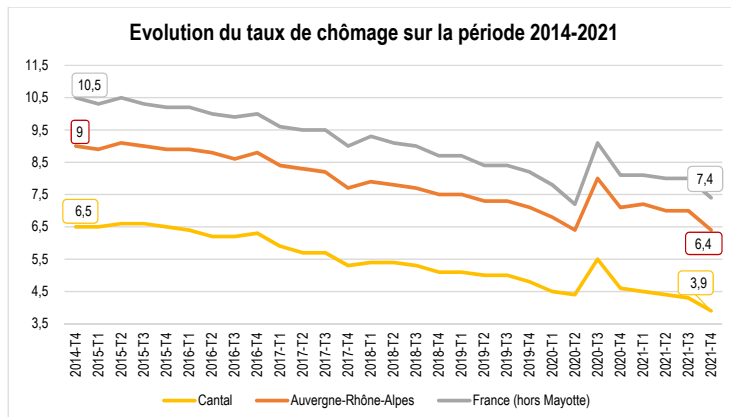
Ces chiffres nous permettent d'affirmer l'effet de levier du FSE sur la politique d'insertion départementale. Le FSE est un financeur important de l'insertion dans le Cantal, aux côtés du Département et de l'État. Il joue un rôle primordial dans le développement d'actions visant à réduire la pauvreté, principalement en rapprochant du travail des personnes très éloignées de l'emploi.

Il ne faut cependant pas perdre de vue que le Conseil départemental a pour compétence phare l'insertion sociale et que ce dernier est le chef de file de ces opérations. Bien que le FSE soit un appui indispensable pour accélérer et développer la mise en œuvre d'accompagnements des bénéficiaires du RSA, il ne doit pas se substituer au rôle du Conseil Départemental, mais bien agir comme un levier, permettant au Département un soutien pour mettre en œuvre des actions de grandes ampleurs.

⁴ Le graphique présente ici des montants programmés.

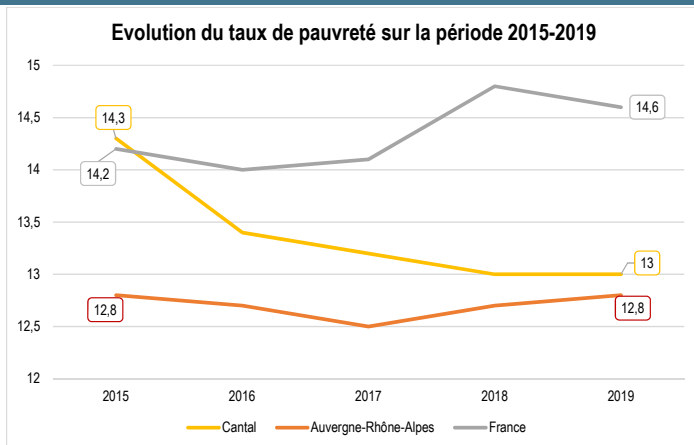
Egalement, le montant des opérations pluriannuelles 2020-2021 a été divisé par deux et ajouté de manière homogène entre les opérations des années 2020 et 2021.

3.2.3 Un taux de chômage en chute durant la période de la subvention globale



Le graphique ci-dessus présente l'évolution du taux de chômage dans le Département sur la période 2014-2021, d'après les chiffres de l'INSEE. Au 1^{er} trimestre de 2014, le taux de chômage était de 6,6 %. Il a diminué jusqu'au 2^{ème} trimestre de 2020, s'établissant alors à 4,4%. Au 3^{ème} trimestre 2020, il augmente de plus d'un point, comme partout en France, suite à l'apparition de la crise du COVID 19. Puis, le taux de chômage décroît dans le Cantal, pour atteindre actuellement son niveau le plus bas jamais atteint, à 3,9 %.

Il est impossible d'affirmer que cette baisse du chômage est imputable aux résultats des opérations cofinancées par le FSE. Cependant, d'après les résultats indiqués dans la 2^{ème} partie de l'évaluation, il est indéniable que le FSE contribue à diminuer le nombre de personne au chômage dans le Cantal et à ramener vers l'emploi les personnes éloignées de l'emploi : plus de 340 chômeurs ont retrouvé un emploi à l'issue de la subvention globale 2018-2021, et environ 270 participants lors de la SG1.



Il convient de rappeler que le FSE n'a pas pour unique objectif le retour en emploi des personnes éloignées de l'emploi, mais également le franchissement d'étapes de parcours de la part de ces derniers qui permettent l'inclusion sociale et également le recul de la pauvreté. Ce phénomène est illustré par le graphique ci-dessus⁵ : le taux de pauvreté dans le Cantal s'élevait à 14,4% en 2014, et n'a cessé de diminuer, jusqu'à atteindre 13 % en 2019. Il faut cependant nuancer ce résultat : il est impossible de l'imputer entièrement à l'action du FSE sur le territoire.

⁵ Le graphique présente l'évolution du taux de pauvreté sur la période 2015-2019 uniquement, des éléments plus récents n'étant pas disponibles.

CONCLUSION : Une mise en œuvre opérationnelle répondant aux attentes du PON

Les résultats des opérations de la subvention globale doivent être confrontés aux résultats attendus par le PON FSE.

Pour chaque OS (Objectif Spécifique) de l'Axe 3 du PON FSE étaient attendus des changements.

L'OS 1 « Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale (3.9.1.1) » correspond au dispositif 12 et aux sous-dispositifs « levée des freins socioprofessionnels » et « mise en situation de travail au sein de SIAE » de l'OI Conseil départemental. 3 changements étaient attendus :

- *Accroître le nombre de personnes très éloignées de l'emploi accompagnées dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi :*
Cet objectif a été atteint par l'OI puisque 1868 personnes ont été accompagnées durant cette subvention globale, contre 1127 personnes lors de la période 2014-2017, soit une augmentation de plus de 65 %.
- *Renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement :*
Il n'est pas précisé dans le PON un indicateur permettant d'apprécier la qualité d'un parcours d'accompagnement. Néanmoins, nous pouvons faire l'hypothèse que le taux de sortie positive permet de rendre compte de la qualité de l'accompagnement des participants. Lors de la SG1, le taux de sortie positive s'élevait à 49 %. Il affiche une légère hausse lors de la période 2018-2021, puisque 51 % des participants ont vu leur situation s'améliorer à l'issue de l'opération. De plus, le FSE soutient des opérations variées, adaptées à chaque type de profil : des opérations relevant de la notion de « parcours », des opérations de levée de freins, ainsi que des opérations d'accompagnement renforcé, voire de mise en situation de travail.
- *Améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion :*
87 % des opérations cofinancées par le FSE sont à vocation départementale, contre 33 % seulement lors de la période précédente. Cette augmentation de la couverture territoriale s'explique notamment par le recul de l'intervention du FSE dans les opérations de mise en situation de travail, qui sont, pour la plupart, des opérations territorialisées. De plus, des habitants de plus de 180 communes ont pu bénéficier d'une opération cofinancée par le FSE, ce qui correspond à plus de 75% des communes du Cantal.

Trois opérations cofinancées lors de cette subvention globale ne comportent aucun participant. Parmi elles, deux sont liées au dispositif 15 « Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire » et une est rattachée au dispositif 19 « Mobilisation des employeurs dans les parcours d'insertion du Cantal ». Il convient d'évaluer également les résultats de ces opérations sans participants.

L'OS 2 « Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion (3.9.1.2) » correspond au dispositif 19 de l'OI. L'opération pluriannuelle 2020-2021 « **Clauses sociales** » relève de cet OS. Les principales attentes du PON concernant cet OS étaient les suivantes :

- *Accroître le nombre d'employeurs impliqués dans l'accompagnement vers l'emploi des personnes très éloignées de l'emploi*
- *Renforcer la qualité des parcours en prenant davantage en compte la relation avec les employeurs et en favorisant la mise en situation professionnelle.*

Cette opération a permis de soutenir la mission de facilitation des **Clauses Sociales d'Insertion** dans le Cantal, portée par l'AFAPCA, qui vise à développer le partenariat et accompagner les donneurs d'ordres, les entreprises et les SIAE.

Ainsi, sur les années 2020 et 2021, ce sont plus de 40 000 heures de travail qui ont été « clausées » et réalisées par 157 participants éloignés de l'emploi. Nous pouvons considérer que l'OI a répondu aux attentes du PON puisque le nombre d'employeurs impliqués dans l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi a bel et bien augmenté : 48 entreprises ont intégré la démarche des clauses sociales d'insertion ainsi que 22 donneurs d'ordres. Néanmoins, cette action est quasi-exclusivement réservée aux hommes : sur les 157 participants, 24 seulement sont des femmes. Il convient de trouver des solutions pour que ce type d'opération n'exclue pas les femmes éloignées de l'emploi.

L'OS 3 « Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire (3.9.1.3) » correspond au dispositif 15 de la convention de subvention globale 2018-2021. 4 changements sont attendus par le PON :

- *Créer les conditions d'une animation renouvelée de l'offre d'insertion*
- *Augmenter le nombre d'accords territoriaux de coordination de l'offre d'insertion*
- *Améliorer la lisibilité de l'offre d'insertion dans les territoires*
- *Développer l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).*

Le FSE a cofinancé deux opérations pluriannuelles relevant de ce dispositif : « Développement d'un logiciel de suivi des usagers de la DASEIL et de pilotage de la politique Départementale d'insertion » et « **Élaboration du Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi et du Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi du Cantal 2021-2025** ».

Le PDIE-PTIE est construit en lien avec les acteurs du territoire, permettant d'envisager une meilleure articulation des actions, de développer des complémentarités, de formaliser de nouveaux engagements

et de rénover ainsi l'animation territoriale de la politique insertion. Il présente les 5 engagements de la politique d'insertion du Cantal pour 2021-2025, qui sont :

- Une prise en charge rapide et un accompagnement renforcé, à travers la mise en œuvre des rendez-vous d'orientation, le développement de Cantal Emploi Insertion et la mise en place de l'accompagnement global.
- Un passeport vers l'emploi, par le développement de formes d'emploi innovantes, la mise en relation des publics en insertion avec les entreprises du territoire et l'accès à l'offre de formation régionale.
- Un parcours d'insertion sans obstacle, décliné en nombreuses actions comme favoriser l'appropriation du logement, faciliter les modes de garde pour les publics en insertion, ou encore à travers la lutte contre la fracture numérique.
- La prise en compte des spécificités de chacun : proposition d'un accompagnement adapté des gens du voyage, référence de parcours pour les TNS, accès facilité à une activité salariale complémentaire pour les exploitants agricoles, accompagnement renforcé des jeunes de 16-25 ans.
- Une offre territoriale d'insertion lisible et cohérente, avec le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (SPIE), la mise en place de référent de parcours et la mise en œuvre de démarches de Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences territoriales (GPECT).

Le renouvellement du PDI-PTI (désormais PDIE-PTIE) permet de répondre au premier objectif du PON pour ce dispositif, puisqu'il permet en effet de mettre à jour l'animation de l'offre d'insertion avec les différents partenaires sociaux du Conseil départemental.

L'opération « Développement d'un logiciel de suivi des usagers de la DASEIL et de pilotage de la politique départementale d'insertion » a permis la création d'un logiciel intitulé ALISE. Il permet la fusion de deux bases de données déjà existantes utilisées pour le suivi des usagers accompagnés par la DASEIL. Ce dispositif unifié facilite le pilotage et la coordination des parcours d'insertion en recensant les activités ou dispositifs mis en œuvre par le Département et les partenaires de l'insertion, et permet ainsi d'améliorer la lisibilité de l'offre de l'insertion sur le territoire. Ainsi, ce logiciel contribue à offrir un accompagnement de meilleure qualité et permet de répondre au 3^{ème} objectif fixé par le PON pour ce dispositif.

Si les opérations financées par l'OI ont permis de répondre au premier et troisième objectif inscrits dans le PON, le nombre d'accords territoriaux n'a pas augmenté lors de cette subvention globale. Néanmoins, le Cantal étant un petit département, nous pouvons considérer que le PDIE-PTIE suffit à coordonner les actions sociales du territoire. Une multiplicité d'accords pourrait au contraire rendre l'offre d'insertion moins lisible. En ce qui concerne le développement de l'ESS, cet objectif n'est pas pris en compte de manière directe dans ce dispositif. Néanmoins, de nombreuses opérations cofinancées par le FSE relèvent de l'ESS. C'est le cas par exemple des actions de mise en situation de travail au sein de SIAE.

Nous pouvons donc considérer que le Conseil départemental du Cantal en tant qu'Organisme Intermédiaire a su, de par sa gestion et son pilotage de l'enveloppe FSE qui lui a été déléguée, répondre à la quasi-totalité des exigences du PON FSE. Pour autant, en fonction des moyens attribués, il pourra investir de nouveaux champs pour l'insertion de tous, notamment des publics les plus exposés par la pauvreté (femmes, jeunes, seniors...).

PRECONISATIONS : Une future programmation axée sur l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale

Le Programme National FSE + 2021-2027 est actuellement en cours d'élaboration. Cependant, nous connaissons d'ores-et-déjà les priorités de la prochaine programmation :



Préconisations stratégiques

Alors que la programmation 2014-2020 était principalement axée sur l'insertion professionnelle des participants, ce nouveau programme inclut une dimension sociale. Il sera désormais possible de cofinancer des opérations qui n'ont pas de lien direct avec l'emploi, uniquement à visée sociale, qui relèveront de l'OS L. Ces opérations concerneront un nouveau public : victimes de violences, enfants (notamment de l'Aide Sociale à l'Enfance), personnes âgées.

Lors de cette évaluation, un public a été repéré comme potentiels bénéficiaires du soutien du FSE pour l'insertion : les Travailleurs Non Salariés (TNS) bénéficiaires du RSA, et notamment des TNS agricoles, très présents dans le Cantal. Ces personnes bénéficiaires des minima sociaux n'étaient pas comptabilisées dans les indicateurs de performance 2014-2020 et donc non prioritaires. La

programmation 21-27 vise dorénavant ces publics qui pourraient bénéficier d'opération visant leur insertion socioprofessionnelle.

La question de l'intervention au sein des SIAE

Lors de la SG1, l'OI a concentré une part importante des crédits FSE sur les opérations de mise en situation de travail au sein d'ACI. Sur la période 2018-2021, elle change de stratégie en allouant plus de 70% du montant de l'enveloppe au financement d'opérations de levée de freins socioprofessionnels, considérant que pour un grand nombre de participants, il était nécessaire de franchir des « étapes de parcours » pouvant les rapprocher de l'emploi. Ainsi, 51 % des participants ont vu leur situation s'améliorer, 4 semaines après la fin de l'opération. En plus de cela, de nombreux freins à l'emploi ont été lever (mobilité, langue, santé...). De ce fait, l'OI devrait pour la prochaine programmation poursuivre cette stratégie d'insertion en conservant et favorisant les actions concourant au « parcours d'insertion professionnelle et d'inclusion sociale ». Il convient cependant de se questionner sur le cofinancement des SIAE. En effet, depuis 2020, le service Emploi Insertion du Conseil départemental est l'unique porteur de projet de l'opération RASPEE : il achète, par voie de marché, des heures d'accompagnement socioprofessionnel effectuées par des salarié(e)s qualifié(e)s au sein SIAE. Ainsi, l'OI ne finance plus directement les ACI. Néanmoins, la question se pose du financement de ces dernières.

Tout d'abord, les opérations de mise en situation de travail sont coûteuses, et comportent peu de participants, comme vu précédemment. De plus, le montant alloué aux opérations visant l'insertion professionnelle va diminuer, puisque l'OI doit également financer un nouveau type d'actions, les opérations à visée sociale. Enfin, on observe dans ces opérations des taux de chute importants entre le montant programmé et le montant effectivement payé aux porteurs de projet (à cause de sous-réalisations, mais également de l'intervention de l'État pour les aides aux postes, comme évoqué précédemment). Ainsi, le financement des SIAE par le FSE n'est ni optimal pour les structures elles-mêmes, ni pour l'OI, qui doit respecter des engagements vis-à-vis des règlements européens. Il convient donc de revoir cette intervention du FSE.

Préconisations organisationnelles

Une stratégie de surprogrammation de l'OI CD15 a été menée durant la programmation 2014-2020. Ses résultats ont démontré son efficacité : en anticipant de possibles sous-réalisations, l'OI a réussi à utiliser de manière efficiente les crédits européens qui lui ont été confiés. En effet, cette stratégie lui a permis d'abaisser au maximum son taux de chute. Il serait pertinent de poursuivre cette surprogrammation au cours de la prochaine subvention globale afin de réduire au maximum l'écart entre le montant de l'enveloppe FSE + accordée à l'organisme et le montant payé aux porteurs de projet.

En sus, pour plus de lisibilité, il serait intéressant de regrouper les opérations qui ont les mêmes thématiques, voire les mêmes objectifs. Par exemple, l'idée serait de concentrer toutes les opérations relevant de la santé dans une opération unique. C'est le cas également en ce qui concerne la mobilité. Des opérateurs dont les actions sont semblables devraient pouvoir se coordonner. Cela permettrait une simplification à la fois pour les porteurs de projets, mais également pour l'OI.

Renforcer la communication auprès des porteurs de projets actuels mais aussi potentiels est un enjeu de la nouvelle programmation. Les possibles bénéficiaires doivent recevoir des informations sur les opérations que le FSE peut cofinancer, notamment les acteurs de l'inclusion sociale. Il faut également mettre l'accent sur le fait que les agents du Service Cantal Europe sont présents pour les accompagner, et que le montage d'un projet européen ne relève pas de l'insurmontable, sentiment parfois présent chez les opérateurs pouvant prétendre au FSE.

Enfin, la volonté de l'organisme intermédiaire est d'agir en tant que guichet unique des fonds européens dans le Cantal. Les porteurs peuvent venir se renseigner auprès des agents du Service Cantal Europe, même si leurs projets relèvent du FSE + État ou Région. Ils seront ensuite orientés vers les personnes en lien direct avec leur projet.

Annexes

Matrice sur l'amélioration de la situation sur le marché du travail, réalisée par le Département de la Réunion.

Matrice sur l'amélioration de la situation sur le marché du travail

Situation à l'entrée	Situation à la sortie						
	Inactif	Recherche d'emploi	Formation ou poursuite d'étude	En emploi aidé	En emploi temporaire	En emploi durable	Activité indépendant
Inactif	Égale	X	X	X	X	X	X
Chômeur		Égale	X	X	X	X	X
Formation/École			Égale		X	X	X
En emploi aidé			X	Égale	X	X	X
En emploi temporaire			X		Égale	X	X
En emploi durable						Égale	Égale
Indépendant						Égale	Égale

Lecture : Une personne renseignée « chômeur » à l'entrée aura une situation sur le marché du travail améliorée si elle sort à l'issue de l'action en formation, contrat aidé, contrat temporaire, contrat durable ou activité d'indépendant. Sa situation restera égale si elle sort à la recherche d'un emploi alors qu'elle était « chômeur » à l'entrée, et elle sera moins favorable sur le marché du travail si elle sort en situation d'inactivité à la fin de son parcours alors qu'elle est entrée avec le statut de « chômeur ».

http://www.reunioneurope.org/DOCS/EVALUATION_FSE_2014-2020_Rapport_final_Axe3_Juin_2021.pdf

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-17

**Soutien aux entreprises agroalimentaires -
Attribution d'une subvention à la SAS Fermiers du Cantal**

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°1511 du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016 approuvant la convention cadre entre la Région et les Départements en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°17CP01-22 de la Commission Permanente du 27 janvier 2017 validant la convention entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le Département du Cantal en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de la forêt et de l'agroalimentaire ;
Vu la délibération n°19CD03-06 du Conseil départemental du 27 juin 2019 adoptant les modalités d'intervention du dispositif en faveur des entreprises agroalimentaires ;
Vu la délibération n°21CD06-04 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 décidant de proroger en 2022 le programme d'actions 2017-2021 en faveur de l'agriculture ;

- **DECIDE** d'accorder à la SAS Les Fermiers du Cantal, dont le siège social est situé 26 rue du 139^{ème} RI - 15000 Aurillac, une subvention d'un montant de 15 933 € pour l'acquisition de matériels pour l'aménagement d'un magasin de producteurs. Cette aide a été calculée au taux de 20 % sur la base d'une assiette éligible de 79 664,77 € H.T.

La subvention est accordée sur la base du régime cadre exempté de notification n° SA 60553 relatif aux aides en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles pour la période 2015-2022, adopté sur la base du règlement d'exemption agricole n° 702/2014 du 25 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 1^{er} juillet 2014, et modifié par le règlement (UE) n°2020/2008 de la Commission du 8 décembre 2020.

Le montant de cette dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 204, nature 20421, fonction 928 du Budget départemental.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-18

Subventions à la Fédération des associations des archéologues du Cantal, au Pays d'Art et d'Histoire de Saint-Flour Communauté et à la Fondation du patrimoine

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD06-30 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le programme d'interventions du Conseil départemental en faveur de la culture et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des crédits afférents ;

Vu la délibération n° 21CD06-31 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le Schéma départemental d'action culturelle 2022-2027 et donnant délégation à la Commission Permanente pour déterminer chaque année les taux de subvention des actions qui relèvent d'un dispositif de subventionnement et examiner tout document contractuel nécessaire à la mise en œuvre et au financement des actions qui relèvent d'un dispositif de contractualisation et de cofinancement ;

Vu l'avis favorable de la Commission Culture du 9 mai 2022 ;

- DECIDE d'attribuer des subventions pour un montant global de 30 000 € au titre de l'année 2022 réparties comme suit :

- 5 000 € à la Fédération des associations des archéologues du Cantal,
- 15 000 € à Saint-Flour Communauté pour le Pays d'Art et d'Histoire,
- 10 000 € à la Fondation du Patrimoine.

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre le Département et la Fondation du Patrimoine jointe à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Les dépenses seront imputées sur les crédits inscrits au chapitre 65, nature 6574 et 65734, fonction 312 du Budget départemental.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ARCHEOLOGIQUES
DU CANTAL

Programme de recherches archéologiques dans le Cantal en 2022

*Siège social : Fédération des Associations Archéologiques du Cantal,
Archives départementales, Rue du 139^e R.I., 15000 Aurillac*

Secrétariat : Fédération des Associations archéologiques du Cantal – 19 rue Gandilhon Gens d'Armes – 15 000 Aurillac

Programme de recherches archéologiques du Cantal - 2022

SOMMAIRE

Programme de recherches archéologiques dans le Cantal en 2022

Présentation :

1 - Le site de hauteur du « Suc de Lermu » à Charmensac (Cantal),

2 – Etude de la minière néolithique de Taussac-Raulhac (Cantal),

3 - Etude céramologique comme élément de datation des occupations des souterrains médiévaux du Cantal,

1 - Le « Suc de Lermu » à Charmensac (Cantal)

Responsable : Fabien Delrieu (SRA Rhône-Alpes, UMR 5138),

Bilan des fouilles 2021

Le Suc de Lermu est une petite table basaltique, situé à 1100 m d'altitude sur la commune de Charmensac dans le Cantal. Il possède une surface de 0,8 hectare et domine le paysage alentour. Il est délimité par une série de falaises au nord, à l'est et à l'ouest et par un fort pendage au sud qui lui permet par ailleurs de se rattacher au plateau voisin du Bru par un modeste isthme large de quelques dizaines de mètres.

Le site a été mentionné dès les années 1950 et fait, par la suite, l'objet de plusieurs campagnes de sondages entre 1960 et 1966 sous la direction de M. Soubrier. Ces investigations, couplées aux travaux conduits par Alphonse Vinatié sur le site à la fin des années 1960, permettent d'identifier plusieurs occupations se succédant du Bronze final, à l'âge du Fer et à l'Antiquité tardive. Une campagne de sondages conduite en 2016 confirme ces différentes séquences d'occupation dont la plus précoce remonte au Néolithique moyen II. Par la suite, le site est investi de manière significative au cours du Bronze final III. C'est à cette période que semble avoir été érigé un rempart doté de noyaux vitrifiés. Après un abandon de quatre siècles, le site est finalement occupé au début de La Tène ancienne. Une importante campagne de fouille conduite en 2021 a permis de préciser la nature et la chronologie des occupations se développant sur le site au cours du second âge du Fer et de l'Antiquité tardive.

La principale évolution issue des résultats de fouille conduite en 2021 a été la mise au jour d'une importante et inédite occupation laténienne du site. Cette dernière avait été pressentie en 2016 avec la découverte dans le sondage n°1 d'une fibule de schéma La Tène II.

Cet horizon chronologique est avant tout caractérisé par la mise en place d'un système défensif. Ce dernier est fondé directement sur un possible état de fortification ancien du site (US 07). Il se présente sous la forme d'une masse de blocs de basalte liés à la terre (US 08). Surmontée d'une probable palissade en bois (US 10), elle est grossièrement parementée sur sa face extérieure et couverte sur sa face interne par une série de dalles de basalte posées en écaille. Ce système de protection semble devoir permettre d'évacuer rapidement l'eau de pluie de la partie haute du rempart, dans un souci évident de conservation, en direction d'un



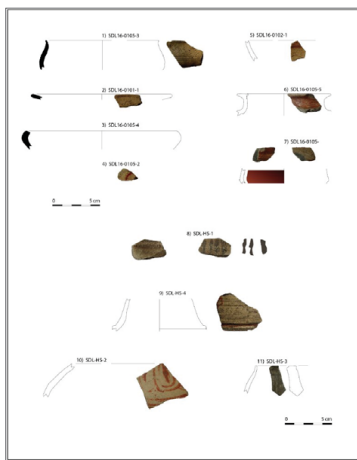
Programme de recherches archéologiques du Cantal - 2022



petit canal aménagé à la base de l'ouvrage défensif, le long de sa limite interne. Son comblement est par ailleurs très hydromorphe et a livré un abondant assemblage de mobilier attestant la présence de rejets de nature domestique. L'aménagement d'un empierrement de 1 à 1,5 mètre de large longeant la limite interne de ce canal semble pouvoir

être associée à une volonté de faciliter la circulation en arrière du rempart (fig. 2). Cet empierrement est constitué de blocs de basalte posés à plat scellant directement le niveau de La Tène A. Cet ouvrage défensif et les éléments qui lui sont associés (canal et voie empierrée) sont partie intégrante de l'US 12 attribuée à La Tène B2 et C qui correspond au niveau d'occupation. Outre l'abondant assemblage céramique, caractéristique de cette séquence mis au jour notamment dans le comblement du canal (US 04) les bornes chronologiques de cette occupation sont constituées par la découverte de deux fibules mises au jour dans le même niveau. La plus ancienne a été découverte en 2021 et peut-être attribuée à La Tène B2. La plus récente, découverte en 2016 (Delrieu *et al.* 2018) est datée de La Tène C. En l'état actuel de la documentation concernant cette occupation, ces deux bornes marquent les deux terminus de cette occupation, probablement longue, qui couvre à l'évidence une bonne partie du III^e siècle av. J.-C. et probablement la première moitié du II^e. L'ensemble du mobilier céramique associé prend place dans l'intervalle chronologique ainsi défini. Au sein de cette occupation, les données stratigraphiques attestent que l'aménagement du rempart, et probablement de ses structures associées (canal et voie empierrée) marque la genèse de cette occupation, probablement au cours de La Tène B.

En arrière de l'ouvrage défensif précédemment décrit, un possible bâtiment à abside a été identifié (fig. 2). Sa fondation semble associée à l'US 12. Il n'a pas été fouillé en intégralité mais les éléments de mobilier associés aux niveaux superficiels semblent permettre d'attribuer un état de son fonctionnement à une séquence chronologique couvrant la Tène B2 et C. De nombreux éléments constitutifs d'une sole perforée associée à un possible four de type Sévrius ont été mis au jour de manière éparse en périphérie et à l'aplomb de ce bâtiment. Les éléments de culture matérielle identifiés pour cette occupation attestent le développement d'une importante activité



Programme de recherches archéologiques du Cantal - 2022

domestique sur le site au cours de cette séquence chronologique. La présence d'un catillus dans le comblement du canal bordant le rempart est inédite en Haute-Auvergne pour cette séquence chronologique où l'usage des meules rotatives n'était pas encore attesté. L'assemblage céramique constitue dorénavant un lot de référence à l'échelle départementale. Le Suc de Lermu correspond en effet au premier site d'habitat de La Tène B et C documenté dans le département du Cantal. Cet ensemble céramique, à l'instar de celui attribuable à La Tène A, est marqué par une forte proximité avec le Languedoc oriental confirmant le tropisme méridional caractérisant cette région durant une bonne partie du second âge du Fer.

Par la suite, le site semble abandonné pendant plus de 500 ans avant qu'une nouvelle occupation ne se développe sur place au cours des V^e et/ou VI^e siècles. Elle se caractérise par la présence d'un niveau d'occupation (US 03) associé à un sol archéologique (sol n°1). Aucune structure n'a été identifiée pour cet horizon chronologique. L'occupation qui s'y développe au cours de l'Antiquité tardive semble donc relativement lâche et n'a pas réellement correspondu à un réaménagement profond et durable du site, du moins dans le secteur fouillé. Il est probable que l'habitat en lui-même se localise à proximité immédiate de la zone de fouille. Comme sur d'autres sites de hauteur contemporains fortifiés au cours de la protohistoire, le rempart ancien est délaissé. L'espace situé en arrière de cet ouvrage défensif probablement ruiné est alors dédié au rejet des reliefs de l'occupation domestique qui se développe probablement au centre du plateau. Cette hypothèse semble correspondre aux données observées au cours des fouilles conduites en 2021. Il faudrait par la suite mener des campagnes de sondages sur les secteurs internes localisés au centre de la table basaltique pour mettre au jour d'éventuels traces immobilières de cet habitat.

Projet 2022-2023 :

L'objectif global et principal des trois années à venir sera de terminer la fouille de la zone ouverte en 2021. En effet, ces 150 m² devraient, si l'on en croit les données observées sur les coupes n°1 et 2, nécessiter au moins ce temps pour voir achever leur fouille. La puissance de la stratigraphie visible nous incline à penser que ce temps sera bien nécessaire pour parvenir à cet objectif avec la fouille fine déployée et l'aspect chronophage du protocole mis en place pour les relevés. Aucune nouvelle fenêtre de fouille ne sera donc ouverte au cours de ces trois années qui seront donc entièrement dédiées à l'achèvement de la fouille initiée en 2021.

La durée des opérations de terrain sera cependant réduite à trois semaines complètes (au lieu de quatre). En effet, l'abondance du mobilier archéologique extrait de ces niveaux d'occupation, particulièrement riches de point de vue-là, semble difficilement gérable dans le cadre d'un post fouille durant les quatre mois suivant la fin de l'opération de terrain. Ce choix de limiter la durée de l'opération devrait permettre de traiter le mobilier archéologique avec plus de sérénité dans le calendrier généralement dédié aux opérations d'archéologie programmée.

Voici une proposition de plan d'intervention sur trois années. Elle reste bien hypothétique eu égard au fait que la stratigraphie globale du secteur n'est documentée, pour l'heure, que par deux coupes stratigraphiques (coupes n°1 et 2) et qu'aucune de ces deux n'a réellement atteint la base de cette séquence.

- 2022 : Cette année sera entièrement dédiée à la fouille des niveaux attribuables à La Tène B2 et C. Les US 04 et 12 (abordée superficiellement en 2021) seront alors fouillées intégralement. Le rempart sera entièrement démonté dans la zone de fouille n°2. Cette opération se fera par passe plane avec la fouille, au fur et à mesure, de la tranchée de palissade sommitale (US 10). Ce démontage à plat du rempart se fera par tronçons d'un

Programme de recherches archéologiques du Cantal - 2022

mètre environ de manière à multiplier les coupes dans la masse de cet ouvrage défensif. Les faits n°5-6 et 7 seront donc complètement fouillés, du moins les parties qui recoupent l'US 12 (pour le fait n°5 principalement).

- **2023** : Cette campagne pourrait être dédiée à la fouille intégrale des niveaux supposément attribués à La Tène A. il s'agit ici principalement des US 05 et 07. Cette proposition reste encore hypothétique et devra être affinée après la campagne de 2022 eu égard au fait que la nature et la puissance de l'US 07 ne sont actuellement pas documentées.

- **2024** : Cette dernière année d'opération triennale pourrait être dédiée à la fouille des niveaux de l'âge du Bronze final. Ces derniers, en l'état actuel de nos connaissances, correspondant aux US 06 et 09. Encore une fois, cette proposition demandera à être



affinée à l'issue de la campagne de fouille précédente (2023) qui devrait permettre d'appréhender avec plus de précisions la base de cette séquence stratigraphique. Il reste également l'hypothèse de la présence d'un niveau attribuable au Néolithique moyen 2 sur le toit du substrat basaltique. Cette hypothèse n'est pas à exclure et pourrait modifier la teneur des opérations suivantes.

Cette opération triennale constituera également l'occasion de finaliser des études initiées en 2021 mais non achevées comme celle de la céramique tardo-antique, des éléments de four, ou encore des céramiques tournées protohistoriques. Ces dernières seront complétées et enrichies par la fouille des niveaux correspondant en 2022 ou 2023. Ces différentes études, et probablement d'autres à venir, seront ainsi achevées à l'issue de cette opération triennale.

Plan de financement 2022

Dépenses		Total (euros)
Hébergement		2 000
Frais de restauration		4 000
Déplacements		1 000
Service		4 000
Matériel de fouille		500
Analyses		2 000
Total		13 500
Recettes		
Ministère de la Culture	10 000	
Association des amis du vieil Allanche	500	
Société archéologique de Massiac	500	
Fédération des Archéologues du Cantal (CD15)	2 500	
Total	13 500	

Programme de recherches archéologiques du Cantal - 2022

2 - Etude de la minière néolithique de Taussac-Raulhac (Cantal)

Responsable : Frédéric Surmely (SRA-ARA ; UMR 6042 DU CNRS)

Présentation :

La minière située à la limite des communes de Taussac (Aveyron) et de Raulhac (Cantal) est connue depuis la fin du XIX^e siècle, avant d'être détruite par l'exploitation de la carrière. Les vestiges recueillis par M. Boule et conservés au musée d'archéologie d'Aurillac, demeurent les seuls témoins de ce site archéologique exceptionnel. Dans le cadre d'une étude générale, qui a débuté en 2020, nous cherchons à dater et à caractériser le fonctionnement de cette minière qui a alimenté les sites d'habitat voisins et peut-être mêmes éloignés.

La datation s'appuie sur la nouvelle méthode de datation AMS sur biopatite.

La caractérisation de l'activité passe par une identification des silex provenant de la minière, par analyse géochimique (ICP/MS)



Pic de bois de cerf musée d'art et d'archéologie d'Aurillac

Plan de financement 2022

Dépenses		Total TTC (euros)
Datation (analyse)		780
Analyse géochimique de silex (30 échantillons)		1 350
<i>Total</i>		2 130
Recettes		
Ministère de la Culture	0	
Fédération Archéologique du Cantal (CD15)	2 000	
Association « Terre ancienne »	130	
<i>Total</i>		2 130

Programme de recherches archéologiques du Cantal - 2022

6 - Etude céramologique comme élément de datation des occupations des souterrains médiévaux du Cantal.

Responsable : Annie Rassinot (SARA – Université de Toulouse - TRACES UMR5608 CNRS)

Présentation :

Le point sur la période d'occupation des souterrains médiévaux

Jusque dans les années 1970, la datation du creusement (et de l'utilisation) des souterrains était attribuée à une période très ancienne, vaguement confondue avec l'occupation gauloise, remontant éventuellement au Néolithique.

Depuis le développement de la recherche archéologique médiévale en France puis des fouilles préventives, il est entendu que les souterrains appartiendraient au Moyen Âge sans précision de la date de creusement, mais simplement de périodes d'occupation.

Ils ont été réhabilités en tant qu'authentiques sites archéologiques dont il convient d'affiner les limites de début et de fin de creusement comme d'utilisation. Les différentes études menées dans le cadre de cette thèse doivent contribuer à préciser la datation.

De toutes façons la période de creusement reste difficile à connaître du fait d'une architecture en négatif, et qui plus est sans utilisation de mortier. La période de fonctionnement est déjà plus facile à atteindre si une fouille a été faite et qu'elle a mis au jour du matériel : le souterrain du Cayre commune de Laroquebrou (Cantal), est un exemple remarqué dans ce domaine où la fouille dirigée par Mathieu Carlier¹³ a mis au jour une partie de cadre de porte de galerie en bois qui a pu être estimée par C14 mais sans pouvoir préciser si elle est un aménagement d'origine ou installée ultérieurement.



Céramique globulaire- Saint-Cirgues de Malbert

« Le mobilier céramique étant restreint, trois datations par le carbone 14 ont été envoyées à Potsdam pour analyse. Deux portent sur le souterrain, un troisième concerne le silo F20. Les résultats sont assez concordants. En effet le seuil offre une datation dans le courant du XIe siècle, alors qu'un fragment de bois issu de la couche d'occupation serait contemporain du XIIe siècle. Le fond du silo F20 a été lui aussi analysé et serait datable du XIe siècle.

L'hypothèse d'un fonctionnement connexe, au moins partiellement, des silos et du souterrain peut donc être avancée. D'ailleurs, les deux structures de stockage impliquent la présence d'un habitat dans leur environnement proche. ».

Finalement les datations qui vont pouvoir être proposées concernent plus particulièrement les périodes d'occupation. Dans le cas du Cayre, le fonctionnement des dessus est contemporain des dessous : information du plus haut intérêt malheureusement orpheline à ce jour en Auvergne.

Programme de recherches archéologiques du Cantal - 2022

Âge à partir d'analyses au C14 et Hugues Douvert signale une datation par thermoluminescence d'un tesson de céramique plus ancienne pour le souterrain de la Cote, commune de Saint-Rémy-sur-Durolle : 400-800 AD. Plus généralement c'est le bas Moyen Âge qui est proposé dans les trois autres départements.



Céramique glaçurée - Lavastrie

En général j'ai constaté que les archéologues s'accordaient pour dire que du point de vue de la typologie, les céramiques appartenaient au XIII^e siècle. En voici quelques exemples dont les céramiques de La Crépille, commune de Saint-Gervais -sous-Meymont que Stéphane Guyot¹⁶ confirme pour les XIII - XIV^e siècle. Sa description des céramiques de cette époque correspond bien à ce qui a été découvert généralement dans les trois départements (63-43-03) et en particulier dans le Cantal bien représenté par le très volumineux corpus de Trémont.

L'étude céramologique dans les souterrains médiévaux du Cantal

Dans l'état actuel de la recherche il est donc primordial de faire le point sur la datation des céramiques découvertes dans les souterrains médiévaux du Cantal. S'il est vrai que l'on peut dire que la plupart peut être rattachée au bas Moyen Âge, il est nécessaire d'affiner la datation et peut-être conforter les dates relevées dans le Puy-de-Dôme (Souterrain de la Crépille, Saint-Gervais-sous-Meymont). Dans cette optique une étude céramologique confiée à Stéphane Guyot et comportant des analyses au C14 et thermoluminescence devrait donner de bons résultats.

Plan de financement 2022

Dépenses		Total TTC (euros)
Etude de la céramique		1 000
<i>Total</i>		1 000
Recettes		
Société Archéologique de la Région d'Aurillac		
<i>Fédération Archéologique du Cantal (CD15)</i>	1 000	
<i>Total</i>	1 000	

Programme archéologique 2022
Demandes de subvention Conseil Départemental du Cantal

Responsables	Opération	Descriptif	Budget total (€)	Demande aide CD 15 (€)
<i>Fabien Delrieu</i>	Fouilles du suc de Lermu - Charmansac	Fouille, hébergement, matériel, Analyses	<i>13 500</i>	2 500
<i>Frédéric Surmely</i>	Etude de la minière néolithique de Taussac-Raulhac (Cantal),	Analyses	<i>2 130</i>	2 000
<i>Annie Rassinot</i>	Etude des souterrains du Cantal : caractérisation de la céramique	Etude	<i>1 000</i>	500
		Total	16 630	5 000

Budget prévisionnel 2022

PAYS D'ART ET D'HISTOIRE - SAINT-FLOUR COMMUNAUTÉ



INTRODUCTION

La sensibilisation et l'éducation au patrimoine sous toutes ses formes (architecturale, environnementale, artistique, archéologique...) en direction des jeunes, des visiteurs, mais aussi de l'ensemble de la population, sont au cœur des préoccupations actuelles. L'un des enjeux d'une collectivité telle que Saint-Flour Communauté est de favoriser, dans le cadre du label "Pays d'art et d'histoire", l'appropriation par tous des richesses culturelles qu'ils obtiennent, en confiant à l'animateur de l'architecture et du patrimoine, un rôle d'impulsion.

Des formations, des visites-guidées, des conférences, des ateliers, des expositions, des découvertes architecturales, animés par le service du patrimoine, les structures d'accueil et culturelles, et portés toute l'année par des enseignants et intervenants locaux, seront destinés à l'ensemble de la population et des visiteurs. Il s'agit de développer et de perpétuer une éducation continue au patrimoine, qui invitera naturellement les publics touchés, à la visite des musées sanctorains et de l'écomusée de Margeride, à la participation aux animations, à la sauvegarde de leur patrimoine...

Grâce au soutien financier du ministère de la Culture et de la Communication et du Conseil départemental du Cantal, Saint-Flour Communauté souhaite ainsi assurer, en 2022, un programme d'actions de qualité sur l'ensemble de son territoire labellisé.

I. Accompagner l'organisation et la mise en œuvre des actions du Pays d'art et d'histoire

● **Pérennisation du poste de l'animateur de l'architecture et du patrimoine**

Le recrutement d'un animateur de l'architecture et du patrimoine constitue une des obligations du label « Pays d'art et d'histoire ». Il est chargé de mettre en œuvre le programme d'actions défini par la convention du PAH, conclue entre la collectivité et le ministère de la Culture et de la Communication. Recrutée à l'issue d'un concours, l'actuelle animatrice de l'architecture et du patrimoine est en poste depuis juillet 2005. Titularisation depuis le 1^{er} juillet 2016.

● **Poursuite de la coordination de l'ensemble des activités du label Pays d'art et d'histoire**

Cet animateur, chargé de coordonner les initiatives du label, est l'acteur principal de la mise en valeur de l'architecture et du patrimoine local. Il travaille en collaboration avec les acteurs touristiques et culturels du territoire. Ainsi, il propose toute l'année des animations pour les habitants, les visiteurs et le jeune public et intervient à l'occasion de formations professionnelles. Également, il est chargé d'organiser des sessions de formation à destination des guides conférenciers.

● **Mise en place d'un pôle de médiation mutualisé sous le pilotage de l'animateur de l'architecture et du patrimoine** composé d'un chargé des actions éducatives, d'un chargé des publics au service notamment des structures muséales, et renforcé par un chargé du patrimoine dans le cadre de l'ouverture du Centre d'interprétation de l'Architecture et du Patrimoine.

● **Poursuite de la mise en œuvre d'actions particulières (de médiation, conception, etc.) dans le cadre des axes de développement du Pays d'art et d'histoire.**

Enfin, l'animateur de l'architecture et du patrimoine est l'interlocuteur privilégié des instances culturelles chargées de la mise en valeur et de la sauvegarde du patrimoine et de l'environnement, ainsi que des instances touristiques locales et régionales. L'animateur de l'architecture et du patrimoine participe plus particulièrement à la réflexion globale sur les aménagements et le paysage urbain (SPR, PLU) charte architecturale et paysagère, etc.).

Il est chargé de la mise en place du Centre d'interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP), équipement de proximité, lieu de ressources et de débats.

En tant qu'acteur culturel pour la valorisation du patrimoine du pays, il effectue ou initie des travaux de recherche, des communications scientifiques, au niveau local, national ou international.

Coût prévisionnel total : 45 000 €
aucune subvention DRAC sollicitée

II. Actions permanentes d'animation et de sensibilisation au patrimoine et à l'architecture



Un des objectifs du label *Villes et Pays d'art et d'histoire* est la sensibilisation des habitants et des professionnels à leur environnement architectural et paysager ainsi qu'une initiation du jeune public à l'architecture, à l'urbanisme, au paysage et au patrimoine. Cette volonté doit leur permettre d'être acteurs à part entière de la mise en valeur du patrimoine et de la promotion de la qualité architecturale, de leur environnement quotidien. Cette démarche d'appropriation suppose la création d'actions spécifiques et permanentes destinées à leur donner des clefs de compréhension. Les actions sont décrites ci-dessous.

• Opérations nationales liées au patrimoine

- Rendez-vous aux jardins (3, 4 et 5 juin)
 - Visite d'un jardin privé à Ocreyrolles (commune d'Anglards-de-Saint-Flour)
 - Ateliers en lien avec la thématique nationale 2022 « Les jardins face au changement climatique » :
- Journées nationales de l'archéologique (18 et 19 juin)

Rissergues, un hameau de l'an Mil

Découverte du site archéologique de Rissergues : vestiges d'un hameau de l'an mil et visite de l'exposition, « L'habitat de nos montagnes, de la préhistoire jusqu'à nos jours » à la salle d'exposition à Malbo. Sous la conduite de Frédéric Surmeli, archéologue et conservateur du patrimoine à la DRAC Auvergne-Rhône-Alpes.

Coût prévisionnel total : 22 000 €
Subvention DRAC demandée : 7 500 € dont 4 000 € exposition photographique en plein air

○ Journées du patrimoine de Pays en lien avec la thématique 2022 « Être et renaitre » (25 et 26 juin)

Les actions proposées mettront l'accent sur le bâti ancien réhabilité, restauré et réemployé, mais aussi le recyclage, la revalorisation de ses appareils et matériaux et le renouveau de certains savoir-faire. Au XXI^e siècle, le patrimoine prend une double valeur : en plus d'une valeur intrinsèque historique, il prend une valeur écologique en luttant contre le gaspillage des matériaux en évitant le suremploi du béton et des métaux, et contre le gaspillage de l'espace rural par l'étalement urbain. Moteur de développement durable et levier d'attractivité des territoires, nous voulons, avec ce thème, reconsidérer l'existant comme matière à usage(s). Ces JPPM mettront en lumière le patrimoine rural restauré, à l'usage réinventé, les savoir-faire et gestes du passé ou encore les matériaux réemployés, récupérés...

○ La nuit des églises (2 et 3 juillet), « Trésors de nos églises » - 2^e édition

En partenariat avec l'Association des Amis de la Cathédrale, le Diocèse de Saint-Flour, le cinéma le Delta et les musées sanfforains.



L'église est un lieu de culte mais aussi de conservation. Les générations s'y sont succédées, parfois depuis le XII^e siècle, et ont laissé le témoignage de leur foi, de leur savoir-faire, de leur vision du monde. Son mobilier, souvent hétéroclite et disparate, est constitué d'œuvres d'art et de modestes réalisations artisanales, mais chaque objet a sa raison d'être et son message à délivrer. Grâce à une exposition photographique dans le déambulatoire de la cathédrale, nous invitons le visiteur à comprendre le patrimoine mobilier de nos églises, dans son histoire, ses usages, ses spécificités et à participer à sa pérennité. Stalles, cathédres, bancs et chaises, « hommages aux Polius », en passant par retables, statues, lutrins, peintures sur toile, peintures murales, vitraux, confessionnaux, ex-voto, reliquaires... tous ces trésors n'auront plus aucun secret pour le public.

- Nocturne de la Cathédrale (ouverture jusqu'à minuit).
- Conférences
- Concert
- Circuit découverte des églises
- Installation dans chaque église sélectionnée d'un support avec cartel près de l'objet présenté.

- o Journées européennes du patrimoine en lien avec la thématique 2022 « Le patrimoine durable » (17 et 18 septembre)

Animations en partenariat avec l'écomusée de Mergersheim.

- o Journées nationales de l'architecture (en octobre)

En partenariat avec l'UDAP Canal, le CAUE Canal, l'école nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand et la Maison de l'architecture Auvergne.

- Médiation autour de deux grands projets architecturaux à Saint-Flour : la maison de l'habitat et le projet de requalification de la place d'Armes en lien avec le Site Remarquable Patrimonial.
- Conférence en partenariat avec la SAMHA et projection d'un film suivie d'un décaplage en partenariat avec le cinéma Le Delta de Saint-Flour.
« Refuge sur la cime de l'Aiguille du Goiter » : un documentaire de Bernard Germain, présenté au cinéma Le Delta et suivi d'un temps d'échange sur la problématique de l'architecture en haute altitude et permettant d'aborder les questions de sécurité, les difficultés liées à cette construction hors norme (intempéries, froid...) ou la mise en place de moyens exceptionnels (hélicoptère, ouvriers/alpinistes).

- Initiations au patrimoine

L'un des objectifs du Pays d'art et d'histoire du Pays de Saint-Flour est de développer une « culture patrimoniale commune » en organisant notamment des manifestations en dehors de la période touristique et qui sont particulièrement destinées à la population locale.

- o Un village à l'honneur :

il s'agit d'une visite commentée de 3 heures qui propose aux habitants d'un village labellisé Pays d'art et d'histoire la découverte de leur patrimoine à travers la langue occitane sous la conduite de Cristian Omelhier, muralier et linguiste. 5 visites prévues.

- o Un quartier à l'honneur :

Programmation depuis 2015 d'une visite guidée d'un quartier de la ville de Saint-Flour : découverte du patrimoine à travers la langue occitane sous la conduite de Cristian Omelhier, muralier et linguiste.

- o Fifanerie végétale : fort du succès rencontré auprès des participants et en lien avec la thématique 2019 sur « le paysage », deux nouvelles balades découvertes autour des plantes qui poussent dans les villages (identification, usages traditionnels, petites histoires, etc.) seront proposées sous la conduite de Laurent Ocoelli, animateur culturel en botanique.

- o Un meuble à l'honneur : nouveauté

Le métier d'ébéniste est un métier de passion. C'est aussi un métier hors du temps, qui prône la transmission et la sauvegarde d'un patrimoine. L'ébéniste répare, redonne vie et assure un avenir aux meubles qu'il restaure. L'ébéniste d'art travaille sur des meubles anciens ou récents, toujours sur du mobilier destiné à durer. Détenteur d'un savoir-faire

ancestral, de techniques traditionnelles et contemporaines, l'ébéniste effectue un travail de rigueur et de minutie et développe l'art de la patience. L'ébénisterie est aussi un métier d'authenticité, dans lequel on ne peut pas tricher et qui rend humble. Sous la conduite de Christine Bachellerie, restauratrice de mobilier d'art et doreuse, nous souhaitons inviter les participants à découvrir le passé d'un meuble ancien, son histoire, ses voyages, les accidents qu'il a endurés. Nous remonterons le temps en auscultant les meubles conservés dans les collections de l'écomusée de Margeide.

Animation programmée en deux temps : dans l'atelier de la restauratrice puis in situ à la ferme de Pierre Allègre, site de l'écomusée de Margeide.

- o **Les nocturnes :** A l'heure du crépuscule, le Pays d'art et d'histoire propose une vision insolite du patrimoine et de l'architecture du Pays de Saint-Flour/Margeride sous la forme de visites guidées, de conférences, de visites théâtralisées, de concerts, etc. notamment en partenariat avec les musées de Saint-Flour, l'écomusée de Margeide, le Conservatoire Saint-Flour Communauté, la SAMHA (Société des Amis du Musée de la Haute-Auvergne) qui propose, en alternance, selon une périodicité mensuelle, un cycle de 3 conférences autour de différents thèmes.

- o **Balades contées...**

- Visite contée de Saint-Flour en nocturne.
- Visite contée du site d'Alleuze en nocturne.
- Visite contée des gorges de la Truyère en nocturne (Challers/Waduc de Garabit, etc.)
- Visite contée de la Bête du Gévaudan.

● **Diffusion de la connaissance et valorisation d'éléments particuliers du territoire**

- o **Les visites découvertes :** toute l'année, des visites générales et thématiques sont proposées à l'initiative de l'animateur de l'architecture et du patrimoine, de l'office de tourisme des Pays de Saint-Flour et des acteurs culturels.

- Laissez-vous conter la cité historique de Saint-Flour.
- Laissez-vous conter les cours intérieures de Saint-Flour.
- Laissez-vous conter les remparts de Saint-Flour.
- Laissez-vous conter la cathédrale, joyau gothique.
- Balade insolite à la découverte des trésors cachés de Saint-Flour.
- Laissez-vous conter le village de Sainte-Marie
- Laissez-vous conter l'art roman en parcourant les églises de Roffiac, d'Andelat, de Mentières.

- o **Les WE thématiques :**

Deux ou trois fois dans l'année, une thématique est présentée le temps d'un week-end à l'initiative du Pays d'art et d'histoire, de l'office de tourisme des Pays de Saint-Flour et des acteurs culturels. Conférences, visites-guidées, concerts, circuits, ateliers, mini-expositions sont programmés.

Depuis 2017, les trois PAH du Haut-Allier, d'Issoire et du Pays de Saint-Flour proposent au grand public un circuit-découverte : en 2022, circuit sur le thème de la halle aux grains : son histoire, son architecture, sa restauration et sa vie aujourd'hui.

- o **Les WE d'initiation à une technique, un savoir-faire : nouveauté**

Deux jours pour expérimenter, comprendre, approcher la matière ou se perfectionner dans la pratique d'une technique.

En 2021 et 2022, nous proposons de découvrir la technique des murs de soutènements et l'art de la calade à pierre sèche (sol en pierre sèche), d'acquérir des connaissances théoriques ou d'apprendre des connaissances en pierre sèche (mécanique, hydraulique, calculs, écologie et prescription). L'Association "Les amis du patrimoine en Planèze" bénéficie du savoir-faire et de la passion de Cristian Onelieher, muralier, lors d'un stage de perfection à la technique du bâti en pierre sèche. Ce stage, mis en place en partenariat avec la commune d'Ussel, a pour objectif de restituer l'environnement bâti en pierre sèche autour d'une source alimentant les abreuvoirs sur les berges de l'Ande. Ce groupe sera rejoint par les élèves du lycée agricole Louis-Mallet de Volzac qui, depuis 2013, participent à ce type d'initiation. En effet, ces lycéens, dont l'option choisie concerne les interventions de restauration du patrimoine rural, bénéficient de l'enseignement d'un artisan professionnel et s'exercent à des techniques et savoir-faire traditionnels. Les chantiers touchent essentiellement des éléments de patrimoine vernaculaire tels que la restauration d'une cabane de berger en pierre sèche ou encore l'entretien des murets en pierre sèche.

● L'exposition :

Site des grilles - L'exposition de photographies en plein air du 17 juin au 19 novembre 2022

Depuis 2007, dans le cadre du label Pays d'art et d'histoire, les grilles du mur d'enceinte de l'institution La Présentation à Saint-Flour sont le théâtre d'expositions de photographies grand format et en plein air.

● CONTEXTE

L'exposition de photographies grand format est un exemple d'animation renouvelable par un éveil au regard qui constitue un des principaux thèmes de la mise en place du label Pays d'art et d'histoire. Reprenant l'idée du nouveau mode d'expositions lancé par le Sénat, sur les grilles du Jardin du Luxembourg, à Paris, et qui sont devenues de véritables événements, le principe retenu ici dans le cadre du label est la mise en valeur des richesses patrimoniales et architecturales de Saint-Flour Communauté.

Le lieu choisi est le mur d'enceinte de l'institution La Présentation Notre-Dame (ancien Petit Séminaire de Saint-Flour), à proximité du monument dédié à Georges Pompidou. Situé sur une voie de passage intéressante, où notamment rayonnent les établissements scolaires, le site offre l'opportunité que cette animation soit vue de tous, à tout moment de la journée et en toute liberté.

Soulignons aussi la position de Saint-Flour, comme ville-étape de l'A75, avant de se rendre notamment aux Rencontres internationales de la photographie à Arles ou au Festival international du photojournalisme à Perpignan.

● PARTI PRIS

En 2022, le Pays d'art et d'histoire souhaite présenter les autochromes d'Albert Kahn pris durant l'été 1916 dans le Cantal afin de mettre à l'honneur et faire découvrir au plus grand nombre ce patrimoine précieux. Ainsi, l'objectif est d'exposer 20 photographies du 17 juin au 19 novembre 2022, au format 180x120 cm (tirages couleur argenté-numérique sur dibond avec plastification). Cette exposition souhaite proposer aux visiteurs un parcours immersif au cœur de l'image, pour tenter de réveiller la mémoire des Cantaliens sur leur passé. Plusieurs thèmes pourront de la sorte être développés comme le procédé photographique ou encore Jean Brunhes directeur scientifique des Archives de la Planète avec les opérateurs Georges Chevalier et Auguste Léon, la collection des Archives de la Planète, la personnalité d'Albert Kahn, ou plus spécifiquement la mission 1916 avec un regard sur la vie quotidienne au temps de la Grande Guerre en milieu rural.

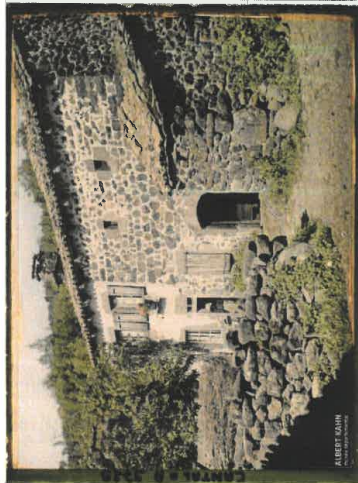
La figure d'Albert Kahn et ses nombreuses fondations créées au début du XX^e siècle seront présentées dans cette exposition ainsi que son projet d'inventaire visuel du monde : « Les Archives de la Planète », constitué de 72 000 plaques photographiques en couleurs appelées autochromes et d'une centaine d'heures de films.

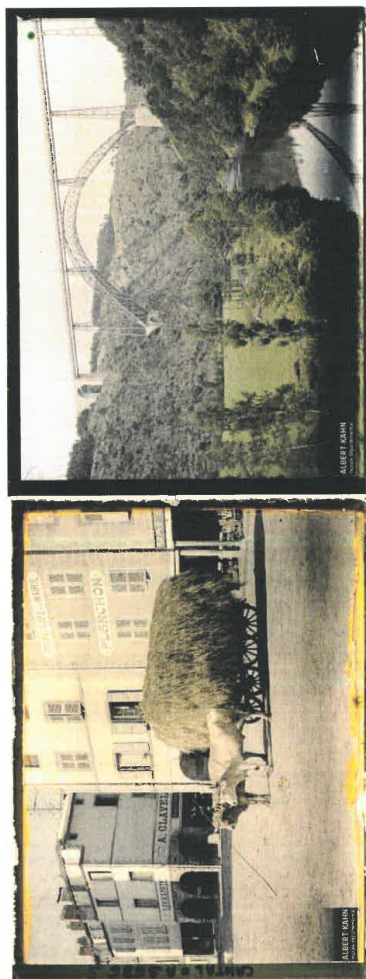
Enfin, l'exposition sera complétée par un module muséographique "Les Archives de la Planète" présentant les collections du musée départemental Albert-Kahn et la manière dont ces images ont été commandées puis saisies sur le terrain par les opérateurs avant de devenir le cœur d'une riche collection.

Le musée départemental Albert-Kahn mettra à disposition du service médiation du Pays d'art et d'histoire, le kit pédagogique « Les Archives de la Planète », un outil modulaire d'éducation au regard.

Cette exposition sera conçue en partenariat avec le musée départemental Albert-Kahn.

Le PAH proposera une médiation spécifique auprès du grand public et du jeune public (visites-guidées, conférences, ateliers, etc.).





III. Actions ponctuelles de valorisation du patrimoine et de l'architecture axées sur une médiation particulière



Un des objectifs du label « Pays d'art et d'histoire » est la sensibilisation et la formation des habitants, des visiteurs et des professionnels (médiateurs culturels et touristiques, commerçants, hôteliers, artisans, enseignants, etc.) à leur environnement architectural et paysager ainsi qu'une initiation du jeune public à l'architecture, à l'urbanisme, au paysage et

au patrimoine. Ainsi, des actions spécifiques envers ces publics ciblés sont organisées en lien avec une thématique annuelle afin de favoriser l'appropriation par tous des richesses culturelles qu'ils obtiennent. Il s'agit par conséquent de valoriser le patrimoine et d'en favoriser la conservation par le truchement de la connaissance.

Coût prévisionnel total : 13 000 €
Subvention DRAC demandée : 5 500 €

● **Les visites architecturales :**

Grâce à des conférences, des débats, des diaporamas et des visites de chantiers, le Pays d'art et d'histoire informe et sensibilise la population locale et le jeune public au patrimoine et à la qualité architecturale du Pays de Saint-Flour, notamment aux projets de réhabilitation et aux réalisations architecturales en cours sur le territoire.

Lors de chaque rencontre, maître d'ouvrage, maître d'œuvre et spécialistes expliquent leur point de vue sur le projet mis en avant et répondent aux attentes du public.

● **Les visites/animations en lien avec la thématique annuelle :**

Chaque année, pour des animations spécifiques et ciblées, une thématique est choisie et proposée à l'ensemble des acteurs culturels et touristiques du territoire. En 2022, rencontres et visites découvertes autour « du feu » seront programmées en lien avec :

Plein feu sur la préhistoire

Le feu est une clé d'entrée essentielle pour comprendre l'évolution des sociétés depuis la préhistoire.

Les techniques ancestrales de production du feu : une démonstration commentée sur les différentes techniques de production du feu de la préhistoire à nos jours,

Feu et archéologie

L'usage précoce du feu.

Domestication du feu : une histoire brûlante. Peut-on savoir à quand remonte la maîtrise du feu par l'homme ? En quoi la domestication du feu a-t-elle été déterminante pour l'évolution de notre espèce ? L'usage du feu est-il le propre de l'homme ?

Archéologie du bâti et incendie : entre matérialité et immatérialité d'un sinistre.

La pratique de l'incinération : quand les cendres des défunts sont recueillies dans une urne funéraire disposée avec soin dans des fosses aménagées où sont déposés également des céramiques et quelques objets personnels.

Le feu au cœur de l'environnement et du paysage

Les narses, richesses volcaniques.

Balade sur le volcan.

Les matériaux du feu : pierres volcaniques et terre d'argile.

Les feux de forêts.

Les techniques d'écobuage.

L'incendie : quelles conséquences sur l'environnement ?

L'usage du feu dans la maison traditionnelle

Le feu était au centre des activités domestiques et des rites de la communauté paysanne. Des lors, il ne faut pas s'étonner si le foyer définissait une entité familiale, et si la taille d'un village s'exprimait au nombre de ses feux.

On ne pouvait pas vivre sans feu dans la maison, y compris en été, pour la cuisson des aliments et la production de chaleur l'hiver. L'organisation de l'habitation paysanne se formait invariablement autour du feu.

Le cantou, l'âtre de la maison cantalienne : le cantou était autrefois dans la Cantal le cœur de la vie familiale, l'âme de la maison. Pour leur fonction et ce qu'ils représentaient dans la mémoire collective, de nombreux cantous sont toujours utilisés.

La combustion domestique : L'avènement du fourneau a représenté une vraie nouveauté dans les campagnes : le feu étant pour la première fois contenu dans un foyer fermé domestiquant la combustion. Le fourneau remplissait plusieurs fonctions dérivées du four et du cantou : la cuisson et le chauffage.

Du feu libre au feu enfermé

Le fourneau qui améliore la vie quotidienne. La diffusion à grande échelle du fourneau de cuisine a contribué fortement à l'amélioration des conditions de vie des populations du Cantal. Appareil de cuisine beaucoup plus performant que la cuisson au feu direct dans le cantou, le fourneau permettait de cuire plusieurs aliments à la fois dans des récipients divers : marmite, casserole, poêle, bouillotte, cafetière, etc. posés sur la table supérieure.

Arts ménagers

La cuisine bouscule les habitudes. Le fourneau de cuisine sera remplacé au début du XX^e siècle par la cuisinière qui offrait quelques fonctions nouvelles : un grand four de cuisson, la production d'eau chaude en permanence dans un bac intégré disponible par un robinet placé en façade : un luxe inestimable et nouveau.

Cuisinière en émail blanc

L'apothéose du foyer de cuisson devant le cantou. La cuisinière en émail blanc a conquis tous les intérieurs dans les années après la seconde guerre mondiale. La résistance élevée de l'émail à la chaleur en faisait un matériau idéal pour le revêtement d'appareils de cuisson et de chauffage en ce temps de développement des arts ménagers. Ce fut la dernière évolution du fourneau de cuisine dans la salle commune de la maison paysanne.

Feu et architecture

La cheminée : véritable motif architectural dans le paysage cantalien.

Le sous-sol du Cantal, richesse pour nos toitures.

Le four banal : quand la communauté villageoise cuisait son pain, un élément essentiel dans la vie quotidienne de la population de tous les villages.

L'éclairage de l'homme, au fil de l'histoire, depuis les torches, en passant par les chandeliers de suif, les bougies de cire, la lampe à huile, la lampe à pétrole, jusqu'à l'ampoule à filament...

Histoire des énergies de chauffage : bois, électricité, éolien, solaire, foin : de la Préhistoire à nos jours.

Arts du feu et productions artisanales

A la découverte des techniques et des produits des arts de la terre, du verre et du métal dans les collections de l'écomusée de Margeride et des musées sanflorains.

Rencontre avec les artisans d'art installés sur le territoire : céramistes à Saint-Urcize et à Villedieu, souffreuse de verre à Saint-Flour, forgeron à Saint-Georges, émailleur à Bouzenats.

L'art du vitrail à travers les siècles.

Les verreries de Margeride.

Petites histoires des armes à feu

Entre chasse et feu : l'art de la chasse.

Châteaux forts et armes à feu.

Collection d'armes et salle des gardes au sein du Musée d'art et d'histoire Alfred-Douët.

Conteurs au coin du feu

Les veillées au coin du cantou quand le grand père s'assoit sur l'archabanc (un coffre à sel), la place du chef de famille, et entretient le feu. Pendant que la grand-mère, assise en face sur un fauteuil, brode ou tricote en racontant à ses petits-enfants des histoires fabuleuses...

Feu dévorant, feu domestique, feu sacré : symbolique du feu

La représentation de l'Enfer : peinture murale du Purgatoire dans la cathédrale et dans les collections des musées sanflorains.

L'usage des cierges : symbole de lumière dans la tradition liturgique chrétienne.

Les feux de la Saint-Jean.

Les feux d'artifice : depuis leur histoire à la cour du Roi aux 17^e et 18^e siècles, puis au 14 juillet jusqu'à aujourd'hui (ex. feu d'artifice à Sainte-Marie).

Au feu les pompiers : Sainte-Barbe, patronne des pompiers / à la découverte du musée des pompiers à Pierrefort / valorisation du reportage photographique sur l'école des pompiers réalisé par les étudiants de l'ESA le 75 de Bruxelles, lors de leur résidence en 2015 à Pierrefort.

Les « feux de l'amour », l'histoire des amoureux de la Saint-Valentin.

Les exécutions publiques dans le Cantal : les exécutions par le feu.

• Les ateliers de découverte et de création

L'objectif de ces ateliers est de privilégier une pédagogie active autour d'un double enjeu éducatif « la culture du regard et l'éducation à l'esthétique ». Les participants acquièrent des connaissances par une mise en œuvre de pratiques créatives. Ils expérimentent en atelier, ils manipulent et entrent en contact avec les matières et les matériaux. Ces ateliers véritables « leçons de choses », sont dirigés par des personnes ressources sélectionnées pour leur savoir-faire et leur talent d'animation.

Deux lieux sont privilégiés : L'Ecole du patrimoine à Montchamp (canton nord) et la Maison de site à Alleuze.

● **Causeries culinaires pour la promotion de notre patrimoine culinaire historique** en lien avec le programme alimentaire territorial de Saint-Flour Communauté

L'histoire de la cuisine française a son propre rythme. Elle ne suit pas le découpage habituel de nos livres d'histoire. On peut la faire commencer au Néolithique avec l'invention de la poterie. Très tôt le commerce avec l'Orient a introduit l'usage des épices en cuisine. En 100 ans, nos ancêtres les gaulois ont assimilé les goûts et le savoir-faire culinaire des conquérants romains. A partir de l'an 800, la diététique médiévale a imposé de nouvelles saveurs. Au XVI^e siècle, la découverte des Amériques introduit de nouveaux aliments dans notre cuisine, qui pour certains mettront 400 ans à être adoptés. La gastronomie française prend ses racines dans le courant du XVII^e siècle. Elle ne cessera d'être réinventée jusqu'à aujourd'hui.

Notre histoire culinaire est une autre façon de comprendre qui nous sommes : « Dis-moi ce que tu manges et je te dirais d'où tu viens ». Par les goûts et les saveurs, une autre histoire nous est contée, celle de nos habitudes alimentaires.

Grâce à des intervenants spécialisés comme des archéologues et historiens de la cuisine, chroniqueurs culinaires, conférenciers de cuisine historique, tous les moyens sont bons pour transmettre cette histoire méconnue du grand public et se réapproprier des recettes oubliées.

Quelques thèmes :

- La table d'un troubadour
- La table d'un gastronome romain
- Histoire de la cuisine et des cuisiniers
- La gastronomie au Moyen-âge
- La table des Français
- Racines culinaires, les livres de recettes d'anlan
- Fruits et légumes réservés à l'aristocratie et à la haute bourgeoisie
- Histoire de la soupe

● L'événementiel :



Dans le cadre du festival **Alimenterre**, le Pays d'art et d'histoire s'associera à cet événement en organisant une médiation spécifique auprès du grand et jeune publics.

Cette action s'inscrit dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial (PAT), en élaboration par la communauté de communes de Saint-Flour Communauté depuis 2019, dans un contexte actuel où la volonté de revenir à une agriculture durable pour l'environnement et rémunératrice pour les producteurs ainsi qu'à une alimentation saine et accessible à tous semble de plus en plus prépondérante.

● Les expositions thématiques :

Ces expositions contribuent à renouveler l'intérêt des publics locaux au patrimoine par la création d'événements ponctuels. Elles développent une thématique bien déterminée en lien avec les animations mises en place ou l'actualité de l'architecture et du patrimoine, ou au contraire permettent une ouverture sur des sujets plus larges.



Cuisines de France – Médiathèque communautaire de Neuvéglise-sur-Truyère
Exposition itinérante empruntée au Conseil départemental du Puy-de-Dôme.

Par une approche culturelle, cette exposition présente ce qui fait l'originalité et la diversité de la cuisine la plus remarquée au monde. Ainsi, l'histoire de la cuisine accompagne la présentation de quelques terroirs et spécialités régionales. Terroirs ou cépages, pêche melba ou poulet marengo, garbure ou cassoulet n'auront plus de secrets pour vous. A consommer sans modération si l'on veut connaître et faire vivre un patrimoine menacé par la "mal-bouffe" !.

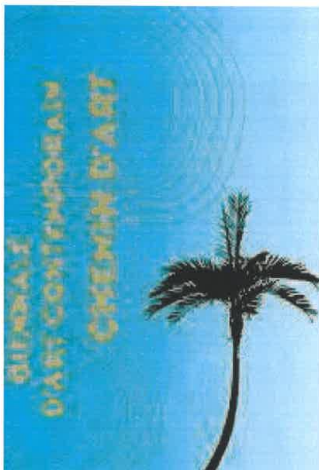
Une exposition en 12 panneaux

1^{ère} partie : Du feu aux Lumières

2^e partie : La naissance de la gastronomie

3^e partie : L'art culinaire français dans le monde

Le PAH, en tant que partenaire de la médiathèque de Neuvéglise-sur-Truyère organisera de la médiation auprès du grand public et du jeune public (visites-guidées, ateliers, etc.).



Biennale d'art contemporain, Chemin d'art

En 2022, la Biennale fête ses 10 ans. Chaque biennale construit une médiation qui concerne plus de 300 personnes dont plus des 3/4 sont des scolaires et des jeunes en hors temps scolaire. Pour 2022, la programmation s'articulera autour d'une programmation entre mai et septembre. Un partenariat sera construit avec le Conservatoire de musique grâce à la classe de danse contemporaine qui travaillera avec un artiste autour des croisements entre danse et performance. Des scolaires pourront bénéficier d'intervention de l'artiste en résidence au Conservatoire. La restitution pourra se faire lors d'un moment de présentation et/ou sous forme vidéo. L'Ecole supérieure d'art de Clermont Métropole sera invitée à prendre possession de 3 sites sur le territoire. La biennale présentera une exposition à la Halle aux Bleds autour du travail de Samuel Richardo, entre peinture et photographie. L'ensemble du fonds Chemin d'art constitué des sérigraphies des artistes des dix dernières années sera présenté (lieu à définir). L'association « Les Michelins » sera invitée à activer des « safaris sérigraphiques » dans différents villages et hameaux du territoire autour du travail de différents artistes invités.

Actions proposées :

- Médiation autour du corps, du récit comme source de création en lien avec la performance et la danse contemporaine. Profiter de la présence de l'artiste en résidence dans la classe de danse contemporaine du Conservatoire pour activer de la médiation dans les lycées (section arts plastiques) et lycée agricole (EAC), et des collèges.
- Médiation autour de la peinture « pourquoi peindre que peindre ? »
Appréhender avec les scolaires la question de la couleur et de son application dans l'espace urbain et rural. Comment faire signe dans des espaces autres que ceux du lieu d'exposition. Il s'agit d'aller plus loin que la question du « street art » pour interroger la couleur dans notre quotidien. Les liens sont forts entre création et patrimoine avec la présence historique de la couleur dans l'architecture religieuse et vernaculaire.
- « Paysages et sculptures » autour du travail des étudiants de l'ESACM.
Sur les sites investis par l'ESACM, les étudiants feront acte de médiation autour de la pratique artistique avec les écoles du territoire.
- « Faire image » autour de production de sérigraphies
La sérigraphie permet de créer des images à partir de dessins originaux. De l'original à l'œuvre multiple comment les plus jeunes représentent, dessinent leur univers en lien avec leurs lieux de vie, entre patrimoine quotidien et rêveries.

Le PAH, en tant que partenaire, organisera la médiation auprès du grand public et du jeune public.



Les arts du feu – Musée d'art et d'histoire Alfred-Douët

avec en 2022 une exposition sur la terre cuite et en 2023 sur le verre, et le souhaite d'ouvrir ces expositions à la production contemporaine.

Ces expositions auront pour but de valoriser les collections du MAHAD, avec aussi des pièces de prêteurs publics et privés, articulant des procédés propres aux arts décoratifs à ceux des arts populaires. Les expositions articuleront une scénographie dynamique entre objets, images animées et graphiques autour de thèmes narrants la fonction des objets et des savoir-faire. Les thèmes au sein de l'exposition 2022 pourraient être « la terre et l'eau », « la terre et la lumière », « la terre et la table », « la terre et l'architecture », ...etc.

Le PAH, en tant que partenaire de l'écomusée de MARGERIDE organisera de la médiation auprès du grand public et du jeune public (visites-guidées, ateliers, etc.).



Dans le cadre de la valorisation du viaduc de Garabit, et du projet de classement au titre des sites des gorges de la Truyère-Garabit, le Pays d'art et d'histoire et les Archives municipales de Saint-Flour, en partenariat avec l'écomusée de MARGERIDE proposent la visite guidée du viaduc de Garabit et la découverte d'une exposition sur l'histoire et la construction de cet édifice.

Le géant de la Truyère - Site de l'écomusée/Ferme de Pierre-Allègre

Par le biais de panneaux explicatifs et de documents d'archives, rétrospective historique du Viaduc depuis l'idée originelle de Léon Boyer jusqu'à nos jours en passant par sa construction et son utilisation.

Le PAH en partenariat l'écomusée de MARGERIDE et les Archives municipales de Saint-Flour organisera de la médiation auprès du grand public et du jeune public (visites-guidées, ateliers, etc.).

IV. Les actions éducatives en temps scolaire et hors temps scolaire



Coût prévisionnel total : 40 000 €
Subvention DRAC demandée : 8 500 €

Le jeune public est une des priorités de l'action de sensibilisation à l'architecture et au patrimoine des Villes et Pays d'art et d'histoire.

Le Ministère de la Culture (direction de l'architecture et du patrimoine), au travers de ce réseau national, soutient tout particulièrement le développement d'une politique de sensibilisation des jeunes à l'architecture et au cadre de vie.

Par la mise en place d'actions pour initier et sensibiliser le jeune public à l'architecture et au patrimoine, Saint-Flour Communauté a souhaité s'inscrire dans cette démarche notamment dans le cadre du Pays d'art et d'histoire et auprès des musées sanforains.

Pour développer ce projet, un chargé des actions éducatives a été recruté afin qu'il propose des activités ouvertes à tous les jeunes avec des pratiques adaptées pour éveiller leur curiosité à l'architecture et au patrimoine et plus largement à l'espace, à la constitution de repères, à l'acquisition de connaissances, permettant à ces jeunes citoyens d'être actifs sur l'évolution de leur cadre de vie.

Les actions mises en œuvre par ce chargé des actions éducatives s'articulent autour de quatre axes :

- Développer une approche sensible et active du patrimoine ;
- Mettre à portée des enfants les notions d'espace, de volume, de rythme ou de proportion ;
- Stimuler la créativité ;
- Inciter les jeunes à fréquenter les lieux dédiés au patrimoine (Ecole du patrimoine à Montchamp, Maison de site à Alleuze, Musées, etc.).

Cette démarche coordonnée par le chargé des actions éducatives et mise en place depuis 2011 a rencontré un vif succès auprès d'un large public grâce à une collaboration constante avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Auvergne, l'Éducation nationale, les centres de loisirs, les musées et les autres structures culturelles. Ainsi, de cette mise en réseau des acteurs intervenant auprès de la jeunesse, est né un programme d'offres d'activités élargies qui propose au jeune public une approche différente de son environnement.

Animations sur le « hors temps scolaire »

Sur la thématique du Feu :

- Ecomusée de Margeride :
 - o Pâques au Jardin de Saint-Martin
 - o Sur le chemin des écoliers : découverte de l'exposition de l'école de Signaulieu et randonnée sur le chemin des écoliers.
 - o Autour du carlou : découverte de l'exposition temporaire au Jardin de Saint-Martin et atelier.
 - o Sur les traces du viaduc de Garabit : jeu de piste sur site
 - o Mémoire de la terre : découverte de l'œuvre sonore de Dominique Miscopein suivi d'un atelier artistique.
 - o Au feu de bois : découverte du tour de la ferme de Pierre Allègre et atelier cuisine à l'ancienne.
- avec Nadège Pilon, animatrice nature :
 - o A dos d'âne : balade pour apprendre à bâter un âne, et découvrir le volcanisme.
- Avec Philippe Monvan, directeur de l'Observatoire d'Astrophysique Cézailier-Cantal (OACC) :
 - o Le soleil, cette boule de feu.
- Avec l'aérodrome de Collines
 - o Faites vrombir les moteurs ! : découverte des engins à moteur de l'aérodrome.
- Avec les sapeurs-pompiers
 - o Au feu les pompiers : découverte de la caserne et de l'histoire des pompiers.
- Avec la SNCF
 - o Au temps des trains à vapeur
- Avec les services environnement du SYTEC et de Saint-Flour Communauté
 - o Les nasses, richesses volcaniques
 - o Au cœur du volcan
 - o La géothermie Késako ?
 - o Un feu préhistorique, en lien avec le mégalithisme.
- Les arts du feu

- Apprenti potier
- Apprenti forgeron
- Apprenti verrier
- Apprenti perlier

En partenariat avec le Centre social de Saint-Flour :

- Des animations de découvertes :
 - Relive patrimoine de Pâques.
 - Découverte du thermalisme à Chaudes-Aigues : les secrets du thermalisme : visite de la ville, explication du phénomène, activité autour de Chaudes-Aigues.
 - Découverte de l'agriculture au musée de Collines : l'importance de la vie agricole dans le Cantal et son évolution.
- Des ateliers-cuisine :
 - Festin de Cro-Magnon
 - Au cantou mijote la soupe !

Le bivouac des ados :

Dans le cadre des bivouacs organisés par le Centre social à destination des adolescents, différentes actions de sensibilisation au patrimoine sont proposées.

En partenariat avec l'Office Municipal de la Jeunesse et des Sports :

- Chasse au trésor en lien avec les richesses patrimoniales d'un village.
- Un grand-jeu sur le thème du feu
- Un grand jeu sur le thème de la Biennale Chemin d'art.

En lien avec la Biennale d'art contemporain Chemin d'art :

La Biennale souhaite développer des moments de rencontres avec les publics autour des œuvres et des artistes et cela durant toute la manifestation sur chacun des sites. Des temps de médiation seront organisés par le Pays d'art et d'histoire en direction du jeune public et qui allieront patrimoine et création. Des animations spécifiques seront proposées par le Pays d'art et d'histoire.

Animations sur le temps scolaire

Ouvertes à tous les enfants, de la maternelle à la terminale, les activités éducatives permettent, en temps scolaire, sur site et en salle, d'étudier certains projets figurant au programme, de participer aux opérations nationales, la Nuit des musées, La Classe l'œuvre, Les journées nationales de l'archéologie, de l'architecture, etc. ou en lien avec les expositions proposées par le Pays d'art d'histoire, les musées et l'écomusée de Margeride. Des projets inédits, à la demande des enseignants, sont également co-construits autour de thématiques patrimoniales.

- **Patrimoine et paysage**
 - o A la découverte des milieux humides : les narses.
 - o Un paysage et des hommes.
- **Patrimoine et archéologie**
 - o La Route des mégalithes : les hommes du néolithique.
- **Patrimoine, histoire et architecture**
 - o Saint-Flour : ville médiévale et ville fortifiée.
 - o Architecture religieuse romane : l'église romane.
 - o Les bâtisseurs de cathédrales.
 - o La cathédrale Saint-Pierre de Saint-Flour.
 - o Les châteaux d'Alleuze et des Ternès.
- **Patrimoine de l'eau**
 - o Les sources, lieux de culte.
 - o La source Font-de-Vie à Coren.
 - o Les fontaines de Saint-Flour : sources d'hier et d'aujourd'hui.
 - o L'abreuvoir et le puits au cœur du village : l'eau au quotidien, l'homme et l'animal.
- **Patrimoine rural bâti**
 - o Habitat : la ferme de montagne.
 - o Petits trésors du patrimoine.
- **Patrimoine et savoir-faire**
 - o L'art du vitrail.
 - o Histoire et technique du livre.
- **Patrimoine et art**
 - o Découverte des Journées Européennes des Métiers d'Art.
- **Patrimoine et art**
 - o A la rencontre de « Chemin d'art », du FRAC ou initiation à l'art contemporain en lien avec notamment le mobilier Goudji et les vitraux de Marino di Teana.
 - o A la rencontre des artistes de la Biennale Chemin d'art.
 - o L'histoire des arts au fil du temps.
 - o L'histoire des arts aux XVIII^e et XIX^e siècles.
 - o Les arts au XX^e siècle à Saint-Flour.

Venue du MulMo en 2022 :

Le musée mobile fera deux étapes sur le territoire de Saint-Flour Communauté au printemps, avec une exposition « D'autres mondes que le nôtre » imaginée par le FRAC Auvergne. Le Pays d'art et d'histoire coordonnera l'organisation de la médiation, et accompagnera les équipes du MulMo dans une continuité de sensibilisation à l'art contemporain sur le territoire.

Animations sur le temps périscolaire

Depuis la rentrée scolaire 2013-2014, le Pays d'art et d'histoire s'investit également sur les temps périscolaires. Cette année, le Pays d'art et d'histoire propose aux participantes un projet pédagogique en 6 séances autour de la thématique « Archéologie et préhistoire », selon quatre séances :

Séance 1 : Les métiers de l'archéologie

Séance 2 : Des petits objets aux grandes constructions, l'évolution des techniques des hommes au fil du temps

Séance 3 : La peinture préhistorique

Séance 1 et 2 : La maîtrise du feu

Séance 3 : Découverte de la taille d'outils

Séance 4 : La vannerie préhistorique



V.Valorisation par l'édition et la publication

Pour développer une communication au public, le plus large, le Pays d'art et d'histoire s'engage à réaliser des publications sur l'architecture et le patrimoine :

- des dépliants présentant le Pays d'art et d'histoire du Pays de Saint-Flour (histoire, programmes d'activités, visites, ...)
- des fiches thématiques (AVAP/SPR, architecture du XX^e siècle, pratiques religieuses...) ou monographiques,
- des brochures ou des guides
- des documents de visites, de circuits,
- des catalogues d'exposition
- des affiches,
- des pages internet «patrimoine et architecture» sur le site de Saint-Flour Communauté et sur celui de l'Office de tourisme des Pays de Saint-Flour,
- des fiches ou dossiers pédagogiques,
- des CD Roms sur la vie événementielle et culturelle du label en Pays de Saint-Flour.

Tous ces documents sont conçus à partir de la charte graphique définie par la direction de l'architecture et du patrimoine pour le réseau des « Villes et Pays d'art et d'histoire ».

Coût prévisionnel : 6 000 €

Subvention DRAC demandée : 3 000 €

• *Rendez-vous en Pays de Saint-Flour*

Pour l'année 2022, le Pays d'art et d'histoire du Pays de Saint-Flour envisage de concevoir et d'éditer, selon la charte graphique du réseau « Villes et Pays d'art et d'histoire », un programme des visites à 5 000 exemplaires en y incluant la programmation des autres structures culturelles (musées sanflorains, écomusée de Margeride, Office de Tourisme, Archives municipales et médiathèques, etc.) en lien notamment avec la thématique 2022.

- *Focus sur l'église de Roffiac* (5 000 exemplaires)
- *Focus sur les barrages de Grandval et de Lanau* (5 000 exemplaires)
- *Explorateur : le jardin de Saint-Martin* (2 000 exemplaires)

VI.Médiation au sein du CIAP et sur le nouveau territoire labellisé

Cout prévisionnel : 33 000 €
Subvention DRAC demandée : 20 000 €

Une médiation augmentée sur le nouveau territoire labellisé en 2019

Ainsi, dans le cadre du renouvellement et de l'extension approuvé en novembre 2019 par le Conseil national des Villes et Pays d'art et d'histoire, le périmètre de Saint-Flour Communauté concerné par le label Pays d'art et d'histoire comprend non plus 14, mais 31 communes, à savoir :

Les 14 communes initialement labellisées : Vieillespesse, Lastic, Coren, Menières, Tiviers, Monchamp, Saint-Flour, Saint-Georges, Roffiac, Tanavelle, Paulhac, Anglards-de-Saint-Flour, Alleuze et Sériers.

Les 6 communes de la Planèze : Valuéjols, Ussel, Collines, Andelat, Talizat, Rézenières.

Les 8 communes de la Margeride : Soulières, Vétrines-Saint-Loup, Vabres, Ruynes-en-Margeride, Clavières, Challiers, Lorcères, Val d'Arcomie (commune nouvelle regroupant les anciennes communes de Saint-Just, Saint-Marc, Loubarresse et Faverolles).

Les 4 communes indépendantes : Cussac, Les Ternies, Villedieu et Lavastrie.

La commune nouvelle de Neuvéglise-sur-Troyère (regroupant les anciennes communes de Lavastrie, Sériers, Neuvéglise et Oradour).

Dans le cadre de l'extension, l'intercommunalité et les communes précitées se donnent pour ambition de :

- renforcer la cohésion territoriale et la notoriété du territoire grâce au label Pays d'art et d'histoire ;
- promouvoir la qualité architecturale ;
- amplifier l'accompagnement des politiques urbaines, paysagères et architecturales du territoire ;
- accroître la médiation au service des publics élargis, particulièrement en direction de nouveaux publics (de la culture, de l'économie, du social, de la santé ...) ;
- développer les technologies numériques de médiation et d'interprétation, notamment dans le cadre de la mise en place du CIAP ;
- participer au renforcement de l'offre pour faire du territoire une véritable destination culturelle.

Une médiation spécifique au sein du Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine – Maison de l'habitat dont l'ouverture est prévue en 2022

Un cycle annuel de conférences intitulé « Cours publics d'histoire et actualité de l'architecture », destiné au grand public, et consacré à un corpus particulier de l'espace bâti : habitats bâtis et paysages ruraux, histoire de la ville, patrimoine industriel ou encore non bâti, comme les jardins. Chaque thème permet d'aborder à partir de son approche historique, les enjeux de transformation de nos cadres de vie contemporains. La participation de diverses disciplines favorise la compréhension des débats propres à nos contextes culturels et professionnels.

Intervenant : Christophe LAURENT, historien de l'architecture.

Des ateliers en lien avec la matériauthèque « Matériaux et architecture », destiné au grand public

1. Utiliser des matériaux naturels pour rénover

Quel est l'impact des matériaux sur la qualité de l'air intérieur ?

Comment choisir ses matériaux en fonction du type de support et des besoins du bâtiment ? (isolation, enduit, peinture, revêtements de sols, ...)

De quelle manière peut-on utiliser de la terre, de la chaux ou du chanvre ?

Comment réaliser une isolation en matériaux biosourcés ?

2. Construire et agrandir avec le bois : quelles sont les valeurs et qualités du bois (matériau biosourcé) pour votre projet ? Que vous souhaitiez construire ou agrandir votre habitation, mettre en œuvre ce matériau à l'intérieur (plancher, parquet, cloison, mobilier, etc.) ou à l'extérieur (bardage, terrasse, menuiserie extérieure, etc.).
3. Chaux devant ! Expérimenter l'isolation chaux-chanvre : Comment s'adapter aux changements climatiques en cours et apprendre à utiliser des matériaux de construction biosourcés.

Intervenants : CAUE du Cantal, UDAP

Des ateliers pour « Appréhender l'architecture et l'histoire », en prenant le temps de l'observation et de l'interprétation

Regarder et comprendre l'architecture grâce à des ateliers de dessin qui permettront de découvrir les lieux d'histoire par la pratique artistique in situ.

Histoire(s) des monuments. Découverte historique de monuments emblématiques sur le territoire de Saint-Flour Communauté à partir d'archives, textes, visuels et lectures.

Objectif photographique. Parcourir les monuments. Saisir l'instantané des lieux en créant des images par l'action de la lumière.

Intervenants : CAUE du Cantal, UDAP

Vers un Pays D'ART ET D'HISTOIRE Saint-Flour Communauté



Une exposition temporaire et itinérante : Vers un nouveau Pays d'art et d'histoire

La première exposition mise en place par le Pays d'art et d'histoire dans le cadre de l'ouverture du futur Centre d'interprétation de l'Architecture et du Patrimoine pourrait être intitulée « Vers un nouveau Pays d'art et d'histoire » et permettrait de présenter le label de façon générale et permanente au Rez-de-Chaussée du bâtiment au travers de six panneaux type supports gigognes, par exemple.

Cette exposition servirait, en effet, d'introduction afin d'expliquer ce qu'est, tout d'abord, un label « Pays d'art et d'histoire », ce qu'est en réalité, un CIAP, le lien entre les deux, d'en détailler les missions et les objectifs ainsi que leurs possibilités d'actions et leurs liens avec le territoire.

De même, le Pays d'art et d'histoire a programmé des interventions en conférence territoriale de Saint-Flour Communauté dans les communes au printemps 2022 afin de présenter le label directement aux habitants sur le territoire ainsi qu'aux nouveaux conseils municipaux, composés, pour certains, d'élus n'ayant pas encore connaissance du label. Aussi, bien que cette exposition soit une entrée en matière pour le CIAP, il a été prévu une itinérance des panneaux au cœur des bourgs du nouveau périmètre PAH, et notamment au sein des communes nouvellement labellisées. Pour cela, il s'agira de s'appuyer sur les relais existants du CIAP (Maison de site à Alleuze et Ecole du patrimoine à Montchamp) mais aussi sur l'ensemble du réseau des médiathèques du territoire et du réseau des maisons de France services afin de toucher le plus grand nombre.

Cette itinérance permettra au label de se faire mieux connaître sur l'ensemble du territoire labellisé, de montrer les opportunités à saisir aux élus locaux, mais aussi de se présenter à l'ensemble des habitants du territoire.

ACTIONS	DEPENSES COUT GLOBAL TTC	RECETTES			
		DRAC	CONSEIL DEPARTEMENTAL	OTT Pays de Saint-Flour	RESSOURCES PROPRIES
Poste animateur	45 000 €				45 000 €
Actions permanentes d'animation et de sensibilisation au patrimoine et à l'architecture	22 000 €	7 500 € <i>(dont 4 000 € expo photos en plein air)</i>	4 000 €	3 500 €	7 000 €
Actions ponctuelles de valorisation du patrimoine et de l'architecture par la médiation	13 000 €	5 500 €	1 000 €		6 500 €
Actions éducatives	40 000 €	8 500 €	8 600 €		22 900 €
Edition et publication	6 000 €	3 000 €	1 400 €		1 600 €
Médiation CIAP et sur le nouveau territoire labellisé	33 000 €	20 000 €			13 000 €
TOTAL	159 000 €	44 500 €	15 000 €	3 500 €	96 000 €

CONVENTION

Entre

Le Conseil départemental du Cantal, 28 Avenue Gambetta, 15000 Aurillac, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en application d'une délibération de la Commission Permanente en date du 17 juin 2022,

d'une part,

et

La Fondation du patrimoine, dont le siège se trouve 153 bis, avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, représentée par son Délégué régional, Monsieur Jacques AUJOLAT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Créée par la loi 96-590 du 2 juillet 1996, la Fondation du patrimoine, organisme privé indépendant, a reçu pour mission de promouvoir la connaissance, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine

Elle a été déclarée d'utilité publique par un décret du 18 avril 1997.

La loi du 2 juillet 1996 prévoit notamment que la Fondation du patrimoine peut attribuer un Label ouvrant droit à déduction fiscale ou subventions aux propriétaires effectuant des travaux de restauration. L'article 16 de la loi de finances pour 1997 précise que cette déduction est conditionnée à un avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France.

La lettre du 29 juin 1999 du Secrétaire d'état au budget contient les modalités d'application du dispositif. Elle indique notamment qu'il n'est pas exigé d'ouverture au public mais que les immeubles doivent être visibles de la voie publique. Cette visibilité est la contrepartie de la déduction fiscale. La Fondation du patrimoine doit en outre financer les travaux à hauteur d'un minimum de 2%.

Le Conseil départemental du Cantal pour sa part, conscient de la valeur de son patrimoine bâti en termes culturel, touristique et économique, mène une politique active en sa faveur. C'est pourquoi le Département du Cantal a décidé de s'associer à l'action poursuivie par la Fondation du Patrimoine dans les conditions définies ci-après.

Article 1 - Objet de la convention

Le Conseil départemental du Cantal, considérant l'intérêt de l'action menée par la Fondation du Patrimoine visant à permettre aux particuliers de mettre en œuvre des opérations de sauvegarde et de valorisation du patrimoine sur le département du Cantal, lui accorde au titre de 2022 une subvention de 10 000 Euros.

Cette subvention sera affectée, dans le cadre d'opérations de restauration d'édifices :

- au financement par la Fondation d'une subvention de 2% aux propriétaires privés assujettis à un impôt sur le revenu supérieur à 1 300 euros (avant toute correction)
- au financement par la Fondation d'une subvention aux propriétaires privés non assujettis à l'impôt sur le revenu ou assujettis à un impôt inférieur à 1 300 euros (avant toute correction).

Article 2 - Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée sur le compte de la Délégation Régionale Auvergne de la Fondation :
SG PARIS AGENCE CENTRALE

IBAN : FR76 3000 3030 1000 0372 9425 931

En fin d'année, en un seul versement en fonction du montant des aides engagées par la Fondation du Patrimoine pour l'année en cours.

Article 3 - Modalités de gestion

L'instruction technique des dossiers est assurée en concertation entre les services du Conseil départemental et la Fondation du patrimoine. Celle-ci se porte garante de la conformité de l'édifice concerné avec les critères définis dans la lettre du 29 juin 1999 du Secrétaire d'État au budget. L'ensemble des dossiers recevables est soumis à l'avis du Comité Départemental d'Orientatation et du Conseil départemental pour la sélection des opérations à soutenir.

Article 4 - Bilan des opérations

La Fondation du Patrimoine s'engage à fournir au Conseil départemental du Cantal à l'achèvement de la présente convention, un bilan de l'utilisation de sa subvention. Il comportera la liste des opérations de sauvegarde concernées, le nom des bénéficiaires, le montant des aides engagées ainsi que celui des aides soldées pour l'année en cours.

Un Comité de Pilotage composé de représentants des deux parties évaluera les résultats de la mise en œuvre de la présente convention en vue de son éventuel renouvellement.

Article 5 - Durée de la convention

La présente convention vaut pour une durée d'un an du 1er janvier jusqu'au 31 décembre 2022. Les modalités de sa reconduction seront examinées et validées au vu des conclusions du Comité de Pilotage.

Article 6 - Publicité des opérations

Tout document d'information, toute manifestation publique, tout document technique relatif à la réalisation d'une opération aidée, devra, après avoir reçu l'accord des parties, mentionner que l'aide a été accordée dans le cadre du programme départemental de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine non protégé mis en œuvre par la Fondation du Patrimoine et le Conseil départemental du Cantal.

Fait à Aurillac, en deux exemplaires originaux, le

Pour le Conseil départemental,

Pour la Fondation du Patrimoine,

Le Président,

Le Délégué régional,

Bruno FAURE

Jacques AUJOLAT

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-19

Attribution de subvention

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir* **Mme Aurélie BRESSON** donne procuration à **M. Gilles CHABRIER**, **Mme Céline CHARRIAUD** donne procuration à **Mme Mireille LEYMONIE**, **M. Gilles COMBELLE** donne procuration à **Mme Valérie SEMETEYS**, **Mme Isabelle LANTUEJOL** donne procuration à **M. Vincent DESCOEUR**, **M. Jean-Jacques MONLOUBOU** donne procuration à **M. Christophe VIDAL**

Absent(s) **M. Jean-Yves BONY**, **Mme Sophie BÉNÉZIT**

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- DECIDE d'attribuer la subvention suivante :

- 500 € pour l'association « Pierres de Menet ».

Le montant sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-20

**Schéma Départemental du Numérique Éducatif :
Appel à projets 2022 « À vos marques, prêts, communiquez ! »**

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s) : M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 17CD06-03 du Conseil départemental du 21 décembre 2017 approuvant le Schéma Départemental du Numérique Éducatif ;

Vu la délibération n° 21CD01-04 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant l'avenant au Schéma Départemental du Numérique Éducatif ;

Vu la délibération n° 22CP01-41 de la Commission Permanente du 28 janvier 2022 approuvant la mise en œuvre de l'appel à projets « À vos marques, prêts, communiquez ! » ;

- **DECIDE** d'apporter son soutien financier aux projets des cinq collèges retenus sur l'appel à projet éponyme par le biais du versement des subventions suivantes :

Collèges	Projets	Budget Total	Sub CD15	Acompte 2022 75 %	Reste 2023 25 %
B.Pascal	Blaise vous parle	1 700 €	1 360 €	1 020 €	340 €
Massiac	Web Radio du collège	2 105 €	1 500 €	1 125 €	375 €
Pierrefort	Radio BASALTE	2 200 €	1 500 €	1 125 €	375 €
Pleaux	Rubric-à-brac	1 490 €	1 192 €	894 €	298 €
Vic/Cère	Radio Fontaine en Carladès	1 350 €	1 080 €	810 €	270 €

- **APPROUVE** la convention type de partenariat devant intervenir entre les collèges bénéficiaires et le Département du Cantal dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout document y afférent.

Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits en fonctionnement du chapitre 65 nature 65737 fonction 221 du budget départemental.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE PARTENARIAT
APPEL A PROJETS
"A VOS MARQUES, PRETS, COMMUNIQUEZ !"**

Vu la délibération n° 17CD06-03 du Conseil Départemental du 21 décembre 2017 approuvant le Schéma Départemental du Numérique Éducatif,

Vu la délibération n° 21CD01-04 du Conseil Départemental du 26 mars 2021 approuvant l'avenant au Schéma Départemental du Numérique Éducatif,

Vu la délibération n° 22CP01-41 de la Commission permanente du 28 janvier 2022 approuvant la mise en œuvre de l'appel à projets « À vos marques, prêts, communiquez ! »,

Vu la délibération n° XXXX de la Commission Permanente du 01 juillet 2022 du approuvant la convention-type de partenariat devant intervenir entre les collèges bénéficiaires et le Département du Cantal dans le cadre de l'appel à projet « À vos marques, prêts, communiquez ! ».

Entre les soussignés :

D'une part,
Le Conseil départemental du Cantal,
Situé : 28 avenue Gambetta 15015 Aurillac Cedex
Représenté par son Président, Bruno FAURE
Désigné ci-après par "le Département"

Et
Le Collège XXXX,
Situé :
Représenté par le Chef d'établissement, XXXXX
Désigné ci-après par "le Collège"

Préambule :

Conformément à l'ambition du Schéma Départemental du Numérique Éducatif et à la stratégie de renforcement des collèges publics cantaliens, la Direction Éducation Jeunesse a publié, début février 2022, l'appel à projets « À vos marques, prêts, communiquez ! ».

Pour rappel, l'ambition de ce nouvel appel à projets orienté Éducation aux Médias et à l'Information est d'accompagner la mise en œuvre de projets pédagogiques innovants mettant **le numérique au service et au cœur des apprentissages** des collégiens cantaliens.

Le Département sera aux côtés des équipes pédagogiques pour accompagner les projets qui permettront aux élèves **d'apprendre et d'utiliser le numérique orienté Éducation aux Médias et à l'Information**.

Au travers d'ateliers permettant de manipuler des outils numériques, le projet du collège permettra de répondre aux enjeux d'intégration du numérique dans les apprentissages des élèves en leur offrant l'opportunité de le mener avec leurs enseignants. En parallèle, les élèves pourront acquérir les bases permettant de **développer la capacité d'analyse, l'esprit critique et l'autonomie à l'égard des images, des médias et de l'information**.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

Tel qu'il était indiqué dans le cahier des charges de l'appel à projet « À vos marques, prêts, communiquez ! », les projets retenus doivent faire l'objet d'une convention établissant les charges et responsabilité administratives, financières et techniques incombant au Collège et au Département.

Article 2 : Objectifs du partenariat

L'ensemble des parties a la conviction que le développement de l'usage du numérique dans le déroulement des séquences pédagogiques peut contribuer à la réussite des collégiens.

Ainsi, les parties mettent en œuvre les moyens favorisant le développement des usages dans les domaines liés à la pédagogie, l'utilisation des outils par les enseignants et les élèves, voire une ouverture plus large aux acteurs de l'Education.

Les choix d'équipements fournis découlent d'une réflexion des équipes pédagogiques sous la houlette des chefs d'établissements, portant aussi bien sur les objectifs visés par leurs stratégies d'enseignement et d'apprentissage, que sur les investissements humains et financiers réalisés sur fonds propres par les établissements.

L'engagement de chacun des partenaires s'avère nécessaire à la bonne réussite du projet. La dynamique engagée ne conservera du sens qu'à la condition qu'elle se poursuive dans le temps, qu'elle identifie et encourage les pratiques innovantes valorisant les résultats obtenus.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 3 : Engagements des signataires

Le Département et le Collège s'engagent à respecter les termes de la présente convention, chacun en ce qui le concerne, notamment :

Pour le Département : verser la subvention telle que mentionnée dans la présente convention.

Pour le Collège : réaliser le projet dans les conditions et délais présentés dans son dossier de candidature, mettre à disposition des équipes pédagogiques les moyens nécessaires à la réalisation du projet.

Ensemble, participer à la mise en œuvre technique, à l'évaluation et à la valorisation du projet soutenu.

Article 4 : Référents au projet

Pour faciliter les échanges autour du projet, l'enseignant référent désigné dans le dossier de candidature sera l'interlocuteur du Département. Le Collège sera systématiquement en copie des échanges.

Article 5 : Matériels et logiciels

Le Département accompagnera le Collège dans les choix techniques des équipements numériques nécessaires à la mise en œuvre du projet. Il conviendra de tendre vers leur intégration au Système d'Information du Collège et par là-même favoriser leur administration et les pratiques quotidiennes des enseignants et des élèves.

Cependant, le Collège assure la gestion des petits matériels acquis (du type « objets connectés ») et notamment, la mise en œuvre des procédures de maintenance qui leurs sont propres. En cas de panne, et durant la période de garantie, c'est le service après-vente du prestataire qui doit être sollicité.

Le Collège est responsable des ressources pédagogiques ainsi que des installations de tous logiciels complémentaires sur les outils fournis. La gestion des matériels et l'utilisation du réseau informatique dans l'enceinte de l'établissement sont de la pleine et entière responsabilité du chef d'établissement.

Il appartiendra au Collège d'assurer la charge financière des remplacements non couverts par la garantie, les ajouts de périphériques ou autres équipements complémentaires ; ces derniers seront soumis à la validation du Département.

DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 6 : Modalités de financement

Article 6.1 : Descriptif du projet

Le descriptif détaillé du projet est joint en annexe 1 à la présente convention.

Au terme du projet, le Collège et le Département procéderont à son évaluation.

Article 6.2 : Budget et contribution des parties

Le coût global prévisionnel TTC du projet est établi selon le détail joint en annexe 1 lequel fait apparaître l'ensemble des dépenses et recettes par nature.

Le Département alloue une subvention de fonctionnement de **xxxx €** versée en deux fois :

- 75% avant la fin de l'année civile 2022.
- 25 % avant la fin de l'année civile 2023 après évaluation du projet et sur présentation des factures.

Article 6.3 : Disposition de diminution de la subvention versée

En cas de dépassement du budget prévisionnel du projet, aucun complément de subvention ne sera accordé.

Le Département pourra demander le remboursement de tout ou partie de la subvention déjà versée :

- En cas de changement dans l'objet et/ou le contenu du projet sans l'autorisation préalable du Département,
- Lorsque le coût final du projet est inférieur au budget prévisionnel qui a servi à la détermination de la subvention.

DISPOSITIONS RELATIVE A LA COMMUNICATION

Article 7 : Processus d'évaluation et de capitalisation d'expérience

Les dispositions présentées ci-dessous visent à créer les conditions favorables aux processus d'évaluation et de capitalisation d'expérience autour du projet porté par le Collège. Edifiés sur les base d'une démarche partenariale, il convient d'envisager ces processus comme des étapes incontournables.

S'assurer de la bonne évaluation des démarches et des actions mises en place dans le projet, de l'atteinte des objectifs, de l'opposition des attentes aux résultats, de la considération des autres effets (prévus ou imprévus) apparaissent comme des démarches essentielles.

Ainsi, le collège s'engage à :

- Initier un échange régulier avec le Département afin de lui permettre de mesurer l'impact du projet sur l'enrichissement des usages numériques pour les enseignants et élèves.
- Réaliser un bilan en fin de projet en s'appuyant sur l'annexe 2. Ce bilan sera rempli lors d'un temps d'échange organisé en fin de projet avec le Département.

Le Département pourra participer aux sorties organisées dans le cadre du projet en tant qu'observateur.

Article 8 : Valorisation du projet

Le Département et le Collège s'engagent à minima trimestriellement à communiquer sur leur partenariat en cours et la réalisation des objectifs du projet.

Le Collège pourra être amené à participer et à témoigner sur le projet lors de rencontres à l'initiative du Département ou autres organisations et ayant trait au Numérique Éducatif.

Article 9 : Droits à l'image et droits d'auteurs

Le Département et le Collège pourront envisager :

- d'exposer des réalisations vidéo, ainsi que les travaux des élèves (éléments physiques ou numériques) ou des images (de travaux ou de groupes d'élèves en train de participer à des activités du projet) dans divers lieux.
- de diffuser des images (films et photos) de travaux des élèves, ou de groupe d'élèves en train de participer à des activités du projet, à l'occasion :

- => d'actualités sur leurs sites internet respectifs et sur l'Environnement Numérique de Travail,
- => de publications sur les réseaux sociaux,
- => d'articles de Presse Écrite ou en ligne.

Ainsi, le Collège veillera à strictement respecter les droits à l'image ainsi que les droits d'auteur des élèves participant au projet, en demandant les autorisations parentales lorsque cela est nécessaire, de façon à ce que le Département puisse utiliser les images ou créations dans le respect des utilisations définies ci-dessus.

Les éléments matériels transmis au Département par le Collège (expositions, ...) seront systématiquement restitués.

EXECUTION DE LA CONVENTION

Article 10 : Entrée en vigueur, durée et résiliation

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties et pour 18 mois. Elle demeurera cependant en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

Elle peut être dénoncée par le Collège après un préavis de trois mois, par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, cela entraîne remboursement de tout ou partie de la subvention départementale, au prorata de l'avancement du projet et des dépenses engagées.

Article 11 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant, sans remise en cause substantielle de son objet.

Article 12 : Règlement des litiges

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout différend pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention. A défaut, les litiges nés à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Article 13 : Modalités d'exécution

Le Département et le Collège sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention. Cette convention est établie en deux exemplaires originaux. Chaque exemplaire de ce document contractuel est validé par l'apposition de la signature de son représentant de chaque partie en présence. Un exemplaire reste en possession de chacun.

Le Président du
Conseil départemental du Cantal,

Le Collège,

Bruno FAURE

Fait à Aurillac, le

Fait à Aurillac, le

Annexe 1

APPEL A PROJETS

" A VOS MARQUES, PRETS, COMMUNIQUEZ ! "

DOSSIER DE CANDIDATURE

ANNEXE 2

APPEL A PROJETS

"A VOS MARQUES, PRETS, COMMUNIQUEZ !"

FORMULAIRE DE BILAN 2022/2023

Au cours de l'année scolaire 2022 – 2023, le **Département du Cantal a soutenu votre projet**. Afin de pouvoir évaluer les politiques éducatives menées par le Département en faveur des collégiens et d'améliorer les dispositifs qui vous sont proposés nous vous remercions de :

- compléter ce formulaire bilan,
- le transmettre ensuite à votre Chef d'établissement pour validation,
- nous le retourner par mail à servicecolleges@cantal.fr

Ce formulaire de bilan comporte cinq grandes rubriques (identification projet, déroulement du projet, participants au projet, bilan financier et informations complémentaires).

I. IDENTIFICATION DU PROJET

1 / Intitulé du projet :

2 / Nom du collège :

3 / Nom et prénom du responsable du projet :

4 / Fonction du responsable du projet :

5 / Téléphone et mail du responsable du projet :

II. DEROULEMENT DU PROJET

6 / Date de début de l'action :

7 / Date de fin de l'action :

8 / Votre projet a-t-il été reporté ou annulé ?

Oui ☐ Non ☐

8 -1 / Si oui > s'agit-il ?

- ☐ D'un report partiel sur 2023/2024
- ☐ D'un report complet sur 2023/2024
- ☐ D'une annulation partielle (sans report)
- ☐ D'une annulation totale (sans report)

Si les cases « report complet » ou « annulation totale » sont cochées, allez directement à la fin du questionnaire, à la rubrique « INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES ».

9 / Votre projet initial a-t-il fait l'objet de modifications ?

Oui ☐ Non ☐

9 - 1 / Si oui : quelles sont les raisons de ces modifications ?

- ☐ Moyens financiers
- ☐ Moyens humains
- ☐ Évolution des contenus du projet
- ☐ Annulation d'actions
- ☐ Autres (précisez)

10 / Les objectifs fixés initialement ont-ils été atteints ?

☐ Oui => 10 - 1

☐ Partiellement => 10 - 2

☐ Non => 10 - 3

10 - 1 / Si Oui : De quelle manière les objectifs ont-ils été atteints ?

10 - 2 / Si partiellement : Quels objectifs ont-ils été atteint et comment ? Quels objectifs n'ont pas été atteints et pourquoi ?

10 - 3 / Si non : Pourquoi les objectifs initiaux n'ont-ils pas été atteints ?

11 / Avez-vous rencontré des difficultés particulières pour la mise en œuvre de votre projet ?

Oui ☐ Non ☐

11 - 1 / Si oui : Quelles difficultés avez-vous rencontrées ?

Aide : difficultés administratives, techniques, financières...

12 / Avez-vous été accompagné par un ou plusieurs autres dispositifs du Département, du MEN, de la Région, etc ?

Oui ☐ Non ☐

12 - 1 / Si oui, lequel (ou lesquels) ?

13 / Le projet a-t-il donné lieu à des productions spécifiques ?

Oui ☐ Non ☐

13 - 1 / Si oui, de quelles façons ? Précisez (photos, films, vidéos, objets, ...)

14 / Comment le projet a-t-il été médiatisé / valorisé ?

- ☐ Affichage
- ☐ Expositions
- ☐ Évènements au sein du collège
- ☐ TV / Radio locale
- ☐ Presse locale
- ☐ Sites internet
- ☐ ENT
- ☐ Réseaux sociaux (Facebook, Instagram, Twitter...)
- ☐ Vidéos en ligne (You tube / Dailymotion...)
- ☐ Espace « Partage d'expériences » du Département (*lien url*)
- ☐ Autres (précisez) :

15 / Comment l'information concernant le partenariat avec le Département a-t-elle été réalisée ?

- ☐ Logo du Département sur les outils de communication
- ☐ Information auprès des familles
- ☐ Partenariat cité lors des prises de parole en interne et en externe (interview, réunion publique...)
- ☐ Invitation des élu-e-s, agents du Département lors des moments de restitution
- ☐ Autres (précisez) :

III. PARTICIPANTS AU PROJET

16 / Préciser le nombre de collégiens et d'accompagnateurs ayant participé au projet

Complétez toutes les cases au minimum avec un "0" (zéro)*

Niveau	Nombre de filles	Nombre de garçons	Nombre total de collégiens	Nombre d'enseignants	Nombre d'accompagnateurs
6ème					
5ème					
4ème					
3ème					
TOTAL					

17 / Personnes de l'établissement impliquées dans votre projet

- ☐ Assistant social
- ☐ Assistant d'éducation (AED)
- ☐ Conseiller principal d'éducation (CPE)
- ☐ Documentaliste
- ☐ Enseignant
- ☐ Infirmier
- ☐ Personnel administratif et de direction
- ☐ Personnel technique
- ☐ Service civique
- ☐ Autres (Précisez) :

18 / Les familles ont-elles participé au projet ?

Oui ☐ Non ☐

18 - 1 / Si oui, de quelle façon ?

☐ Réunion(s)

☐ Sortie(s)

☐ Moment(s) convivial(aux)

☐ Autres (précisez) :

19 / Avez-vous mené ce projet avec des structures partenaires ?

Oui ☐ Non ☐

19 - 1 / Si oui, De quels types ?

☐ Associations

☐ Collectivités

☐ Intervenants extérieurs

☐ Autres (précisez) :

19 - 2) Nom(s) et commune de la (ou des) structure(s) partenaire(s) :

19 - 3 / Avez-vous des observations concernant votre partenariat ?

Oui ☐ Non ☐

19 - 4 / Si oui, lesquelles ?

IV. BILAN FINANCIER

20 / Dépenses (Charges) liées au projet :

Complétez toutes les cases au minimum avec un "0"(zéro) *

	Montants
Interventions de professionnels	
Transports (élèves et accompagnateurs)	
Achats de matériels ou achats divers	
Autres	
Coût Total Définitif	

21 / Recettes (produits) liées au projet :

Complétez toutes les cases au minimum avec un "0"(zéro)*

	Montants
Commune(s)	
Communauté de communes	
Département du Cantal (montant de la subvention allouée pour le projet)	
Région	
Rectorat	
Établissement (fonds propres)	
Autres	
Total	

22 / Y aura-t-il une suite à l'action financée ?

Oui ☐ Non ☐

22 - 1 / Si oui, laquelle ?

V. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

23 / Selon vous quels sont les points forts et les points faibles du dispositif départemental sollicité.

24 / Comment aviez-vous été informé de cet appels à projets ?

☐ Par courriel

☐ Par le personnel des institutions (Département, Éducation Nationale, ...)

☐ Par une réunion / rencontre d'information

☐ Par un site internet (cantal.fr, ENT, ...)

☐ Autre (précisez) :

25 / Avez-vous été accompagné pour la définition et la réalisation de votre projet ?

Oui ☐ Non ☐

25 – 1 / Si oui, par qui ?

26 / Avez-vous des remarques, des suggestions concernant les futurs appels à projets que pourrait porter le département du Cantal ?

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-21

Automatisation du réseau départemental de suivi des eaux souterraines

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CP04-38 de la Commission Permanente du 23 avril 2021 approuvant le projet d'automatisation du réseau départemental de suivi des eaux souterraines et son plan de financement prévisionnel ;

Vu la délibération n° 21CD06-43 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 approuvant le programme d'interventions du Département en faveur de l'eau et de l'assainissement ;

- **VALIDE** la convention type précisant les modalités d'installation et de suivi des équipements de mesures de débits au niveau des sites de production d'eau potable retenus dans le cadre du projet départemental d'automatisation du réseau de suivi des eaux souterraines, jointe en annexe à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer les conventions qui seront établies avec les collectivités concernées (Commune ou EPCI) dont la liste est jointe en annexe de la présente délibération.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention entre le Département du Cantal et la Collectivité

Entre

Le Département du Cantal, sis Hôtel du Département 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC,
représenté par le Président du Conseil départemental M. Bruno FAURE ou son représentant, dûment
habilité à signer en application de la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental-en date du
.....,

désigné ci-après « le Département »,

Et

La collectivité, sis

représenté(e) par dûment habilité(e) à signer en vertu de la délibération du Conseil municipal
/ syndical en date du,

désignée ci-après « la Collectivité »,

Dans le cadre du projet de développement et d'automatisation du réseau départemental de suivi des eaux
souterraines, le Département a sélectionné des ressources sur l'ensemble de son territoire pour installer des
équipements de mesure de débits en continu. A la suite des investigations de terrain du bureau d'études IMAGEAU
(mandaté par le Conseil Départemental), la ressource de votre Collectivité a été retenue pour
être équipée. L'installation du matériel de mesure de débits et de télésurveillance nécessitera quelques travaux
connexes sur les ouvrages de captages sélectionnés.

Les données recueillies en continu par ces équipements permettront à la MAGE de fiabiliser le réseau de suivi
départemental, de poursuivre l'édition des bulletins de suivi des ressources en eau et de diffuser l'information traitée
aux collectivités et partenaires du Département.

II EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention règle les rapports entre les parties en ce qui concerne l'installation (et le suivi) d'équipements
de mesures de débits au niveau du site de production d'eau potable par la MAGE (Mission
d'Assistance à la Gestion de l'Eau) – service du Conseil Départemental du Cantal.

Ces équipements n'auront aucun impact sur le fonctionnement actuel des ouvrages de la Collectivité : il s'agit de
matériels de mesure reliés à un dispositif de télésurveillance qui transmettra des données en continu à la MAGE.

ARTICLE 2 – NATURE DE LA CONVENTION

Pour développer et automatiser le réseau départemental de suivi des eaux souterraines, le Département doit s'appuyer sur les collectivités et sur leurs ouvrages de production d'eau potable. La présente convention s'articule autour des deux points principaux :

- Autoriser le Département à procéder à l'installation des équipements de mesures de débit et de télésurveillance, ainsi que la réalisation de travaux connexes qui s'avèreraient nécessaires sur certains ouvrages (aménagement génie civil existant, création de regards, sécurisation système d'ouverture, etc.).
- Autoriser l'accès permanent aux ouvrages équipés de matériel de mesure et de télésurveillance aux équipes du Département (MAGE) ou à un prestataire dûment mandaté par le Conseil Départemental.

ARTICLE 3 - CONDITIONS D'EXÉCUTION

La Collectivité s'engage à donner accès au Département (ou aux prestataires dûment mandatés) aux sites de production d'eau potable identifiés. La Collectivité s'engage également à mettre à disposition du Département les clés permettant l'ouverture des ouvrages, et le cas échéant, pour les sites difficiles d'accès, le personnel et les véhicules nécessaires pour accéder aux sites concernés. Les personnels du Département sont autorisés à pénétrer dans les installations de la Collectivité pour accéder au matériel de mesure et de télésurveillance. Les personnels du Département (et les prestataires dûment mandatés, notamment pour la réalisation des travaux) s'engagent à respecter toutes les recommandations sanitaires en vigueur de manière à ne pas polluer la ressource en eau, et à ne pas dégrader les ouvrages de production d'eau existants.

Le Département reconnaît que tout manquement de sa part à ces dispositions engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de la Collectivité.

Les travaux à réaliser sur les sites de production d'eau potable identifiés pourront être réalisés à partir de la signature de la présente convention. Les travaux seront terminés au plus tard au mois de septembre 2022. Les dégâts qui pourraient être causés aux terrains traversés, aux cultures et aux biens à l'occasion des travaux, de l'entretien, et de la réparation des ouvrages feront l'objet d'une remise en état du site par l'entreprise mandatée pour la réalisation des travaux (aux frais du Département). Cette remise en état devra permettre de retrouver, pour les terrains concernés, les caractéristiques qu'ils présentaient avant le démarrage du chantier

ARTICLE 4 – DELAIS ET OBLIGATION DE PREVENANCE

Le Département s'engage à prévenir la collectivité une semaine avant toute intervention sur les sites de production d'eau potable identifiés, sauf contraintes particulières liées à la maintenance des appareils de mesure (dans ce cas, la collectivité sera prévenue dans les meilleurs délais).

ARTICLE 5 – PROPRIÉTÉ DES OUVRAGES ET DES ÉQUIPEMENTS INSTALLÉS - RESPONSABILITÉS

Le Département est propriétaire des équipements de mesures et du matériel de télésurveillance installés sur chaque site : il en assurera le suivi, l'entretien et la maintenance, à ses frais. La Collectivité reste propriétaire de l'ouvrage de production d'eau potable : à ce titre, elle est responsable du maintien en bon état de l'ouvrage et de son entretien dans le respect des recommandations du règlement sanitaire départemental ou de l'ARS.

Les agents de la Collectivité n'ont pas à intervenir sur les équipements de mesures et de télésurveillance, sauf en cas de demande explicite (et écrite) du Département. De même, ils ne devront pas modifier les conditions d'écoulement de l'eau à l'intérieur de l'ouvrage.

En cas de vidange et nettoyage des ouvrages de production, ou en cas d'intervention urgente (déconnexion d'un captage pour cause de pollution par exemple), la Collectivité est tenue d'en informer le Département (MAGE) dans les meilleurs délais (impact des interventions sur les valeurs de débit mesurées).

Le Département dispose d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale son activité pendant toute la durée de l'opération.

ARTICLE 6 – CONTACT TECHNIQUE DE LA COLLECTIVITÉ

En cas de besoin, l'agent technique responsable de l'exploitation des systèmes d'alimentation en eau potable de la Collectivité à contacter sera (Prénom Nom, fonction)

Cet agent sera joignable aux numéros de téléphone suivants (fixe et mobile)

ARTICLE 7 – UTILISATION ET DIFFUSION DES DONNEES - COMMUNICATION

Le Département est propriétaire des données de débits qui seront enregistrées quotidiennement et en continu. A l'issue des travaux sur sites, le Département mettra en place un outil de supervision permettant la collecte et l'analyse des données de débits. La Collectivité pourra avoir accès aux données qui la concernent sur sollicitation du Département (MAGE) ou via un portail internet dédié qui pourrait être développé à moyen terme.

Le Département s'engage à ce que l'ensemble du dispositif déployé (outils de mesure, de télésurveillance et de supervision) soient conformes au RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données - règlement UE 2016/679 du Parlement européen).

Dans le cadre de sa communication, le Conseil départemental n'est pas contraint de rendre la donnée anonyme, il est autorisé à citer le nom du site et sa localisation.

De manière générale, la collectivité s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion relative au projet à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée du Département et à citer le Département comme maître d'ouvrage de cette opération.

ARTICLE 8 – CONDITIONS FINANCIÈRES

Il n'existera aucune forme de rémunération entre la Collectivité et le Département. La collectivité autorise gratuitement le Département à accéder à ses ouvrages de production d'eau potable. Les coûts d'installation des équipements, des travaux connexes rendus nécessaires et des frais de maintenance des appareils, sont entièrement pris en charge par le Département, sans aucune participation de la Collectivité.

ARTICLE 9 – LIMITES DE LA CONVENTION

Le Département ne peut être tenu responsable en cas de défaillance du site de production d'eau potable (problème quantitatif ou qualitatif), sauf s'il est admis qu'une de ses actions en est à l'origine.

La Collectivité ne peut être tenue responsable en cas de défaillance du matériel de mesures de débits et de télésurveillance, sauf s'il est admis qu'une de ses actions en est à l'origine.

En cas de panne, d'indisponibilité ou d'interruption du service de supervision, le Département ne pourra être mis en cause ou tenu à une quelconque obligation liée à des délais de remise en service.

ARTICLE 10 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à partir de la date de sa signature et s'achèvera au 31/12/2024.

Sans dénonciation de l'une ou l'autre des parties, elle pourra être renouvelée par tacite reconduction pour une nouvelle période de 3 ans.

ARTICLE 11 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 12 – RÉSILIATION

En cas de non-respect des termes de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception, valant mise en demeure.

De même, en cas de modification du périmètre du projet et si l'analyse des données de la ressource considérée par la présente convention n'était plus nécessaire au réseau de suivi, le Département pourra résilier de plein droit la présente convention, à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception à la collectivité partenaire.

ARTICLE 13 : FIN DE LA CONVENTION

A l'issue de la convention, les équipements de mesures et le matériel de télésurveillance installés sur le site concerné seront récupérés par le Département. La dépose des équipements sera à la charge du Département. Les équipements seront déposés dans l'année qui suit l'arrêt de la convention. Le Département s'engage à effectuer (à sa charge) les travaux de remise en état de l'ouvrage qui s'avèreraient nécessaire, en lien avec la dépose des équipements sus-désignés.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental du Cantal,

Le Représentant de la Collectivité
(qualité/ Nom/ cachet)

Annexe

Liste des collectivités et des ressources en eau concernées

COLLECTIVITE	CAPTAGE
ANGLARDS-DE-SAINT-FLOUR	Source Pré Martin
ARNAC	Source Brousse
CABA	Source de Pré Canis sur St Simon
CABA	Galerie de Velzic
CABA	Source de la plaine du Fau
CABA	Sources d'Embord (Mandailles)
CHAUDES-AIGUES	Source Paulhac
CHEYLADE	Source Chavanon
COMCOM CERE ET GOUL (JOU-SOUS-MONJOU)	Source Peyre
COREN-LES-EAUX	Source Puy del Bos
GLENAT	Source Champ du Loup Bas
LADINHAC	Source Les Bessades I
LAURIE	Source Foulières
LAVEISSENET	Source Metges
LAVEISSIERE	Source Cheylat/La Bourgeade
LIEUTADES	Source Lagarde
MARCENAT	Source Fontbesse
MAURS	Pz2 - Puits Passe-Vite
MONTBOUDIF	Source Rodde
SAINT-FLOUR	Forage des Fraux F2-2003
SAINT-MARTIN-VALMEROUX	Source Laquairie
SAINT-MARTIN-VALMEROUX	Pz1 – Salles
SAINT-URCIZE	Source Puech de Régis
SI MAURIAC	Source Bouleaux
SI MAURIAC	F3 Forage du Mars
SI MARGERIDE NORD	Source Longesaigne
SI NEUVEGLISE	Source du bois des Fraux – Meyniel
SM LIORAN	Forage des Prades
VAULMIER (LE)	Source Col d'Aulac
VEILLEVIE	Source Loubatière
VITRAC	Source Fontanges
SI HAUTE-ARTENSE	Forage Montirin
SIVU DOIRE	Forage du Passou

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-22

Fonds Commun des Services d'Hébergement

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)

M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 21CD06-07 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement ;

-ATTRIBUE au titre de la répartition 2022 du Fonds Commun des Services d'Hébergement les subventions suivantes :

ETABLISSEMENT	INTERVENTION	MONTANT TTC	SUBVENTION
Collège Jean Dauzié Saint Mamet la Salvétat	réparation du tunnel de lavage	405,12 €	284 €
Collège La Ponétie Aurillac	fourniture de 400 plateaux repas pour le self	5 712,00 €	3 998 €
TOTAL			4 282 €

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-23

**Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal - Cantal Habitat - 325 037 €
Construction de deux logements à Saint-Etienne-Cantalès**

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s) : M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Les représentants du Département membres du C.A. de Cantal Habitat se retirent et ne participent pas au vote (Isabelle LANTUEJOUL par le pouvoir donné à Vincent DESCOEUR, Jamal BELAÏDI, Marina BESSE, Marie-Hélène CHASTRE, Mireille LEYMONIE, Valérie SEMETEYS).

Par 22 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L.3231-4 et L.3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par courrier en date du 30 mai 2022 par l'Office Public de l'Habitat du Cantal ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 Aurillac, tendant à obtenir la garantie partielle du Département à hauteur de 162 518,50 € pour un emprunt d'un montant total de 325 037 € à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de deux logements situés Chemin de la gare de Miecaze à Saint-Etienne Cantalès ;
Considérant le contrat de prêt n°135818 signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 325 037 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°135818, constitué de quatre lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 % est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la présente délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention et le cas échéant à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

325 037 euros, soit un montant garanti de 162 518,50 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 1^{er} juillet 2022,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2022, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt de 325 037€ soit 162 518,50€, devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer la construction de deux logements situés Chemin de la gare de Miecaze à St-Etienne Cantalès (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°135818).

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU
CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 135818

Entre


OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0000-CP00058 v13.31 page 1/22
Contrat de prêt n° 135818 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Paraphes  **PP**

1/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY BP 10423 15004 AURILLAC CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



BANQUE des
TERRITOIRES




CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

Paraphes
 PP

PR0000-CP0000A V03.31 - page 3/22
Contrat de prêt n° 135618 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr

3/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération LESTRADE ST ETIENNE CANTALES, Parc social public, Construction de 2 logements situés Chemin de la Gare de Miecaze 15150 SAINT-ETIENNE-CANTALES.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois-cent-vingt-cinq mille trente-sept euros (325 037,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-dix-neuf mille cinq-cent-deux euros (119 502,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de trente-sept mille quatre-cent-trente-sept euros (37 437,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-vingt-neuf mille quatorze euros (129 014,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de trente-neuf mille quatre-vingt-quatre euros (39 084,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR0090-PR0068 V3.33 page 4/22
Contrat de prêt n° 135818 Emprunteur n° 00027543

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes **PP**

4/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariatisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes
 PP



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Paraphes



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (**DL**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.


Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes
 PP



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **18/08/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

- toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.


Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

 **PP**

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

9/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5474606	5474605	5474604	5474603
Montant de la Ligne du Prêt	119 502 €	37 437 €	129 014 €	39 084 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,53 %	0,53 %
Taux d'intérêt ²	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

☐ VP ☐ PP

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr

11/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Paraphes

W PP

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr



@BanqueDesTerr

12/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Échéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Paraphes
 PP



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Échéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.


ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

Paraphes

 **PP**



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'événement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr


15/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Paraphes

 PP



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE SAINT ETIENNE CANTALES	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.



L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligné du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Paraphes
 

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr

17/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(ouvent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Échéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.


Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Paraphes

 PP



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes

W PP

20/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le,

Pour l'Emprunteur,

Civilité :

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Le, 23/05/2022

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : Madame

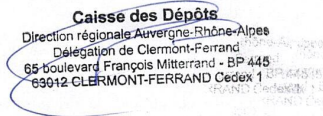
Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Pascale PINEAU
Directrice territoriale

Cachet et Signature :





BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.


ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes
 PP

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

21/22

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-24

**Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal - Cantal Habitat - 297 618 €
Construction de deux logements à Drugeac**

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s) M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Les représentants du Département membres du C.A. de Cantal Habitat se retirent et ne participent pas au vote (Isabelle LANTUEJOUL par le pouvoir donné à Vincent DESCOEUR, Jamal BELAÏDI, Marina BESSE, Marie-Hélène CHASTRE, Mireille LEYMONIE, Valérie SEMETEYS).

Par 22 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L.3231-4 et L.3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par courrier en date du 18 mai 2022 par l'Office Public de l'Habitat du Cantal ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 AURILLAC, tendant à obtenir la garantie partielle du Département à hauteur de 148 809 € pour un emprunt d'un montant total de 297 618 € à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction de deux logements situés Lotissement Les Tilleuls à Drugeac ;

Considérant le contrat de prêt n°135330 signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 297 618 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°135330, constitué de quatre lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 % est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la présente délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention et le cas échéant à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

297 618 euros, soit un montant garanti de 148 809 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 1^{er} juillet 2022,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2022, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt de 297 618€ soit 148 809€, devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer la construction de deux logements situés lotissement Les Tilleuls à Drugeac (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°135330).

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU
CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 135330

Entre


OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Formule standard n° 135330 - 12 pages
Contrat de prêt n° 135330 - Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Paraphes
 **PP**

1/22



CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY BP 10423 15004 AURILLAC CEDEX.

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** », _____

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

PR0090-PR0068 V3.31.6 page 2/22
Contrat de prêt n° 135330 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

Paraphes



PP

2/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

Paraphes
W PP

PR0000-PR0000 V3.31.6 page 3/22
Contrat de prêt n° 130300 Emprunteur n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

3/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération DRUGEAC - CONSTRUCTION 2 PAVILLONS PG 518, Parc social public, Construction de 2 logements situés Lotissement Les Tilleuls 15140 DRUGEAC.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de deux-cent-quatre-vingt-dix-sept mille six-cent-dix-huit euros (297 618,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLAI, d'un montant de cent-vingt-neuf mille neuf-cent-quatre-vingt-douze euros (129 992,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant de vingt-et-un mille neuf-cent-quarante-deux euros (21 942,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de cent-vingt-trois mille sept-cent-quarante-deux euros (123 742,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de vingt-et-un mille neuf-cent-quarante-deux euros (21 942,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

PR0000-PR0008 V3.31.6 page 4/22
Contrat de prêt n° 135330 Emprunteur n° 000278648

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes
PP

4/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Échéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

Paraphes

W PP



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.


La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Paraphes

 PP

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

6/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (PLAI) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité Limitée** » (DL) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **09/08/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Paraphes
PP



ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

- toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».


En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes
 PP



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	-	-	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5474600	5474599	5474602	5474601
Montant de la Ligne du Prêt	129 992 €	21 942 €	123 742 €	21 942 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
TEG de la Ligne du Prêt	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	49 ans	40 ans	49 ans
Index ¹	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,2 %	- 0,2 %	0,53 %	0,53 %
Taux d'intérêt ²	0,8 %	0,8 %	1,53 %	1,53 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DL	DL	DL	DL
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

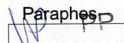
A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes 

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

11/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Échéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Échéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Paraphes
VW PP



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Échéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Paraphes
PP




BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Paraphes

 PP

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

16/22



ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE DRUGEAC (15)	50,00
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

Paraphes
 PP



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(ouvent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.


17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

Paraphes

 PP

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedes territoires.fr  @BanqueDesTerr

18/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

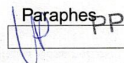
- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Paraphes 



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. À cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes
V PP

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

21/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le,

Pour l'Emprunteur,

Civilité :

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 9/5/2022

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : Madame

Nom / Prénom : **Pascale PINEAU**

Qualité : Directrice territoriale

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Caisse des Dépôts
Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes
Délégation de Clermont-Ferrand
65 boulevard François Mitterrand - BP 445
63012 CLERMONT-FERRAND Cedex 1



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL
10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108457, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 135330, Ligne du Prêt n° 5474601

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac, le Mars 2022

Prénom et nom Merve Pinset

Qualité Directeur Général

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108457, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 135330, Ligne du Prêt n° 5474602

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac, le 17/05/2022

Prénom et nom VERVE PINGET

Qualité Direction Générale

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108457, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 135330, Ligne du Prêt n° 5474600

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac, le 17/05/2022

Prénom et nom Henri P. Vioet

Qualité Directeur Général

Cachet et signature de l'Emprunteur

cantal
HABITAT

Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108457, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 135330, Ligne du Prêt n° 5474599

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac, le 17/05/2022

Prénom et nom HERVE PINGET

Qualité Directeur Général

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108457, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 135330, Ligne du Prêt n° 5474601

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac, le 11/05/2022

Prénom et nom Veronique PINGET

Qualité Directeur Général

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108457, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 135330, Ligne du Prêt n° 5474602

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac, le 17/05/2022

Prénom et nom MERVE PINOET

Qualité Directeur Général

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108457, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 135330, Ligne du Prêt n° 5474599

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac, le 11.05.2022

Prénom et nom Hervé PINSET

Qualité Directeur Général

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
Délégation de CLERMONT-FERRAND



OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

10 RUE PIERRE MARTY
BP 10423
15004 AURILLAC CEDEX

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
65 bd François Mitterrand
BP 445
63012 Clermont-Ferrand cedex 1

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U108457, OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL

Objet : Contrat de Prêt n° 135330, Ligne du Prêt n° 5474600

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé AGRIFRPP868/FR7616806048216609352280040 en vertu du mandat n° AADPH2018345000006 en date du 11 décembre 2018.

A Aurillac, le 17.05.2022

Prénom et nom Herve P. NGET

Qualité Dirigeant Général

Cachet et signature de l'Emprunteur



Document à retourner à la Direction Régionale AUVERGNE-RHONE-ALPES avec votre contrat.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-25

**Garantie d'emprunt présentée par l'Office Public de l'Habitat du Cantal - Cantal Habitat - 142 600 €
Construction d'un logement à Yolet**

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s) M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Les représentants du Département membres du C.A. de Cantal Habitat se retirent et ne participent pas au vote (Isabelle LANTUEJOL par le pouvoir donné à Vincent DESCOEUR, Jamal BELAIDI, Marina BESSE, Marie-Hélène CHASTRE, Mireille LEYMONIE, Valérie SEMETEYS).

Par 22 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu les articles L.3231-4 et L.3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Considérant la demande formulée par courrier en date du 30 mai 2022 par l'Office Public de l'Habitat du Cantal ayant son siège social 10 rue Pierre Marty 15000 Aurillac, tendant à obtenir la garantie partielle du Département à hauteur de 71 300 € pour un emprunt d'un montant total de 142 600 € à contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la construction d'un logement situé lotissement La Coutele à Yolet ;

Considérant le contrat de prêt n°135819 signé entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 142 600 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de prêt n°135819, constitué de deux lignes de prêt.

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 % est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'Office Public de l'Habitat du Cantal et le Département pour le contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, jointe en annexe de la présente délibération. Cette mention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention et le cas échéant à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU CANTAL

142 600 euros, soit un montant garanti de 71 300 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 1^{er} juillet 2022,

et l'Office Public de l'Habitat du Cantal, dont le siège est 10 rue Pierre Marty, 15004 AURILLAC Cedex, représenté par Monsieur le Directeur Général,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2022, a décidé d'accorder sa garantie partielle pour l'emprunt de 142 600€ soit 71 300€, devant être contracté par l'Office Public de l'Habitat du Cantal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et destiné à financer la construction d'un logement situé lotissement de La Coutele à Yolet (contrat de prêt Caisse des Dépôts et Consignations n°135819).

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'Office Public de l'Habitat du Cantal ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'Office Public de l'Habitat du Cantal aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'Office Public de l'Habitat du Cantal.

L'Office Public de l'Habitat du Cantal s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'Office Public de l'Habitat du Cantal adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE DIRECTEUR GENERAL DE,
L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU
CANTAL

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Bruno FAURE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 135819

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL - n° 000278343


Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Prêt n° 135819 V.13.13
Caisse des Dépôts et Consignations
Caisse des Dépôts et Consignations n° 000278343

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr |  @BanqueDesTerr

Paraphes

 **PP**

1/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL, SIREN n°: 271500019, sis(e) 10 RUE PIERRE MARTY BP 10423 15004 AURILLAC CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L HABITAT CANTAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.13
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.14
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.20
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.20
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.20
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

Paraphes



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération YOLET-1 PVA-N°511, Parc social public, Construction de 1 logement situé LOT DE LA COUTELE 15130 YOLET.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cent-quarante-deux mille six-cents euros (142 600,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PLUS, d'un montant de cent mille six-cent-vingt-six euros (100 626,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de quarante-et-un mille neuf-cent-soixante-quatorze euros (41 974,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.


La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

Paraphes

 PP



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Paraphes
PP

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTer

6/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisabilité Limitée** » (**DL**) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSW11 Index> à <FRSW50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

7/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **18/08/2022** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.



ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après : toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

 **PP**

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

9/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLUS	PLUS foncier		
Enveloppe	-	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5481898	5481897		
Montant de la Ligne du Prêt	100 626 €	41 974 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,53 %	1,53 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,53 %	1,53 %		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	48 ans		
Index ¹	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,53 %	0,53 %		
Taux d'intérêt ²	1,53 %	1,53 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DL	DL		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Échéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Échéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Échéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément (ci-après désignés comme un « Événement »),


le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

Paraphes
 PP

Caisse des dépôts et consignations

65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedes territoires.fr @BanqueDesTerr

12/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"} - 1}]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Échéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.



ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

14/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Paraphes

V PP



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Paraphes

PP



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU CANTAL	50,00
Collectivités locales	COMMUNE DE YOLET	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.



17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr  @BanqueDesTerr

18/22



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Paraphes

PP



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Caisse des dépôts et consignations
65 bd François Mitterrand - BP 445 - 63012 Clermont-Ferrand cedex 1 - Tél : 04 73 43 13 13
auvergne-rhône-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr @BanqueDesTerr

Paraphes
PP

20/22



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



BANQUE des
TERRITOIRES



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le,

Pour l'Emprunteur,

Civilité :

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, *23/05/22*

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : *Pascale*

Nom / Prénom :

Qualité :

Dûment habilité(e) aux présentes

Pascale PINEAU
Directrice territoriale

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :

Caisse des Dépôts
Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes
Délégation de Clermont-Ferrand
65 boulevard François Mitterrand - BP 445
63012 CLERMONT-FERRAND Cedex 1

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-26

Convention de mise à disposition du parking étudiants au Campus Simone Veil d'Aurillac dans le cadre du Festival International de Théâtre de Rue 2022

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*
Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)
M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- **APPROUVE** la convention de mise à disposition à titre gratuit du parking étudiants du Campus Universitaire Simone Veil pour le Festival International de Théâtre de Rue du 17 au 20 août 2022 au profit de la Ville d'Aurillac et dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU PARKING ETUDIANTS
AU CAMPUS SIMONE VEIL D'AURILLAC
DANS LE CADRE DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU THEATRE DE RUE 2022**

Entre les soussignés,

Le Conseil départemental du Cantal, représenté par son Président, Bruno Faure, dûment habilité, en vertu d'une délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2022 ;
Et

La Ville d'Aurillac, représentée par son Maire, Monsieur Pierre MATHONIER, dûment habilité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

PREAMBULE

Dans le cadre de l'organisation du Festival 2022, la Ville d'Aurillac a un important besoin en places de stationnement. Elle demande au Conseil départemental du Cantal de bien vouloir lui mettre à disposition les emplacements, dont le Département est propriétaire sur le site du Campus Simone Veil.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à mettre à disposition de la Ville d'Aurillac le parking étudiant rue du Danemark à Aurillac pour les festivaliers, pour la période du 17 au 20 Aout 2022.

ARTICLE 2 : ORGANISATION DE CE PARKING PROVISOIRE

L'organisation matérielle et la gestion du parking mis à disposition sont laissées à la charge de la Ville d'Aurillac durant la période définie à l'article 1 de la présente convention.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE ET AUX ASSURANCES

- La Ville d'Aurillac s'engage à souscrire toutes les assurances en responsabilité civile correspondant aux dommages susceptibles d'être causés.

- La Ville d'Aurillac s'engage à prendre toutes les dispositions matérielles afin d'assurer la sécurité des usagers du parking mis à disposition. L'utilisation du parking s'effectue sous le contrôle d'un agent mandaté par la Ville d'Aurillac. Elle s'engage également à assurer la sécurité des autres usagers du site et notamment du laboratoire TERANA.

- Le Conseil départemental du Cantal décline toute responsabilité en cas de vol ou de détérioration des véhicules garés sur le site.

ARTICLE 4 : EXECUTION DE LA CONVENTION

La convention peut être dénoncée par lettre recommandée :

- Par la Commune ou la Collectivité propriétaire à tout moment pour cas de force majeure ou pour des motifs ayant trait à l'ordre public.
- Par la Collectivité propriétaire si le parking est utilisé à des fins non conformes aux obligations et dispositions de la présente convention.

Par ailleurs,

- La Ville s'engage à remettre en état le revêtement, la clôture, les luminaires, la voirie et le portail en cas de dégradations constatées sur la période d'utilisation.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

La mise à disposition est concédée à titre gratuit.

Fait à Aurillac en 2 originaux le

Le Président du Conseil
départemental,

Bruno FAURE

Le Maire d'Aurillac,

Pierre MATHONIER

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-27

Convention de mise à disposition des infrastructures et équipements du site des Haras dans le cadre du Festival International de Théâtre de Rue 2022

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*
Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s)
M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- **VALIDE** la convention et son annexe de mise à disposition des espaces et équipements du Haras d'Aurillac à l'Association Eclat dans le cadre de l'édition 2022 du Festival International de Théâtre de Rue d'Aurillac, tel que le projet joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES INFRASTRUCTURES
ET EQUIPEMENTS DU SITE DES HARAS**

**ASSOCIATION ECLAT / INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION /
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL**

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Raison sociale : **CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL**
Adresse : Hôtel du département, 28 avenue Gambetta, 15015 Aurillac Cedex
Représenté par : Mr Bruno FAURE, en qualité de président du Conseil Départemental, dûment habilité par décision de la commission permanente du 1er juillet 2022

Nommé ci-dessous CD 15

Et :

Raison sociale : **INSTITUT FRANCAIS DU CHEVAL ET DE L'ÉQUITATION**
Adresse : Avenue de Julien, 15000 Aurillac
Représenté par : Mr Gil ALEYRANGUES, en qualité de Directeur du site d'Aurillac

Nommé ci-dessous IFCE

Et :

Raison sociale de l'entreprise : **ASSOCIATION ÉCLAT** (*Association loi 1901*)
Adresse du siège social : 20 rue de la Coste, BP 205, 15000 Aurillac
Représenté par : Mr Frédéric REMY, en qualité de Directeur de l'association Éclat

Nommée ci-dessous l'Association ÉCLAT

Préambule

Dans le cadre de l'organisation du Festival d'Aurillac, Festival International de Théâtre de rue, l'Association ÉCLAT accueille plus de 600 compagnies de passage. Parmi ses compagnies, certaines proposent des spectacles proches des pratiques équestres. Les signataires de la présente convention souhaitent s'associer pour favoriser la présence et la logistique de ces compagnies.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

TITRE 1er – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Du lundi 8 août au lundi 22 août 2022, le CD 15 et l'IFCE, respectivement propriétaire et occupant des infrastructures et équipements composant le Haras d'Aurillac, sis Avenue de Julien – 15000 Aurillac, mettent à disposition de l'Association ÉCLAT gracieusement les espaces et moyens suivants, tels que repérés sur le plan joint en annexe :

- L'utilisation de points électriques sur les quatre mâts d'éclairage + éclairage du site existant + point électrique 63 A sous le manège
- L'utilisation de points d'eau sur les différents espaces
- L'accès au parking
- L'accès poids-lourds et pompiers sur site
- L'accès aux boxes à proximité du parking pour l'hébergement des chevaux des compagnies

Pour des besoins techniques, le CD 15 autorisera un droit de passage et d'accès à la parcelle cadastrée CN n°19, aux seuls représentants de l'Association ÉCLAT, pour rejoindre le domaine de Tronquières, propriété de la commune d'Aurillac.

Une coupure des arrosages automatiques pourra être demandée par l'association ÉCLAT de manière ponctuelle durant la période d'occupation.

En amont, une première intervention pour les branchements électriques sera réalisée par l'association ÉCLAT à partir du 8 août 2022. L'association ÉCLAT s'engage à ce que les branchements électriques soient réalisés dans le respect des règles de l'art.

L'utilisation des espaces extérieurs et des équipements s'effectuera dans le respect de l'ordre public, de l'hygiène et des bonnes mœurs.

TITRE 2 - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ

1 - Préalablement à l'utilisation des équipements et installations, L'Association ÉCLAT reconnaît :

* Avoir souscrit une police d'assurance couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées sur site au cours de l'utilisation des équipements et installations mis à sa disposition ; cette police portant le n°18 46 61 8J auprès de la MAIF.

* Avoir procédé, à une visite du site et plus particulièrement des équipements et des voies d'accès qui seront effectivement utilisés ;

2 - Au cours de l'utilisation des équipements et installations mis à sa disposition, l'IFCE s'engage :

* A faire respecter les règles de sécurité des participants

* A faire constater aux compagnies présentes l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés,) et des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

* A transmettre aux compagnies présentes les consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières et s'engage à les appliquer,

3 – Au cours de l'utilisation des équipements et installations mis à disposition, l'Association ÉCLAT s'engage :

* à s'assurer que l'ensemble des compagnies et des personnes accueillies dans le cadre du Festival d'Aurillac respecte les installations mis à disposition.

* à mettre en œuvre tous les moyens pour que les règles de sécurité inhérentes soient scrupuleusement respectées, de manière à ce que, ni le CD 15, ni l'IFCE n'en soient inquiétés.

TITRE 3 - RESPONSABILITE

L'Association ÉCLAT s'engage :

* A réparer et à indemniser le CD 15 et/ou l'IFCE pour les dégâts matériels éventuellement commis et les pertes constatées (assurance compagnies).

* A remettre les espaces et installations dans l'état où ils ont été mis à disposition de l'association ÉCLAT.

Le CD 15 ne peut être tenu responsable des dommages pouvant être causés aux installations de l'Association ÉCLAT et des compagnies utilisant les espaces mis à disposition.

TITRE 4 – ACCUEIL DU PUBLIC

L'accueil du public est sous l'entière responsabilité des compagnies accueillies en collaboration avec l'Association ÉCLAT.

TITRE 5 - EXÉCUTION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée :

1 - Par l'Association ÉCLAT à tout moment avant la date prévue pour l'utilisation des espaces.

2 - À tout moment par le CD15 et ou l'IFCE pour cas de force majeure, pour des motifs sérieux ou si les espaces sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans des conditions contraires aux dispositions prévues par la présente convention.

La présente convention est conclue pour la période d'utilisation définie au TITRE 1er, sans tacite reconduction.

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet de la mise en œuvre d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait à Aurillac, le

Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Monsieur Gil Aleyrangues,
Directeur

Conseil départemental du Cantal
Monsieur Bruno Faure,
Président

Association ÉCLAT
Monsieur Frédéric Remy,
Directeur

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-28

Avenant n°1 à la convention de mutualisation de services entre le Conseil départemental du Cantal et Cantal Ingénierie et Territoires 2021-2023

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOUL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s) : M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5111-1, L.5111-1-1 et R.5111-1-1 ;

Vu la délibération n° 20CD05-33 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant la convention de mutualisation de services entre le Conseil départemental et Cantal Ingénierie & Territoires 2021-2023 ;
Vu l'avis favorable du Comité Technique du 30 mai 2022 ;

- APPROUVE l'avenant n° 1 à la convention de mutualisation de services liant le Conseil départemental et Cantal Ingénierie & Territoires dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



CONVENTION DE MUTUALISATION DE SERVICES

**ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL
ET
L'AGENCE DEPARTEMENTALE CANTAL INGENIERIE & TERRITOIRES**

AVENANT N° 1

CONVENTION 2021-2023

Entre

Le Département du Cantal, représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant, autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2022.

Et

L'Agence Départementale Cantal Ingénierie & Territoires (CIT), représentée par son Président ou son représentant, autorisé par délibération du Conseil d'Administration en date du 5 juillet 2022.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

La convention dont la désignation est mentionnée ci-dessus est modifiée dans les conditions fixées aux articles suivants.

Article 2 :

L'article 6.2 est modifié dans les termes suivants :

"6.2 – Charges relatives à l'Agence Départementale assurées par le Conseil départemental du Cantal et faisant l'objet d'un remboursement par Cantal Ingénierie & Territoires

Mise à disposition de locaux :

Le Département met des locaux à la disposition de CIT.

Cette mise à disposition fait l'objet du paiement d'une redevance établie sur la base d'un "équivalent loyer" et de l'ensemble des charges courantes.

Le calcul de la redevance s'effectue dans les conditions suivantes :

- À Aurillac, le Département met à disposition 170 m² (2022) puis 230 m² (2023) de bureaux dans le bâtiment situé 21 boulevard de Lescudilliers : coût fixe mensuel de 4,83 € au m².
- Pour Murat, le Département met à disposition des locaux (8 m²) situés au 1^{er} étage du bâtiment sis 1 bis avenue de l'Ermitage 15300 Murat – second accès par la rue Justin Vigier : coût fixe mensuel de 4,69 € au m².

Quel que soit les locaux concernés, le remboursement des charges locatives (EDF, Eau, nettoyage des locaux...) s'effectue au prorata des charges effectivement constatées.

Article 3 :

La première ligne du tableau de l'annexe n° 1 à la convention est modifiée comme suit :

Annexe n° 1 :

Mise à disposition des locaux Valeur locative - Redevance (Part fixe "équivalent loyer")	Calcul au coût réel sur la base d'un montant fixé à - pour Lescudilliers : coût fixe mensuel de 4,83 € au m² ; - pour Murat : coût fixe mensuel de 4,69 € au m². Au prorata des surfaces occupées par CIT.
--	---

Article 4 :

Toutes les clauses de la convention initiale et, le cas échéant, de ses avenants éventuels, demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Fait en deux exemplaires originaux,
A Aurillac, le

Le Président de Cantal Ingénierie & Territoires
Et par délégation,

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 1 JUILLET 2022

DELIBERATION N°22CP07-29

Convention de mise à disposition d'une plateforme de gestion de la relation usager

L'an deux mille vingt-deux, le un juillet à neuf heures et trente minutes, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 17 juin 2022, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAÏZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGÉ, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Mme Aurélie BRESSON donne procuration à M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD donne procuration à Mme Mireille LEYMONIE, M. Gilles COMBELLE donne procuration à Mme Valérie SEMETEYS, Mme Isabelle LANTUEJOL donne procuration à M. Vincent DESCOEUR, M. Jean-Jacques MONLOUBOU donne procuration à M. Christophe VIDAL

Absent(s) M. Jean-Yves BONY, Mme Sophie BÉNÉZIT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 28 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- **APPROUVE** la convention de mise à disposition de la plateforme de gestion de la relation usager jointe en annexe de la présente délibération et qui sera signée avec les partenaires.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 06-07-2022

Transmission Préfecture : 06-07-2022

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

<p style="text-align: center;">CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UNE PLATEFORME DE GESTION DE LA RELATION USAGER</p>
--

Entre d'une part,

Le **Département du Cantal**, sis 28 avenue Gambetta, 15005 AURILLAC, représenté par M. Bruno FAURE, Président, dûment habilité aux fins des présentes par délibération en date du ;

Ci-après désigné « **Le Département** » ;

D'une part,

Et

Le **Partenaire** (siège)
représenté par

Ci-après désigné « **Le Partenaire** » ;

D'autre part,

Préambule :

Face à la déprise démographique du département du Cantal, le Conseil départemental a fait de l'attractivité du département et du regain démographique la cause première de sa politique.

C'est une ambition collective réunissant toutes les collectivités et les acteurs socio-économiques du territoire qui se mobilisent pour accueillir de nouveaux habitants.

Cette action collective doit maintenant se traduire par des actes concrets et il convient de permettre à chaque acteur de disposer d'un outil adapté à l'accueil des candidats à l'installation (salariés, porteurs de projet, familles de porteurs de projet). C'est dans cet esprit que le Conseil départemental a acquis et développé, (avec un groupe de travail de techniciens des partenaires) un outil de gestion des candidatures.

Unir et unifier les pratiques permet d'assurer une meilleure efficacité et efficience des dispositifs d'accueil et d'accompagnement mis en place sur le territoire cantalien.

Ainsi le Département propose aux partenaires, acteurs de l'accueil des populations sur le territoire cantalien de mettre à disposition la plateforme de gestion de la relation Usagers (GRU) qu'il a développé afin que chacun, dans le cadre de ses missions en matière d'accueil, puisse utiliser cet outil fédérateur et centralisateur de données apportant ainsi une réponse uniforme, cohérente et coordonnée aux populations demandeuses quelle que soit la structure accueillante ou instructrice de la demande.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la mise à disposition

Le Département du Cantal met à disposition du Partenaire la Plateforme de Gestion de Relations Usagers, solution Publik, qu'elle a développée en son sein pour l'accueil de nouvelles populations sur son territoire.

Cette plateforme a pour objectifs :

- L'accès au portail d'entrée des usagers, à leur dossier et au suivi de la demande dans leur démarche d'installation sur le territoire ;
- Accueillir et simplifier la démarche d'installation sur le territoire par un service d'accueil et d'accompagnement humain et personnalisé, travaillant en réseau avec l'ensemble des partenaires ;
- Développer une plateforme unique de relation citoyenne multi-organismes pour offrir aux habitants et futurs habitants différents accès aux services d'accueil dispensant le même niveau d'accompagnement dans leur projet de vie et projet professionnel (Conseil Départemental, communes, EPCI, chambres consulaires...) ;
- Centraliser la relation avec l'utilisateur quels que soient les canaux ;
- Faire du département (et du Conseil départemental), l'échelle de mutualisation des plateformes numériques de services d'accueil en offrant aux habitants des points d'entrée unifiés interagissant (Département, EPCI, communes, chambres consulaires, État, offices de tourisme...) ;
- Outiller et inscrire la relation aux citoyens dans une logique de management de la qualité (évaluation et adaptation continue) ;
- Fluidifier le partenariat entre les différents partenaires, en mettant au cœur de la relation le service rendu aux candidats à l'installation, avec une base de données unifiée et un suivi/traitement de l'ensemble des demandes usagers depuis une interface unique ;
- Assurer un pilotage plus efficace et réactif des politiques publiques d'accueil et d'accompagnement par une évaluation de la qualité de la relation usagers et une logique d'amélioration continue des procédures ;
- Avoir une vision complète des demandes d'installation et de projets sur le territoire et donc de disposer d'outils d'analyse et d'aide à la décision, dans le respect de la réglementation relative à la protection des données personnelles

Cette plateforme a notamment pour fonctionnalités dans le cadre de la présente mise à disposition :

- *Recueil et traitement des demandes d'usagers ;
- *Recueil d'information sur les personnes souhaitant s'installer dans le département ;
- *Questionnaire/formulaire sur la personne et le foyer (besoin en accompagnement professionnel (aide à la recherche d'emploi) ; logement ; école) ;
- *Suivi de l'accompagnement des nouveaux arrivants dans le département : réponse aux demandes d'information ; échanges mail et/ou téléphonique ;
- *Partage des données avec les partenaires institutionnels (Collectivités ; CCI ; Associations) ;
- *Utilisation des coordonnées par le Département et les partenaires institutionnels pour l'envoi d'information/Newsletter (laisser possibilité à l'utilisateur de refuser/arrêter l'envoi) ;
- *Traitement statistique et anonymisé des demandes enregistrées et de leur suivi par les partenaires pour analyse des résultats et adaptation des services proposés.

Article 2 : Modalités de la mise à disposition

2-1 Modalités pratiques

Dans le cadre de la présente mise à disposition, le Département communique au Partenaire son compte utilisateur, paramétré en fonction des droits et accès auquel il a droit :

Ainsi, 3 profils peuvent être déterminés :

- **Administrateur** : réservé au seul Département en tant que titulaire de la Plateforme et coordonnateur et médiateur ;
- **Utilisateur-partenaire de territoire** : accès pour visualisation et complément des profils identifiés sur le territoire ou le champ de compétences du Partenaire, seule visualisation des autres profils créés par les autres partenaires ;
- **Utilisateur-observateur de territoire** : accès pour visualisation de tous les profils créés et identifiés sur l'ensemble des territoires partenaires ;

2-2 Modalités financières

La mise à disposition de la Plateforme par le Département est effectuée gracieusement auprès du Partenaire.

Le Département prend en charge tous les frais afférents à la maintenance et à la mise à jour de la plateforme de telle manière à ce que le Partenaire n'en soit pas inquiété.

Article 3 : Engagements des parties

3-1 - Le Département

Il s'engage à mettre à disposition du Partenaire la Plateforme de Gestion de Relation Usagers et à en assurer la maintenance et la mise à jour. Il est dans ce cadre l'interlocuteur unique de l'éditeur de la solution « Entr'Ouvr ».

Il veille à sa bonne fonctionnalité et coordonne dans ce cadre ses évolutions et adaptations en fonction des besoins formulés par les Partenaires.

3-2 - Le Partenaire

Il s'engage à respecter l'objet pour lequel la plateforme GRU lui a été mise à disposition par le Département, à savoir le traitement des demandes dans le cadre de l'accueil de nouvelles populations. Il se défend d'utiliser la plateforme et ses fonctionnalités pour tout autre objectif, mission ou projet sans en informer préalablement le Département.

3-3 - Les Partenaires (dont le Département)

Ils s'engagent à :

- Accompagner les porteurs de projets les sollicitant sur leur territoire ou selon leur champ de compétences ;
- Orienter les porteurs de projets suivant les intérêts de celui-ci auprès des autres Partenaires ;
- Offrir une réponse qualitative tant dans son contenu que dans son délai (délai maximum de 48h00 ouvrés pour un rappel d'un candidat à l'installation s'étant signalé) ;
- Alimenter la plateforme GRU permettant un flux informatique organisé et quotidien entre les Partenaires ;

- Partager l'information avec l'ensemble des Partenaires ;
- Ne pas divulguer ses codes d'accès à la plateforme de GRC ;
- Garantir la confidentialité des données insérées notamment conformément aux dispositions de l'article 4 ci-dessous ;
- Ne pas utiliser les données à des fins commerciales ou de communication publicitaire.

Article 4 : Protection des données personnelles

Les parties s'engagent tout particulièrement à respecter la protection des données collectées conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et veiller notamment au :

- Respect des usagers ;
- Respect du secret professionnel ;
- Ne pas utiliser les informations traitées à des fins autres que celles spécifiées par le présent document ;
- Ne pas divulguer ces informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autres que les Partenaires ;
- Respect des règles de protection des données transmises lors de la formation ;
- Coopérer et se prêter assistance en cas de violation de données à caractère personnel aux fins de se mettre en conformité avec les obligations qui leur incombent en vertu de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Pour mémoire, le contact du Département pour les questions liées à la protection des données collectées est :

Délégué à la Protection des Données
Conseil départemental du Cantal
Hôtel du Département
28 avenue Gambetta
15000 AURILLAC
dpo@cantal.fr

En cas de violation des dispositions détaillées au présent article, le Partenaire, quelque qu'il soit, demeurera responsable de toute conséquence judiciaire et pénale, dans le cas où sa responsabilité se trouverait démontrée.

Chaque partenaire communique dans ce cadre les coordonnées du délégué à la protection des données désigné en son sein, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5 – Résiliation-Fin de mise à disposition

Le Département ou le Partenaire peuvent mettre fin à la présente convention de mise à disposition par LRAR. La demande sera effective sous un délai de trois mois et l'accès à la plateforme interrompu. Les données du Partenaire renonçant à la mise à disposition et incrémentées dans la plateforme resteront définitivement acquises au Département.

En cas de non-respect des engagements définis aux articles 3 et 4, il pourra être mis fin sans préavis à la mise à disposition.

La présente mise à disposition prendra fin en cas de fermeture définitive de la plateforme, chaque partie conservant alors les données concernant son territoire.

4

Article 6 – Litiges

En cas de litige dans l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de faire appel à un médiateur afin de trouver une solution amiable à leur différend.

En cas d'échec, la partie la plus diligente saisira le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand afin de faire trancher le litige.

Fait en double exemplaire à

le

Pour le Département du Cantal,
Le Président,

Pour le Partenaire ;

Bruno FAURE